



Pelletier: les élections du huit novembre ont marqué "la fin d'une illusion"

Par Evelyn DUMAS-GAGNON

L'élection du 8 novembre marque "la fin d'une illusion", selon le nouveau député libéral d'Hochelaga, M. Gérard Pelletier. Évoquant hier "la campagne électorale comme une expérience humaine", M. Pelletier a dit qu'une des leçons principales à tirer de ce scrutin, c'est qu'il n'y a pas de solution facile aux problèmes actuels de ce parlement minoritaire, régionalisé, qui offre parfois l'image de la confusion.

Les hommes politiques pouvaient croire, au fond de leur subconscient, que ce malaise était comme une grippe, qu'il suffisait de trouver la bonne pilule pour l'éliminer. Ils pouvaient espérer qu'après une série d'élections, les citoyens lassés finiraient par offrir à un parti une majorité écrasante. Le 8 novembre a marqué la fin de cette illusion.

M. Pelletier croit que le parti à qui le peuple donnera un jour une majorité sera celui qui dans la situation présente aura réussi à faire vivre un "gouvernement qui se tiendra", un gouvernement créateur, que ce soit par "coalition, arrangements, ententes, appelez-le comme vous voulez".

La population, a poursuivi le député, et particulièrement la population ouvrière, est obligée de "faire avec" les circonstances où elle se trouve; elle ne comprendrait pas que les partis ne gouvernent pas avec les moyens qu'ils ont.

Ce n'est pas la seule leçon que M. Pelletier a tirée de la campagne. Il a noté aussi que le principal défi offert à l'homme politique, c'est de réaliser "la soudure entre les problèmes politiques perçus par les citoyens dans leur vie quotidienne et les problèmes tels qu'ils sont discutés au niveau provincial ou fédéral", de créer un "lien intelligible" entre les besoins, les frustrations, les aspirations des gens et la "grande" politique.

On a dit de cette campagne qu'elle était terne et M. Pelletier reconnaît avoir également recueilli cette impression au niveau des manifestations publiques; par contre, c'est le contraire qui se produisait dans les discussions en petit groupe, dit-il.

M. Pelletier parle avec chaleur des contacts qu'il a eus pendant la campagne avec le milieu populaire de l'est de Montréal. J'arrivais, expliquait-il, du métier de journaliste, où par définition, on connaît un très grand nombre de personnes et communique avec un très grand nombre de personnes, mais dispersées partout, issues de "nulle part" alors que le candidat doit connaître un grand nombre de personnes "circonscrites" — le mot circonscription l'indique — dans un territoire limité.

Le même problème se posait au point de vue intellectuel, a-t-il dit. J'avais été éditorialiste, formé à l'expression en termes généraux qui puissent intéresser le plus de gens possible; un candidat doit apprendre à s'intéresser à des problèmes propres à un territoire particulier, ou du moins aux aspects d'un problème général qui touchent particulièrement ce territoire.

La découverte du comté d'Hochelaga, de ses institutions, ses aspirations, ses frustrations et ses idées, a été pour M. Pelletier une expérience enrichissante. Au cours de ses visites de porte en porte, il a été frappé, dit-il, par "l'extraordinaire cordialité que j'ai rencontrée; quand j'étais simple électeur, jamais je n'ai reçu un candidat comme j'ai été moi-même reçu".

Le nouveau député estime que la politique est améliorée par ces méthodes qui créent un lien personnel entre le can-

Visiblement contrarié et d'une humeur maussade, M. Pearson: Pas de remaniement avant le 8 décembre La date de la session serait connue lundi

OTTAWA — Visiblement agacé par l'insistance des journalistes, le premier ministre Pearson a déclaré hier qu'il ne songera même pas au remaniement ministériel avant que les résultats officiels de l'élection ne soient révélés, le 8 décembre. Il a cependant annoncé le nom des remplaçants temporaires des deux membres de son cabinet qui ont été défaits, M. Watson MacNaught, ministre des mines et M. Harry Hays, mi-



Keith Davey, "très déprimé"

OTTAWA — S'il avait à préparer une autre campagne électorale à la lumière des résultats de l'élection de lundi, Keith Davey procéderait-il différemment?

M. Davey réfléchit un moment. "Honnêtement, je ne sais pas", répond-il. "J'aurais besoin d'un certain recul pour faire ce genre d'évaluation".

Et il dit que les renseignements qu'il avait au moment où l'élection fut déclenchée pouvaient facilement justifier la conviction qu'il pouvait être possible de faire élire un gouvernement majoritaire. "Avec les mêmes renseignements, j'aurais porté le même jugement".

L'organisateur libéral, âgé de 39 ans, qui est un ancien agent de publicité d'un poste de radio torontois, est "très déprimé" par le résultat des élections, qui n'ont pas accordé une majorité parlementaire aux libéraux. "J'ai eu vraiment l'impression que nous avons laissé tomber le premier ministre".

La seule grande surprise de la campagne, dit-il, a été la Nouvelle-Ecosse, où la "Machine de Stanfield" jointe aux promesses conservatrices pour une hausse des pensions de vieillesse, a vraiment désarçonné les libéraux. D'ici à ce que le résultat du vote militaire soit connu, il faut bien reconnaître que les libéraux n'ont fait élire qu'un seul député dans cette province alors qu'ils en comptaient cinq dans le dernier parlement.

Dans l'ouest le parti libéral a eu contre lui l'hostilité traditionnelle qu'on connaît. "Cela a été la même chose dans quatre élections. Nous n'avons pas réussi à détruire le mythe voulant que le parti libéral ne comprenne pas l'ouest".

M. Davey ne trouve rien à critiquer dans l'attitude du pré-

Eisenhower: rechute hier après-midi

FORT GORDON — L'ancien président Eisenhower, hospitalisé il y a trois jours à la suite de malaises à la poitrine, a eu une rechute hier après-midi, à l'hôpital militaire Walter Reed. Selon certaines informations, l'ancien chef d'Etat souffre d'une angine de poitrine. Cette aggravation de l'état de santé du général Eisenhower est survenue quelques heures à peine après qu'un porte-parole de l'hôpital ait fait savoir que le célèbre patient se portait mieux et qu'il pourrait rentrer chez lui dès vendredi.

Voir page 2: Eisenhower

Paris demande l'admission de la Chine à la majorité simple

NATIONS UNIES — Pour la première fois hier, la France a demandé l'admission de la Chine populaire aux Nations unies et a insisté pour que le vote sur cette question soit pris à la majorité simple plutôt qu'à la majorité des deux tiers. Plusieurs autres orateurs ont pris la parole dans le même sens. Vingt-huit délégations ont encore inscrites pour prendre part au débat tandis que la résolution, dont les parrains sont le Cambodge, l'Algérie, le Mali, la Roumanie et l'Albanie, n'a pas encore été déposée. Les propos se font entendre en effet de trouver une formule qui permettrait de gagner les deux ou trois voix qui manqueraient encore pour la majorité simple. Les observateurs soulignent qu'il est fort peu probable que la Chine soit admise cette année aux Nations unies, mais admettent que l'obtention de la majorité simple présenterait une grande victoire et forcerait les Etats-Unis à recourir à des artifices de procédures.

M. Roger Seydoux a exposé les raisons qui, du point de vue français, rendent "opportune et même nécessaire" la présence de la Chine à l'ONU. "Ces raisons tiennent, pour le gouvernement français, à une observation fondamentale: Comment soutenir qu'il est conforme aux buts et principes des Nations unies que celles-ci soient amputées d'une des plus grandes puissances du monde, dotée d'une population égale au quart de celle du globe, d'un territoire immense et de ressources actuelles et virtuelles considérables et dont la situation géographique la place à proximité immédiate des régions agitées du monde, et dont la Chine est la plus grande puissance nucléaire."

Tel est, suivant l'expression du général de Gaulle, "le poids de l'évidence et de la raison" qui a incité la France à nouer avec la République populaire de Chine des relations officielles, sans que cette décision ait impliqué quelque juge-

ment que ce soit sur le régime interne de ce pays. Telles sont les considérations qui, nous semble-t-il, devraient inspirer les décisions de l'assemblée générale.

"Qu'on fait d'ailleurs, en 1954, puis en 1962, les pays qui étaient résolus à rechercher un règlement aux problèmes de l'Asie du Sud-Est? Sans tenir compte du statut de leurs relations diplomatiques avec le gouvernement de Pékin, ils se sont joints, à Genève, à ses délégués et ont signé, avec eux, les accords qui avaient été mis au point lors d'une négociation souvent citée, et au cours de laquelle les représentants de la Chine ont observé les règles et le comportement propres à en assurer le succès. Peut-on imaginer aujourd'hui que le douloureux conflit qui sépare deux grands pays du même continent puisse, en dernière

analyse, trouver une solution définitive sans le concours de la Chine?

"Mais les problèmes de ce continent ne sont pas seuls en cause. La question qui a par excellence un caractère universel et domine toutes les autres est celle du désarmement. Dans cette assemblée, comme de par le monde, il n'est plus contesté qu'un règlement véritable du problème du désarmement ne peut résulter que de négociations auxquelles participeraient en première ligne les cinq puissances nucléaires, y compris par conséquent la Chine."

"Dans une telle situation, qui aboutit à mettre en échec la vocation universelle des Nations unies, devons-nous nous laisser arrêter par telle ou telle déclaration des dirigeants chinois empreinte de sévérité ou de

Voir page 2: Paris

nistre de l'agriculture, M. Maurice Sauvé, ministre des forêts, sera ministre intérimaire de l'agriculture. M. Roger Teillet, ministre des anciens combattants, sera ministre intérimaire de l'agriculture.

M. Pearson a réuni son cabinet pendant cinq heures hier. Avant d'entrer dans la salle, il a déclaré aux journalistes qu'il ne serait pas question de remaniement ministériel, et qu'il n'aurait aucune déclaration à leur faire. Quand il est sorti pour déjeuner, il a quand même trouvé le couloir rempli de journalistes, et il a feint d'ignorer leurs questions qui fusaient de toutes parts. "Ce n'est pas gentil, s'est-il contenté de dire. Il faut maintenant que je me fraie un chemin à travers la foule. On n'est quand même pas à une partie de football".

Après la séance de l'après-midi toutefois, il a déclaré que le cabinet avait étudié la législation qui sera présentée à la prochaine session. "Après la réunion de lundi, a-t-il ajouté, nous serons probablement en mesure d'annoncer la date de la session, et les priorités législatives du gouvernement".

Plus tôt dans la journée, il avait déclaré qu'il serait indécis d'annoncer la date de la session avant de connaître le résultat du vote des militaires, samedi, qui pourrait changer la répartition des sièges. Les libéraux ont obtenu 129 sièges, les conservateurs 99, les néo-démocrates 21, le Ralliement des créditistes 9, le Crédit social 5. Deux indépendants ont également été élus.

M. Pearson a également annoncé que le mandat du vice-président du bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, M. Carlyle Allison, ne sera pas renouvelé. Il n'a pas donné de raisons. Le mandat de sept ans des membres du BGR prenait fin mardi. Celui du président, M. Andrew Stewart, avait été renouvelé quelques jours avant l'élection. Le troisième membre du BGR, M. Bernard Coulet, avait perdu la vie dans un accident, en janvier dernier.

Interrogé après la première partie de la réunion du cabinet sur l'intention du chef de l'opposition d'attaquer le gouvernement sur l'intégrité de l'ouverture de la session, M. Pearson a simplement répondu: "Je croyais pourtant que la campagne électorale était terminée". En revenant à la réunion du cabinet hier après-midi, M. Pearson avait retrouvé son sourire.

Un des deux ministres battus à l'élection de lundi, M. Watson MacNaught, a attribué sa défaite à la promesse du parti conservateur de hausser les pensions de vieillesse. Il a déclaré que les vieillards avaient voté en plus grand nombre que d'habitude, dans son comté de Prince, dans l'Île-du-Prince-Édouard.

Johnson ordonne une enquête sur la panne d'électricité gigantesque de mardi soir

WASHINGTON — Le président Lyndon Johnson a ordonné à la commission fédérale des ressources énergétiques de faire enquête sur la gigantesque blackout dont les conséquences auraient pu être catastrophiques.

Les enquêteurs du gouvernement et des compagnies d'électricité, qui se sont mis au travail dès hier, devront déclarer comment l'arrêt total de distribution de courant a pu se produire sur une aussi vaste région. Ils devront également envisager les mesures qui permettraient d'éviter la répétition d'un incident aussi grave qui a mis en jeu, en quelques instants et pendant de longues heures, la sécurité et le bien-être de près de 30 millions d'habitants.

Les nombreux experts n'ont pas, faute de preuve, avancé sérieusement la thèse d'un sabotage.

La compagnie Consolidated Edison, qui fournit l'énergie à New York a expliqué qu'un mal fonctionnement d'une sous-station à Clay, à quelques milles de Syracuse, est la cause de l'interruption de son vaste réseau. Cette explication paraît insuffisante à plusieurs.

Tout au long du blackout qui a paralysé les activités civiles des Américains dans le nord-

est du pays, le gouvernement de Washington a eu l'assurance que ses communications mi-

litaires étaient ininterrompues. En fait, l'interruption de courant a servi de "répétition"

impromptu à certaines manœuvres nécessaires en cas de désastre.

30 millions de personnes éprouvées par la panne

NEW YORK — Un monstrueux blackout a paralysé mardi soir et pendant une partie de la nuit de mardi à mercredi une vaste région du nord-est des Etats-Unis et de l'est du Canada, allant de New York à Toronto et de Boston à Harrisburg en Pennsylvanie. Environ 30 millions de personnes habitent ce vaste territoire. La panne s'est produite à 17 heures 28, et le courant n'était finalement rétabli à New York qu'à 3 heures 35 hier matin.

Les téléphones — malgré un nombre record d'appels — ont fonctionné normalement grâce à des groupes électrogènes. C'est la première fois que les 305 standards de l'Etat de New York fonctionnent à la fois de cette façon. Outre les appels locaux et régionaux, ils ont dû faire face à un surcroît d'appels internationaux, le téléphone ayant été pendant 10 heures le seul moyen de liaison commerciale (pour la presse notamment) entre le

nord-est américain et le reste du monde.

Le bilan financier (charges de sécurité, manque à gagner, etc.) n'a pas encore été établi. Alors même que le courant est revenu, la panne continue de faire sentir ses effets à New York — comme d'ailleurs à Boston, Philadelphie, Buffalo, Syracuse et les autres villes affectées.

Les entreprises industrielles, artisanales et commerciales ont subi des pertes.

En ce qui concerne les causes de la panne, quelques idées générales commencent à filtrer dans les milieux qui s'occupent des ressources énergétiques et parmi les techniciens. A l'origine des difficultés paraît se situer l'existence entre les diverses compagnies privées qui distribuent le courant de "pools" d'utilisation en commun des lignes à haute tension et des stations et sous-stations de redistribution.

Ces compagnies sont parvenues à mettre au point un système d'inter-connexion de leurs réseaux fondé sur ce que les techniciens considèrent comme le système le plus scientifiquement complexe qui

Voir page 2: Johnson

Ottawa veut régulariser, non réduire l'entrée de capitaux

OTTAWA — La déclaration du ministre des finances Walter Gordon sur la restriction des emprunts canadiens aux Etats-Unis vise plus à régulariser les mouvements trimestriels de capitaux entre les deux pays qu'à limiter le montant global des emprunts canadiens sur les marchés de capitaux américains. C'est l'opinion qui a cours au ministère canadien des finances et au département américain du trésor.

Ce que le ministre a demandé, c'est de retarder les emprunts au début de l'année prochaine, pour que le Canada ne dépasse pas outre-mesure la limite de \$500 millions fixée par l'accord canado-américain de 1963 pour ses réserves militaires. Cette année, les emprunteurs canadiens ont déjà vendu aux Etats-Unis des obligations pour un montant dépassant \$500 millions, et on estime que d'ici la fin de décembre, ils auraient emprunté \$250 millions.

Cette mesure annoncée à la suite d'un accord intervenu entre le ministre canadien des finances et le secrétaire américain au trésor, aura évidemment des effets directs sur les municipalités et les commissions scolaires. Déjà elle a empêché l'Hydro-Québec d'obtenir un emprunt de \$50 millions à New York. Les soumissions devaient être ouvertes mardi, et l'Hydro comptait prendre possession de l'argent la semaine prochaine. Elle devra maintenant attendre au mois de janvier.

"Cela ne nous dérange pas, a commenté le premier ministre du Québec, M. Jean Lesage. J'ai été avisé lundi de cette invitation de réduire temporairement le volume des emprunts canadiens sur le marché américain. La balance des paiements étant ce qu'elle est, la Maison blanche a insisté pour que le livraison du produit des emprunts sur les marchés américains

soit reportée au premier trimestre de 1966. Comme nous voulons continuer d'emprunter sur les marchés américains, nous avons tout intérêt à collaborer avec les autorités américaines, et nous avons décidé de collaborer dans le sens indiqué."

Il y a quelques jours, la Commission hydroélectrique du Manitoba recevait \$15,000,000 en argent américain, sur des obligations remboursables en 25 ans, et le Nouveau Brunswick avait emprunté pour sa part \$10,000,000 sur des obligations remboursables elles aussi en 25 ans.

Les gouvernements provinciaux et municipaux préfèrent emprunter aux Etats-Unis à cause de la vaste réserve d'argent disponible sur le marché de New York. Il en coûte habituellement un peu plus cher de vendre les mêmes obligations au Canada.

Le ministre canadien des finances, M. Gordon, a déclaré hier que la restriction des emprunts n'aurait probablement pas d'effet sur la construction. On sait que l'été dernier le gouvernement fédéral a retardé certains projets de construction pour éviter l'inflation, en invitant les gouvernements provinciaux et les entreprises privées à faire de même. Mais le rythme de la construction n'a pas baissé pour autant.

Si la mesure a semblé prendre tout le monde par surprise parce qu'elle a été annoncée au lendemain de l'élection, il ne faut aucun doute qu'elle était connue depuis un certain temps avec les Etats-Unis, qui veulent réduire la sortie de dollars.

En 1963, les Etats-Unis avaient exempté le Canada de la taxe de 15 pour cent sur les emprunts, contre la promesse que notre pays n'augmenterait pas sa réserve d'or et de dollars

américains, qui était alors de l'ordre de \$500 millions, aux dépens de la balance des paiements américains.

La balance canadienne des paiements bénéficie actuellement de la vente du blé à la Chine, de sorte que si le Canada empruntait d'importantes sommes aux Etats-Unis d'ici la fin de l'année, ses réserves monétaires dépasseraient \$500 millions. Cette situation ne devrait pas se produire au début de 1966, car la balance des paiements canadiens est généralement défavorable au premier trimestre.

CRITIQUE DE DIFENBAKER

Dans une déclaration écrite, le chef de l'opposition, M. Diefenbaker, a sévèrement critiqué les libéraux pour avoir caché l'accord sur les emprunts jusqu'après les élections. Il a rappelé que pendant la campagne électorale, il avait averti la population que l'on était en train de conclure à Washington des accords qui n'étaient pas dans le meilleur intérêt du Canada.

"Maintenant que l'élection est passée, a-t-il ajouté, les libéraux essaient de cacher cette vérité qui leur aurait nuí pendant la campagne. Mais la véritable situation, c'est que le déficit de notre balance des paiements a empiré, particulièrement avec les Etats-Unis, à cause des politiques suivies par les libéraux. (Allusion à l'accord de 1963.) Par le nouvel accord, les libéraux ont ajusté la politique financière canadienne aux besoins de la balance des paiements américaine. A cause des pressions de Washington, ils ont reporté le problème sur les consommateurs canadiens qui devront payer des prix plus élevés, et leur

Voir page 2: Les emprunts aux Etats-Unis

Paris

(Suite de la première page)

blâme pour notre organisation. Quel gouvernement, placé dans les circonstances, n'aurait pas eu de réactions de ce genre? C'est-à-dire écarté pendant tant d'années des Nations unies, pour manifester à leur encontre des sentiments de bienveillance?

D'une manière générale, si certaines déclarations, certaines réactions sont, il est vrai, déconcertantes, il est également nécessaire de suspendre tout jugement à leur propos jusqu'à ce que la Chine ait été mise en mesure de reprendre sa place parmi nous, c'est-à-dire qu'elle cesse d'être sous le coup d'un ostracisme qui ne peut qu'inspirer l'amertume. Aussi bien, puisque l'on a parlé des qualifications requises pour faire partie de cette organisation, puisque l'on s'est référé à certains articles de la charte, tels que celui qui prévoit les modalités de l'exclusion d'un Etat membre, ma délégation est venue à formuler la question suivante, qu'elle n'est d'ailleurs pas seule à se poser: que se passerait-il (et que se serait-il passé) si les motifs invoqués par certains pour fermer les portes des Nations unies à la Chine — ce qui revient à l'en exclure — devaient être mis en avant et suivis d'effet chaque fois qu'il se trouve une majorité pour considérer tel ou tel Etat ou groupe d'Etats comme coupable?

Les emprunts aux Etats-Unis

(Suite de la première page)

politique conduit inévitablement à la restriction du crédit, au ralentissement de l'expansion industrielle et à la longue, à la réduction des emplois.

M. REAL CAQUETTE

Le chef du ralliement des créditistes, M. Réal Caquette, a tenu des propos semblables. "C'est le consommateur qui sera le premier à souffrir de la réduction des emprunts, a-t-il dit. La chose était prévue, mais on ne s'en est pas rendu compte pendant la campagne électorale. J'avais raison lorsque j'ai prévenu le peuple d'une telle manœuvre. On a même prétendu que mes déclarations étaient fausses".

LES MUNICIPALITÉS

M. Maurice Turgeon, membre de la commission municipale de Québec, a déclaré que les municipalités n'auront pas tellement à souffrir des restrictions, parce qu'elles n'empruntent pas tellement sur le marché américain. A part la ville et la commission scolaire de Montréal, qui ont emprunté \$95 millions en 1964, les autres municipalités de la province n'ont emprunté que \$17 millions pendant la même année.

quand vous dites **CHIANTI**
exigez **RUFFINO**
le nom qui a rendu le **CHIANTI** célèbre
Produit et embouteillé par J. L. RUFFINO — (Italie)
Distributeur: Importations Durand — 842-5471



par le Champlain les voyages d'affaires à Québec deviennent des voyages d'agrément

Le CHAMPLAIN est un train moderne. Toutes les voitures sont climatisées. Sièges et fauteuils ont un dossier inclinable. Dans l'atmosphère accueillante de la voiture-restaurant, agrémentée de musique, vous pouvez prendre un repas délicieux ou siroter un café. Dans la voiture-salon et dans le lounge de la voiture-restaurant, on sert des consommations. Faites vos réservations le plus tôt possible.



Le CHAMPLAIN part tous les jours (sauf le samedi) de la gare Centrale — un seul arrêt en cours de route: Sainte-Foy. Il fait le trajet en 3 heures 10 minutes.

billet simple de voiture-coach: \$4.00 (vendredis et dimanches: \$4.90)
billet simple de voiture-salon: \$2.00 de plus

L'Océan Limité, le Scotian et le Chaleur assurent un service quotidien entre Montréal et Lévis. Service de voyageurs entre Lévis et Québec.

Davey

(Suite de la première page)

mier ministre Pearson au cours de la campagne: "Sur ce plan c'est la meilleure campagne que nous ayons eue".

Toutefois sur la question des pensions de vieillesse M. Diefenbaker nous a véritablement battus de justesse. Quand nous avons tenté d'expliquer les avantages qu'offrirait la caisse de retraite, nous avons manqué notre coup, le message n'a pas franchi la rampe.

Enfin M. Davey note que le parti libéral a obtenu dans l'Ontario et le Québec un total de 106 sièges. Cela ne s'était jamais vu depuis la Confédération qu'un parti fédéral fasse élire autant de députés dans les deux provinces centrales.

Johnson

(Suite de la première page)

puisse exister et le dernier mot dans la technique moderne. Cinq grands réseaux de cet ordre se partagent, en fait, la distribution du courant à travers les Etats-Unis. Ils fonctionnent automatiquement — ou presque — ils sont équipés de coupe-circuits et systèmes de dérivation extrêmement précis qui doivent, en théorie, empêcher toute dislocation de l'ensemble si l'un des composants se trouve en difficulté.

ble d'actions ou d'intentions contraires aux principes de la charte?"

Depuis 1921

(Suite de la première page)

fortes libérales ou des majorités conservatrices. Mais, au cours des 14 consultations populaires depuis 1921, le parti victorieux n'a remporté la majorité à la Chambre que six fois. Deux fois seulement, le vainqueur a remporté plus de la moitié des suffrages exprimés — les libéraux en 1940 avec 50.9 pour cent et les conservateurs en 1958 avec 53.6 pour cent.

C'est après la première guerre mondiale que les organisations agrariennes prirent une forme politique après un long développement qui avait débuté à la fin du XIXième siècle.

Ces mouvements des agriculteurs prirent le pouvoir en Ontario en 1919 et en Alberta en 1921. En 1920, les agrariens remportèrent 12 des 55 sièges de l'Assemblée législative du Manitoba, devenant ainsi le deuxième groupe de la Chambre. Sous le nom de progressistes, ils s'emparèrent de 65 sièges des Communes — 24 sur 82 en Ontario; 12 sur 15 au Manitoba; 15 sur 16 en Saskatchewan; 10 sur 12 en Alberta; un sur 11 au Nouveau-Brunswick et 3 sur 13 en Colombie-Britannique.

30 millions

(Suite de la première page)

les fonctionnent à moins de la moitié de leur capacité, a annoncé mercredi l'Association du commerce et de l'industrie de New York.

Le Stock Exchange a ouvert avec une heure de retard.

Les transports en commun ne sont pas encore complètement réorganisés. Les employeurs, municipalités y compris, laissent rentrer chez eux leurs employés fatigués par une mauvaise nuit. Le métro n'a recommencé à fonctionner que vers huit heures hier matin. Les trains du Long Island Railroad — où près de 12,000 personnes ont passé la nuit — ne se trouvaient pas hier matin aux gares de banlieue pour y charger les voyageurs.

Hier, les aéroports n'avaient pas encore complètement retrouvé le trafic normal. Les avions qui avaient été détournés mardi soir se sont posés mercredi matin à l'aéroport Kennedy, retardant d'autres appareils. On signale de nombreux retards sur les vols venant d'Europe, les appareils — qui devaient revenir sur New York — n'ayant pu mardi quitter cette ville à cause de la panne.

Le courant a été rétabli progressivement, à Boston d'abord puis dans le Connecticut, à Buffalo, Rochester, Toronto et, plus près de New York, dans le

Pelletier

(Suite de la première page)

phallement - sur - un - cheval", mais par des contacts qui permettent de créer un "lien intelligible" entre l'homme public et les citoyens.

M. Pelletier croit que le député doit établir des contacts permanents, non seulement avec des individus de la circonscription, mais avec des groupes, "groupes ou s'expriment les problèmes de chacun, ou s'ébauchent les solutions collectives". Ces contacts n'auront pas pour but d'accroître le capital politique du député, mais de lui permettre de mieux comprendre et mieux formuler les aspirations de ceux qu'il représente.

Le journaliste Pelletier a également traité des expériences de campagne de l'ancien député de la presse. Habitué à être du côté du journaliste qui reçoit les plaintes de ceux qui se disent mal cités, il confesse mieux comprendre aujourd'hui l'état d'esprit de celui qui trouve dans un journal, sous un titre de quatre colonnes, une déclaration qu'il est sûr de ne pas avoir faite.

De même il a éprouvé les rigueurs du "cheminement des éditorialistes" qui un jour réservent leur jugement sur la décision de M. Pelletier et de ses deux amis, en promettant de ne se prononcer qu'après avoir évalué les résultats de cette décision, puis un autre jour condamnent les "trois" en alléguant qu'au départ leur décision était inadmissible.

M. Pelletier a relevé tout particulièrement les propos d'un éditorialiste (il s'agit, qu'on le sache, de M. Pelletier) qui, commentant l'Assemblée "ratée" des libéraux au Palais du Commerce, note d'abord que devant une telle situation un Jean Lesage, un René Lévesque ou un Jean Drapeau ne se seraient pas laissés impressionner, puis ajoute que des gâchis semblables se reproduiront tant que les partis feront leur recrutement uniquement dans les salles de rédaction, les universités et les études légales.

"Je suis d'accord que Jean Lesage, René Lévesque ou Jean Drapeau n'auraient pas été dépassés par l'auditoire du Palais du Commerce, a déclaré M. Pelletier, mais je me demande d'où viennent ces hommes sinon des études légales et des salles de rédaction?"

comté de Westchester. Dans la ville de New York même, les lumières se sont rallumées dans certains quartiers peu après minuit; le centre de Manhattan est resté plongé dans l'obscurité jusqu'à 3 heures 30 du matin, soit dix heures après le début de la panne.

Par miracle, semble-t-il, on ne signale aucun accident grave et aucune mort attribuable directement au blackout. La température était heureusement dominée par une nuit claire et douce. Il n'en est probablement pas de même si la panne s'était produite en plein hiver; les conséquences en auraient pu être tragiques. Faute de courant, les immeubles new-yorkais se sont en effet trouvés privés non seulement de lumière mais également de chauffage et pour la plupart d'eau.

La coupure de courant est survenue au pire moment de la journée, juste avant 17 heures 30, lorsque les gratte-ciel new-yorkais dégorgent de travailleurs et que les banlieusards s'apprêtent à rentrer chez eux.

Dupuis

(Suite de la page 3)

tant sur la scène nationale que provinciale. A l'égard de moi se sont montrés ingrats et cruels, je pardonne très volontiers. Je sais mieux que personne, que l'ingratitude, c'est la porte par où sortent ceux que la reconnaissance embarrassait. A toute la population de mon beau comté de St-Jean-Berthelme-Naperville, je veux dire un très gros merci pour toute la confiance et les honneurs qu'elle m'a prodigués durant les huit dernières années.

"Je continuerai à habiter dans ma ville de Saint-Jean avec ma famille, quoi qu'il arrive. J'aime Saint-Jean, j'aime mon comté et je n'ai aucune rancœur."

"Désormais, je connais ce que c'est que de vivre en simple citoyen. Je connaîtrai de bons moments au coin du feu, au milieu de ma famille. Je n'ai vraiment jamais connu ce qu'est la véritable vie de famille. Depuis l'âge de 17 ans, j'ai mené une vie publique très intense. Depuis que je suis député (avant mon mariage), je me suis toujours soustrait au service de mes concitoyens... je laisserai maintenant à d'autres ma place; je trouverai dans mon milieu familial, toute la consolation qu'il me faut."

"Je n'ai aucun projet immédiat dans la tête. Je pars demain pour de courtes vacances dans les Laurentides. Je considère actuellement quelques offres d'emploi très intéressantes. Je ne prendrai aucune décision, je ne ferai aucun projet d'avenir avant quelque temps."

EAU des CARMES BOYER
à base de plantes médicinales
FACILITE LA DIGESTION
L'HIVER AU PREMIER FRISSON.
Bien chaud ou dans une infusion elle reconforte.
Agent général pour le Canada
J. Alfred Guimet, Montréal

Le procès Darabaner: la Couronne veut faire une preuve d'acte similaire

QUEBEC. — La Couronne a annoncé hier au procès de Moïse Darabaner qu'elle ferait une demande dans le but de faire une preuve d'acte similaire et qu'elle apporterait, dès vendredi matin, les arguments à l'appui de cette demande.

Darabaner, 43 ans, de Québec, subit actuellement son procès sous des accusations de complot pour frauder et de fraude au montant de \$115,000 aux dépens de la compagnie Junior Holdings et de sa présidente, Mlle Rachel Smiley.

Me Anatole Corriveau, un des procureurs de la Couronne, a dit qu'il voulait faire cette preuve pour prévenir toute défense de bonne foi de la part de l'accusé et dans le but de prouver l'intention criminelle.

Une preuve d'actes similaires consiste à mettre en preuve des actes que l'on reproche à un accusé et qui établissent une similitude avec un procès en cours, sans toutefois y être reliés d'aucune façon.

Me Raymond Daoust, qui occupe pour le prévenu, a déclaré que la défense s'opposait à ce qu'une telle preuve

Universelle en novembre 1963.

Elle a précisé qu'il ne payait pas de loyer à Darabaner et qu'il recevait un salaire hebdomadaire qui lui était payé par chèque.

Elle a également déclaré que c'est elle qui, sous la dictée de Constantin, avait dactylographié de faux contrats du ministère des travaux publics dont Constantin et Darabaner se seraient servis pour frauder Mlle Smiley.

"M. Constantin et Darabaner se voyaient souvent et ils étaient souvent en conférence," a-t-elle dit en réponse à une question de Me Lefrançois.

Par ailleurs, le témoin a déclaré en contre-interrogatoire que Constantin recevait souvent des gens "qui n'avaient rien à faire avec M. Darabaner" alors qu'il se trouvait à son bureau.

Elle a également précisé qu'à la suite de la rédaction des faux contrats de voirie, Constantin lui a déclaré que si les contrats "passaient" il retirerait une importante somme d'argent.

Le témoin Cyr

Pour sa part, Alfred Cyr, 43 ans, ex-employé de Moïse Darabaner, a déclaré plus tôt en cours qu'il a rencontré Gaston Constantin, le 7 novembre dernier, veille du jour où s'est instruit le procès de Moïse Darabaner.

Cyr a dit qu'il avait rencontré Constantin au palais de justice ou on l'avait amené pour l'interroger sur le témoignage qu'il devait donner.

Constantin, le témoin vedette de la Couronne fait également face aux mêmes accusations que Moïse Darabaner.

Cependant, alors qu'il était interrogé par Me Raymond Daoust, qui représente Darabaner, Cyr a nié formellement avoir reçu la visite de deux policiers en civil à la prison de Québec, dans le courant de la journée de mardi.

Me Daoust a fait dire à Cyr qu'il allait souvent dans les clubs de nuit avec Constantin et que c'était toujours ce dernier qui acquittait la note.

Par contre, un des procureurs de la Couronne, Me Anatole Corriveau lui a fait dire que Moïse Darabaner avait payé ses dettes à lui, et en particulier une automobile et des honoraires d'avocats.

Cyr a également raconté que Darabaner lui avait prêté des sommes de quelque mille dollars.

Le procès qui se déroule à huis clos devant le juge Cyrille Potvin de la Cour des sessions se poursuit cet après-midi.

Eisenhower

(Suite de la première page)

Eisenhower avait passé une matinée calme, hier, et c'est dans l'après-midi qu'il ressentit de nouvelles douleurs.

Le porte-parole a précisé que les douleurs avaient été plus fortes et plus prolongées que celles de lundi et que le général Eisenhower avait de nouveau été placé sous une tente à oxygène.

CARRIÈRES et PROFESSIONS

SITUATION INTERESSANTE

Publication de commerce demande homme ou femme bilingue pour assister le rédacteur et pour le service de la traduction. Salaire: \$360 - \$390 par mois.

Tél. 866-5846

M. G. Terroux

DIÉTÉTISTES

L'Hôtel-Dieu de Sherbrooke recherche les services de 2 diététistes professionnelles. Le salaire et les conditions de travail sont ceux recommandés par l'Association des Hospitaliers catholiques du Québec.

Ecrivez au

Dr C. Dagneau, directeur médical,
Hôtel-Dieu de Sherbrooke,
Sherbrooke (Qué.).

TRADUCTEUR

Une compagnie d'assurance-vie recherche un traducteur adjoint pour son Siège social à Toronto, Ont. Il faut être âgé de moins de 30 ans, avoir fait de solides études classiques et bien connaître le français et l'anglais. En retour, la Compagnie offre un bon salaire, des avantages marginaux généreux, d'excellentes conditions de travail dans un immeuble neuf. Elle prendra à sa charge les frais de déménagement.

Faire sa demande par écrit à:
Case postale 1446, "Le Devoir"

L'ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT
Demande à Saint-Lambert, P.Q.
UN SURINTENDANT DES BATISSES
SALAIRE — JUSQU'À \$6,500.00

Sous direction, le Surintendant sera responsable de surveiller les travaux d'entretien, de réparation, de peinture ou de décoration des bâtiments; de voir au bon fonctionnement des systèmes de chauffage, d'alimentation en électricité, de plomberie, de même que d'en assurer l'entretien et la réparation; de plus, il devra surveiller le travail du personnel d'entretien (nettoyeurs) et accomplir d'autres fonctions connexes tel que requies.

Les candidats devront être bilingues, posséder plusieurs années d'expérience dans l'entretien des bâtiments et d'équipement; avoir leur diplôme de tel ou tel métier ou l'équivalent et posséder des connaissances en mécanique et en électricité.

Répondre par écrit ou téléphoner à C.D. Milne, Administrateur du Personnel, Case postale 97 — Saint-Lambert, P.Q. ou téléphoner à 874-6136.

TERRATECH LTEE

recherche le personnel suivant:

DEUX TECHNICIENS

expérimentés dans le contrôle qualitatif des asphaltes en laboratoire et sur le chantier.

DEUX TECHNICIENS

expérimentés en mécanique des sols, en particulier dans les essais de laboratoire et comme inspecteurs sur les travaux de terrassement.

Ces postes sont permanents pour candidats de bon calibre — salaire intéressant selon qualifications — bénéfices marginaux.

Discretion assurée aux candidats intéressés.

Envoyer curriculum vitae à:

TERRATECH LTÉE,
1440 ouest, Ste-Catherine,
Montréal.
ou téléphoner à: 861-7425

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Les annonces publiées dans cette rubrique coûtent 25 la ligne agitée (14 lignes agitées au pouce). Nous accordons la commission habituelle aux agences de publicité. Le service de case postale est de 25. La date limite pour réception de ces annonces est fixée à midi la veille de la parution.

Téléphonez à:

844-3361, poste 34

ou écrivez à:

LE DEVOIR
434 est, Notre-Dame,
Montréal.



offre aux jeunes gens:

- Une carrière d'avenir
- Une prime d'ancienneté
- Des vacances
- Des congés de maladie
- Une assurance-maladie
- Une assurance-vie
- Un fonds de pension

TRAVAILLEUR OU TRAVAILLEUSE SOCIAL(E)

Maîtrise en service social, université. Expérience requise, salaire selon qualifications. Pour travail à Montréal.

Ecrire à Case 1443, Le Devoir, Montréal

L'HOPITAL GENERAL DE CORNWALL

demande un

TRAVAILLEUR SOCIAL

Pour un nouveau service de psychiatrie. Le candidat choisi travaillera avec le personnel en psychiatrie. Le candidat doit posséder son M.A. en psychologie et de l'expérience en clinique psychologique particulièrement avec le W.I.S.C. et tests de projection. De l'expérience dans le "casework" familial et les problèmes d'adaptation conjugale serait un avantage. Bilingue de préférence.

Traitement selon expérience et instruction. Excellents bénéfices.

Pour plus de détails, écrire au:

Directeur du personnel,

HÔPITAL GÉNÉRAL

DE CORNWALL,

Cornwall, Ontario

L'HOPITAL GENERAL DE CORNWALL

demande un

PSYCHOLOGUE

Pour un nouveau service de psychiatrie. Le candidat choisi travaillera avec le personnel en psychiatrie. Le candidat doit posséder son M.A. en psychologie et de l'expérience en clinique psychologique particulièrement avec le W.I.S.C. et tests de projection. De l'expérience en psychothérapie individuelle et en groupe serait un atout. Bilingue de préférence.

Traitement initial \$6,300. à \$7,500.

Emploi permanent comportant tous les bénéfices marginaux.

Ecrire au:

Directeur du personnel,

HÔPITAL GÉNÉRAL

DE CORNWALL,

Cornwall, Ontario

REPRESENTANT VENDEUR

United Co-operatives of Ontario demande un vendeur afin de promouvoir et de vendre les produits de la ferme de la région de Vankleek Hill.

Les candidats doivent être bilingues.

Une formation technique en agronomie, une excellente connaissance de l'agriculture et si possible de l'expérience dans la vente seraient un atout.

Traitement initial: \$4,300. - \$5,980. auto fournie par la compagnie ainsi que bénéfices usuels des employés.

Ecrire confidentiellement à:

Officier du personnel,

UNITED CO-OPERATIVES OF ONTARIO,

35 rue Oak, Boite 527,

Weston, Ontario.

SIDBEC recherche un:

ECONOMISTE

Fonctions:

Préparer, à l'intention de la direction générale, des études et analyses sur la situation économique, l'industrie de l'acier, l'offre et la demande de produits, etc.

Qualifications:

Diplôme universitaire en économie et de quatre à cinq ans d'expérience dans un travail connexe.

Tout candidat intéressé devra faire parvenir une application complète au:

Directeur du personnel

SIDBEC

507 Place d'Armes, Montréal 1, Qué.

POLICIER

(Nouveau salaire \$4,955. à \$6,350.)

LA VILLE DE MONTREAL



Si vous êtes citoyen canadien, âgé de 18 1/2 à 30 ans, si vous mesurez 5'9", si vous possédez une 10e année d'études et une connaissance raisonnable de l'anglais, n'hésitez pas à vous adresser, le plus tôt possible, au:

SERVICE DU PERSONNEL
Bureau 403 — Hôtel de Ville,
275 est, rue Notre-Dame,
Montréal.
Téléphone: 872-3236.



Prononçant une sentence dans l'affaire La Macaza

Le juge Laganière se réjouit de la manifestation, il y a quinze jours, contre le Quartier-Latin

Rendant jugement sur le cas d'un terroriste de La Macaza hier, le juge Gérard Laganière s'est réjoui de la manifestation de plus de mille étudiants de l'université qui y a quinze jours contre le "Quartier - Latin", journal des étudiants de l'université de Montréal.

On se souvient qu'à cette occasion, des étudiants de polytechnique avaient brûlé les 11.000 exemplaires d'un numéro du journal.

En condamnant Daniel Bélec, étudiant de médecine de 21 ans à quatre ans de prison pour avoir séquestré un policier qui le poursuivait ainsi que six autres individus, le juge Laganière, de la Cour des sessions de la paix, a prononcé une diatribe contre les "anarchistes", les "intellectuels mal foutus", les "libertins de la liberté" qui viennent de l'étranger, "entrant clandestinement au pays" pour y "empoisonner les cerveaux de certains de nos jeunes".

Sans mentionner explicitement le "Quartier Latin", le juge Laganière a dit: "Il est consolant pour la société de voir qu'au-delà de 1.000 étudiants de l'université de Montréal ont nettement fait voir leur point de vue en fin, à ceux qui voulaient, par la minorité, obéir aux commandes d'arrière-scène".

Parlant de la séquestration du policier Onil Bourdon par des éléments révolutionnaires, le juge a déclaré: "L'agent de la paix doit être respecté dans toute société. Il représente la sécurité publique. "La cour dans sa carrière a été tracasée par cette différence qui existe dans le respect des forces de l'ordre, selon les civilisations. Notre civilisation américaine n'est pas encore dissociée des luttes du far-west et de l'influence d'aventuriers mercantiles venant de toutes parts et qui ne sont pas toujours les meilleurs éléments de leur pays d'origine, débarqués sur nos rives pour y acquiescer des fiefs.

Le juge Laganière a poursuivi: "Nous n'avons pas encore acquis le stade du respect des forces de l'ordre tel qu'il se pratique dans les pays aux civilisations millénaires." Le juge Laganière a condamné l'étudiant Bélec, mais a remis au 14 janvier le prononcé de sa sentence dans les causes de Réjean Tremblay et Bertrand Simard, qui ont tous deux reconnu leur culpabilité à l'accusation de s'être portés à des voies de fait sur la personne d'un policier agissant dans ses fonctions.

Sept jeunes gens en tout avaient été appréhendés, en juillet dernier, lors de l'affaire de La Macaza. L'un d'eux était acquitté il y a quelques semaines. Cependant, trois autres étaient condamnés à Mont-Laurier, à deux ans et demi de pénitence.

Le ministre a également rencontré, mardi, les représentants de l'Association des hôpitaux privés du Québec.

Dans son mémoire l'AMCO propose que le ministre et l'association fassent une étude conjointe de la planification des services hospitaliers, de la question de la pénurie de lits, du manque de facilités pour les cas de maladies chroniques et convalescents et de l'extension des services externes.

Représentant de la Saskatchewan au Québec EDMONTON — M. Louis Roy, d'Edmonton, a été nommé directeur de l'agence commerciale que le gouvernement de la Saskatchewan a ouvert à Montréal l'an prochain. M. Roy, qui est âgé de 45 ans agit personnellement comme vérificateur auprès de l'Association canadienne-française d'Alberta.

Dans un mémoire soumis au ministre de la santé, M. Eric Kierans, l'organisme qui représente 135 hôpitaux déclare que la formation d'un tel conseil devrait précéder toute modification législative ou technique de la part du gouvernement, tel le projet d'assurance-santé que l'association approuve en principe mais à l'étude duquel elle désire apporter sa contribution.

"Il nous apparaît impérieux, dit l'association, qu'un tel organisme permanent soit à l'origine de toute nouvelle orientation dans le domaine et qu'il n'en soit pas seulement une conséquence".

La rencontre elle-même entre les représentants de l'Association des hôpitaux privés du Québec et le ministre a été tenue à huis clos.

M. Kierans a l'intention de tenir une série de consultations avec les divers corps publics intéressés aux problèmes hospitaliers.

Le ministre a également rencontré, mardi, les représentants de l'Association des hôpitaux privés du Québec.

Dans son mémoire l'AMCO propose que le ministre et l'association fassent une étude conjointe de la planification des services hospitaliers, de la question de la pénurie de lits, du manque de facilités pour les cas de maladies chroniques et convalescents et de l'extension des services externes.

Représentant de la Saskatchewan au Québec EDMONTON — M. Louis Roy, d'Edmonton, a été nommé directeur de l'agence commerciale que le gouvernement de la Saskatchewan a ouvert à Montréal l'an prochain. M. Roy, qui est âgé de 45 ans agit personnellement comme vérificateur auprès de l'Association canadienne-française d'Alberta.

Dans un mémoire soumis au ministre de la santé, M. Eric Kierans, l'organisme qui représente 135 hôpitaux déclare que la formation d'un tel conseil devrait précéder toute modification législative ou technique de la part du gouvernement, tel le projet d'assurance-santé que l'association approuve en principe mais à l'étude duquel elle désire apporter sa contribution.

"Il nous apparaît impérieux, dit l'association, qu'un tel organisme permanent soit à l'origine de toute nouvelle orientation dans le domaine et qu'il n'en soit pas seulement une conséquence".

La rencontre elle-même entre les représentants de l'Association des hôpitaux privés du Québec et le ministre a été tenue à huis clos.

M. Kierans a l'intention de tenir une série de consultations avec les divers corps publics intéressés aux problèmes hospitaliers.

Le ministre a également rencontré, mardi, les représentants de l'Association des hôpitaux privés du Québec.

Dans son mémoire l'AMCO propose que le ministre et l'association fassent une étude conjointe de la planification des services hospitaliers, de la question de la pénurie de lits, du manque de facilités pour les cas de maladies chroniques et convalescents et de l'extension des services externes.

Représentant de la Saskatchewan au Québec EDMONTON — M. Louis Roy, d'Edmonton, a été nommé directeur de l'agence commerciale que le gouvernement de la Saskatchewan a ouvert à Montréal l'an prochain. M. Roy, qui est âgé de 45 ans agit personnellement comme vérificateur auprès de l'Association canadienne-française d'Alberta.

Dans un mémoire soumis au ministre de la santé, M. Eric Kierans, l'organisme qui représente 135 hôpitaux déclare que la formation d'un tel conseil devrait précéder toute modification législative ou technique de la part du gouvernement, tel le projet d'assurance-santé que l'association approuve en principe mais à l'étude duquel elle désire apporter sa contribution.

"Il nous apparaît impérieux, dit l'association, qu'un tel organisme permanent soit à l'origine de toute nouvelle orientation dans le domaine et qu'il n'en soit pas seulement une conséquence".

La rencontre elle-même entre les représentants de l'Association des hôpitaux privés du Québec et le ministre a été tenue à huis clos.

M. Kierans a l'intention de tenir une série de consultations avec les divers corps publics intéressés aux problèmes hospitaliers.

Le ministre a également rencontré, mardi, les représentants de l'Association des hôpitaux privés du Québec.

Dans son mémoire l'AMCO propose que le ministre et l'association fassent une étude conjointe de la planification des services hospitaliers, de la question de la pénurie de lits, du manque de facilités pour les cas de maladies chroniques et convalescents et de l'extension des services externes.

Représentant de la Saskatchewan au Québec EDMONTON — M. Louis Roy, d'Edmonton, a été nommé directeur de l'agence commerciale que le gouvernement de la Saskatchewan a ouvert à Montréal l'an prochain. M. Roy, qui est âgé de 45 ans agit personnellement comme vérificateur auprès de l'Association canadienne-française d'Alberta.

Dans un mémoire soumis au ministre de la santé, M. Eric Kierans, l'organisme qui représente 135 hôpitaux déclare que la formation d'un tel conseil devrait précéder toute modification législative ou technique de la part du gouvernement, tel le projet d'assurance-santé que l'association approuve en principe mais à l'étude duquel elle désire apporter sa contribution.

Onze collèges ont des ententes précises avec des commissions scolaires et 24 sont "mixtes"

Cette année, onze collèges à travers le Québec ont des ententes précises avec des commissions scolaires locales et régionales; dans sept d'entre eux, le cours secondaire est sous la juridiction de la commission scolaire. De plus, au moins 24 collèges sont mixtes, c'est-à-dire reçoivent des élèves des deux sexes.

C'est ce que révèle la Fédération des collèges classiques en présentant un aperçu de ce que sont les collèges en 1965-66. Elle précise que ces chiffres ne sont pas officiels et qu'ils n'ont qu'une valeur indicative; ils sont tirés des résultats d'un questionnaire que la FCC a adressé à ses 95 membres au début de l'année scolaire.

Au sujet de la collaboration entre les écoles publiques et privées qu'a préconisée la Commission Parent dans son deuxième rapport, le bulletin de la FCC affirme:

"Onze collèges ont des ententes précises avec les commissions scolaires locales ou régionales. Dans sept de ces cas le cours secondaire est sous la juridiction de la commission scolaire; dans cinq de ces sept cas, le collège offre aussi, sous le contrôle de la Commission scolaire régionale, les cours du C.P.E.S. (cours préparatoire aux études supérieures). Deux collèges ont joint à la C.S.R. leurs locaux affectés au cours secondaire. Deux collèges ne donnent que le C.P.E.S. sous le contrôle de la C.S.R."

"De plus, un certain nombre de collèges, dont nous n'avons pas le nombre précis, ont des ententes diverses avec des commissions scolaires pour certains services: bibliothèques, laboratoires, etc. On peut aussi noter que les garçons et les filles d'une école normale (brevet A) suivent leurs cours dans un collège et bénéficient des services aux étudiants offerts par ce collège."

En ce qui a trait au conseil-général, la FCC déclare que le nombre de "collèges mixtes" est passé de 14 à 24 depuis l'an dernier. Cette année, 20 collèges reçoivent des élèves des deux sexes au niveau collégial et deux au niveau secondaire; un de ces collèges reçoit des garçons et des filles aux deux niveaux. Il faut ajouter

que 3 collèges échangent des étudiants pour certains cours; dans de nombreux cas, il s'agit d'échanges entre un collège de garçons et un collège de filles de la même région.

Sur les 95 collèges affiliés à la FCC, 78 offrent les cours secondaire et collégial; 11 n'offrent que le cours secondaire et six n'offrent que le cours collégial.

Le nombre total des étudiants a augmenté de 3.105 (6,7%) depuis l'an dernier, passant de 46.506 en 1964-65 à 49.601 cette année; ils se partagent à peu près également entre les deux niveaux. Au secondaire, après avoir été presque stationnaire depuis trois ans, les effectifs ont connu cette année une baisse de 1.466 (ou 6,2%). Au niveau collégial, par contre, les effectifs ont augmenté de 4.254 (ou 18,7%).

La FCC attribue la diminution des effectifs au secondaire au nombre croissant des sections classiques dans les écoles secondaires publiques et au grand nombre d'étudiants inscrits au cours secondaire scientifique. Elle ajoute que ces mêmes causes expliquent la hausse des effectifs au collégial. "On constate, en effet, précise-t-elle, qu'un nombre toujours croissant d'étudiants s'inscrivent dans les collèges après avoir terminé leurs études secondaires au secteur public."

Tout comme c'était le cas l'an dernier, on constate une augmentation globale du personnel enseignant, associée à une diminution du nombre des élèves et religieux. Le personnel enseignant comprend 4.052 membres, soit 118 de plus qu'en 1964-65; il comprend 1.897 clercs et religieux, soit 119 de moins que l'an dernier, et 2.155 laïques, soit 27 de plus que l'an dernier. Le quart environ du personnel travaille à temps partiel.

La Commission des écoles catholiques de ville d'Anjou, a entrepris des démarches en vue de trouver de nouveaux locaux temporaires pour ses élèves de langue anglaise, tout en demandant à la compagnie du centre d'achats M-tropolis de lui fournir d'autres locaux d'ici deux mois.

La commission a révélé qu'elle met sur pied un bureau d'urgence à l'école Wilfrid Pelletier, pour permettre aux parents désireux d'inscrire leurs enfants au nouveau local temporaire de faire connaître leur intention. Ce bureau sera ouvert vendredi le 12 novembre, de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

A la suite de vigoureuses protestations des parents et d'une "grève" des écoliers, la commission a obtenu du ministère de l'éducation la permission de fermer les salles de classe situées à l'étage d'une entreprise de buanderie; la commission a fait savoir qu'elle "s'abstiendrait de verser le paiement du loyer des anciens locaux jusqu'à ce que les propriétaires se rendent à notre demande et nous offrent d'autres locaux". La commission allègue que les propriétaires du centre commercial ont négligé de l'avertir de leur intention de louer les locaux du rez-de-chaussée à la maison Paul's Service Stores.

La commission prévoit offrir des salles de classes permanentes aux enfants catholiques de langue anglaise de ville d'Anjou dès septembre 1966, alors qu'une nouvelle école de 22 classes ouvrira ses portes.

La Commission des écoles catholiques de ville d'Anjou, a entrepris des démarches en vue de trouver de nouveaux locaux temporaires pour ses élèves de langue anglaise, tout en demandant à la compagnie du centre d'achats M-tropolis de lui fournir d'autres locaux d'ici deux mois.

La commission a révélé qu'elle met sur pied un bureau d'urgence à l'école Wilfrid Pelletier, pour permettre aux parents désireux d'inscrire leurs enfants au nouveau local temporaire de faire connaître leur intention. Ce bureau sera ouvert vendredi le 12 novembre, de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

A la suite de vigoureuses protestations des parents et d'une "grève" des écoliers, la commission a obtenu du ministère de l'éducation la permission de fermer les salles de classe situées à l'étage d'une entreprise de buanderie; la commission a fait savoir qu'elle "s'abstiendrait de verser le paiement du loyer des anciens locaux jusqu'à ce que les propriétaires se rendent à notre demande et nous offrent d'autres locaux". La commission allègue que les propriétaires du centre commercial ont négligé de l'avertir de leur intention de louer les locaux du rez-de-chaussée à la maison Paul's Service Stores.

La commission prévoit offrir des salles de classes permanentes aux enfants catholiques de langue anglaise de ville d'Anjou dès septembre 1966, alors qu'une nouvelle école de 22 classes ouvrira ses portes.

La Commission des écoles catholiques de ville d'Anjou, a entrepris des démarches en vue de trouver de nouveaux locaux temporaires pour ses élèves de langue anglaise, tout en demandant à la compagnie du centre d'achats M-tropolis de lui fournir d'autres locaux d'ici deux mois.

La commission a révélé qu'elle met sur pied un bureau d'urgence à l'école Wilfrid Pelletier, pour permettre aux parents désireux d'inscrire leurs enfants au nouveau local temporaire de faire connaître leur intention. Ce bureau sera ouvert vendredi le 12 novembre, de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

A la suite de vigoureuses protestations des parents et d'une "grève" des écoliers, la commission a obtenu du ministère de l'éducation la permission de fermer les salles de classe situées à l'étage d'une entreprise de buanderie; la commission a fait savoir qu'elle "s'abstiendrait de verser le paiement du loyer des anciens locaux jusqu'à ce que les propriétaires se rendent à notre demande et nous offrent d'autres locaux". La commission allègue que les propriétaires du centre commercial ont négligé de l'avertir de leur intention de louer les locaux du rez-de-chaussée à la maison Paul's Service Stores.

La commission prévoit offrir des salles de classes permanentes aux enfants catholiques de langue anglaise de ville d'Anjou dès septembre 1966, alors qu'une nouvelle école de 22 classes ouvrira ses portes.

La Commission des écoles catholiques de ville d'Anjou, a entrepris des démarches en vue de trouver de nouveaux locaux temporaires pour ses élèves de langue anglaise, tout en demandant à la compagnie du centre d'achats M-tropolis de lui fournir d'autres locaux d'ici deux mois.

La commission a révélé qu'elle met sur pied un bureau d'urgence à l'école Wilfrid Pelletier, pour permettre aux parents désireux d'inscrire leurs enfants au nouveau local temporaire de faire connaître leur intention. Ce bureau sera ouvert vendredi le 12 novembre, de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

A la suite de vigoureuses protestations des parents et d'une "grève" des écoliers, la commission a obtenu du ministère de l'éducation la permission de fermer les salles de classe situées à l'étage d'une entreprise de buanderie; la commission a fait savoir qu'elle "s'abstiendrait de verser le paiement du loyer des anciens locaux jusqu'à ce que les propriétaires se rendent à notre demande et nous offrent d'autres locaux". La commission allègue que les propriétaires du centre commercial ont négligé de l'avertir de leur intention de louer les locaux du rez-de-chaussée à la maison Paul's Service Stores.

La commission prévoit offrir des salles de classes permanentes aux enfants catholiques de langue anglaise de ville d'Anjou dès septembre 1966, alors qu'une nouvelle école de 22 classes ouvrira ses portes.

La Commission des écoles catholiques de ville d'Anjou, a entrepris des démarches en vue de trouver de nouveaux locaux temporaires pour ses élèves de langue anglaise, tout en demandant à la compagnie du centre d'achats M-tropolis de lui fournir d'autres locaux d'ici deux mois.

La commission a révélé qu'elle met sur pied un bureau d'urgence à l'école Wilfrid Pelletier, pour permettre aux parents désireux d'inscrire leurs enfants au nouveau local temporaire de faire connaître leur intention. Ce bureau sera ouvert vendredi le 12 novembre, de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

A la suite de vigoureuses protestations des parents et d'une "grève" des écoliers, la commission a obtenu du ministère de l'éducation la permission de fermer les salles de classe situées à l'étage d'une entreprise de buanderie; la commission a fait savoir qu'elle "s'abstiendrait de verser le paiement du loyer des anciens locaux jusqu'à ce que les propriétaires se rendent à notre demande et nous offrent d'autres locaux". La commission allègue que les propriétaires du centre commercial ont négligé de l'avertir de leur intention de louer les locaux du rez-de-chaussée à la maison Paul's Service Stores.

La commission prévoit offrir des salles de classes permanentes aux enfants catholiques de langue anglaise de ville d'Anjou dès septembre 1966, alors qu'une nouvelle école de 22 classes ouvrira ses portes.

La Commission des écoles catholiques de ville d'Anjou, a entrepris des démarches en vue de trouver de nouveaux locaux temporaires pour ses élèves de langue anglaise, tout en demandant à la compagnie du centre d'achats M-tropolis de lui fournir d'autres locaux d'ici deux mois.

La commission a révélé qu'elle met sur pied un bureau d'urgence à l'école Wilfrid Pelletier, pour permettre aux parents désireux d'inscrire leurs enfants au nouveau local temporaire de faire connaître leur intention. Ce bureau sera ouvert vendredi le 12 novembre, de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

A la suite de vigoureuses protestations des parents et d'une "grève" des écoliers, la commission a obtenu du ministère de l'éducation la permission de fermer les salles de classe situées à l'étage d'une entreprise de buanderie; la commission a fait savoir qu'elle "s'abstiendrait de verser le paiement du loyer des anciens locaux jusqu'à ce que les propriétaires se rendent à notre demande et nous offrent d'autres locaux". La commission allègue que les propriétaires du centre commercial ont négligé de l'avertir de leur intention de louer les locaux du rez-de-chaussée à la maison Paul's Service Stores.

La commission prévoit offrir des salles de classes permanentes aux enfants catholiques de langue anglaise de ville d'Anjou dès septembre 1966, alors qu'une nouvelle école de 22 classes ouvrira ses portes.

La Commission des écoles catholiques de ville d'Anjou, a entrepris des démarches en vue de trouver de nouveaux locaux temporaires pour ses élèves de langue anglaise, tout en demandant à la compagnie du centre d'achats M-tropolis de lui fournir d'autres locaux d'ici deux mois.

La commission a révélé qu'elle met sur pied un bureau d'urgence à l'école Wilfrid Pelletier, pour permettre aux parents désireux d'inscrire leurs enfants au nouveau local temporaire de faire connaître leur intention. Ce bureau sera ouvert vendredi le 12 novembre, de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.



Beauchemin a lancé hier son premier livre de poche, "La Minute de vérité, Marchons à la catéchèse", de Mme Lucie de Vienne; l'auteur y reprend quelques éléments de son émission radiophonique quotidienne, diffusée sur les ondes du poste CKAC, émission qui lui a mérité le trophée du "meilleur courrier radiophonique" lors du dernier congrès du spectacle. Mme de Vienne est en compagnie de M. Michel Desnoyers, directeur général de la librairie Beauchemin Ltée. (Photo Le Devoir)

M. Lortie et les étudiants: une jeunesse généreuse, mais qui compte des doctrinaires

"Nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'au milieu d'une jeunesse généreuse, il existe aussi des doctrinaires qui ne reculent devant aucune audace et qui profitent de l'apathie ou de l'inertie du plus grand nombre pour s'emparer des tribunes."

C'est la remarque — qui s'adressait de toute évidence à l'équipe du Quartier Latin — qu'a faite hier midi M. Léon Lortie, secrétaire général de l'université de Montréal, devant les membres du cercle Kiwanis-Saint-Laurent.

M. Lortie a défendu, dans l'ensemble, cette jeunesse étudiante qui "veut agir, passer à l'action", mais il arrive, a-t-il dit, que, "dans leur ardeur, quelques-uns dépassent les bornes et s'exposent à souffrir de leurs propres excès".

Comme dirait un loustic, "on n'a plus l'université qu'on avait", dit M. Lortie. Vous partagez sans doute cette opinion si vous jugez que les étudiants se comportent d'étrange façon. C'est sans doute, pour une part, que vous oubliez qu'à leur âge, nous n'étions pas non plus des anges.

Il est vrai, poursuit M. Lortie, qu'il existe aujourd'hui un problème étudiant et qu'il est universel. Les données de ce problème commencent à se pré-

ciser. Le problème est né principalement de l'inquiétude qui règne dans le monde et à laquelle la jeunesse est naturellement plus sensible que les gens qui se sont habitués à vivre avec cette inquiétude. Toutes les valeurs qui ont conduit le monde à vivre dans cette inquiétude sont remises en question. Ce sont des adultes d'ailleurs qui ont commencé à le faire et la jeunesse trouve chez eux des maîtres à penser.

Mais, alors que les adultes s'interrogent, la jeunesse veut agir, passer à l'action et renverser l'ordre établi, cause de tous les maux dont elle se plaint et y substituer un nouvel ordre dont elle espère que les conséquences seront plus heureuses, a ajouté M. Lortie.

Le secrétaire général de l'université de Montréal a noté aussi sur le même sujet que la majorité des étudiants qui arrivent aujourd'hui à l'université pour y postuler un premier diplôme sont plus jeunes que les étudiants de naguère. Ils n'ont pas reçu dans leurs familles l'éducation rigide que les générations antérieures avaient subie. De même, dans les collèges, la discipline traditionnelle est une chose du passé.

De cela, ajoute M. Lortie, nous sommes tous plus ou moins responsables et, dans

l'ensemble, je ne crois pas que nous devions regretter d'avoir eu les bonnes intentions qui nous ont animés, à moins que nous ayons à nous reprocher d'avoir abdiqué nos responsabilités.

Dans un autre ordre d'idées, M. Lortie a fait un rappel historique de l'évolution de l'université de Montréal, mis en relief le degré d'excellence atteint, pour ensuite parler des problèmes qui se présentent à elle à l'heure de l'explosion démographique.

Nous manquons de crédits, dit-il, pour donner à la recherche l'envergure qu'elle devrait avoir dans une institution d'aussi grandes dimensions. Trop peu de nos étudiants, sollicités par les emplois qu'on leur offre, s'inscrivent aux études du doctorat. Nous sommes à court de démonstrateurs et de chargés de cours qui allègeraient la tâche de professeurs dont certains sont surchargés.

Les besoins de l'administration, poursuit M. Lortie, alourdissent aussi le fardeau qui pèse sur des chefs de département dont les travaux de recherche sont ainsi compromis, sinon parfois paralysés. Malgré les efforts inouïs que l'université a faits depuis quelques années pour compléter et mettre à jour leurs collections, les bibliothèques ne sont pas encore parvenues à la richesse que nous souhaitons, bien qu'elles ne soient pas dans l'état de dénuement qu'on a dit récemment sans avoir pris la précaution élémentaire de se renseigner.

M. Lortie faisait ici sans doute allusion aux griefs formulés par certains universitaires contre les politiques d'investissement des universités dans les bibliothèques, griefs entendus au congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences.

Wagner doit se faire opérer

Le ministre de la justice, M. Claude Wagner, qui était entré à l'hôpital en fin de semaine pour subir un examen général, y restera plus longtemps qu'on espérait. L'examen a démontré qu'il devra se faire enlever la vésicule biliaire. Le ministre ne sera pas de retour à son bureau avant un mois.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

Le CORNELL

par

Society Brand

Les épaules naturelles et la ligne sobre du "Cornell" en font un modèle qui assure tout à la fois confort et bonne apparence. Choisissez votre complet Cornell de Society Brand dans les meilleurs tissus et les plus belles couleurs dernier-cril.

H. PREVOST LEE

406 est, Ste-Catherine — angle St-Denis — 288-6153

Stationnement gratuit en face, à 1290, rue St-Denis

L'ETIQUETTE IDENTIFIE LE PRODUIT AUTHENTIQUE

Si vous avez le choix...

choisissez **MARTELL**

Sa "fine champagne" Médaille V.S.O.P. est la quintessence du cognac

Dégustez aussi le **COGNAC MARTELL** ★★

le cognac le plus célèbre en France... le plus recherché au monde

Dupuis quitte la politique avec "le sentiment du devoir accompli"

M. Yvon Dupuis laisse la politique "le coeur tranquille et avec la satisfaction du devoir accompli". Il l'a fait savoir hier dans une communication aux journaux.

Voici le texte de son message :

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de son éclatante victoire dans ce comté le plus traditionnellement libéral de tout le Canada. Je ne doute pas qu'il fera tout son possible pour se mériter à Ottawa, la confiance que la population de St-Jean-Iberville-Napierville vient de lui témoigner.

"Au lendemain de cette campagne électorale, je veux tout d'abord remercier les 6.287 électeurs de mon comté qui m'ont conservé leur confiance. On a bien raison de dire que c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses véritables amis.

Je félicite l'honorable Paul Beaulieu de

Comment le Québec a-t-il voté lundi?

Le Québec, province qui se pique de n'être point semblable aux autres, a-t-il voté différemment du reste du pays lundi dernier?

A première vue, le parti libéral a remporté dans Québec un succès éclatant. Si l'on gratte cependant derrière les chiffres, on constate que ce succès est plus mitigé — tout en étant réel et considérable — qu'on ne serait porté à le croire.

Des quatre partis qui s'affrontaient lundi, seul le parti libéral peut se vanter de posséder dans le Québec une audience vraiment générale.

Le parti libéral a remporté 55 sièges. Mais il faut ajouter à ce fait déjà impressionnant un autre fait non moins éloquent : dans les 20 circonscriptions où il a essuyé la défaite, le parti libéral est arrivé bon deuxième. Nulle part, un candidat libéral n'a perdu son cautionnement; partout, quand il a été défait, il se tenait à une distance plutôt serrée du gagnant.

Les trois autres partis qui faisaient face aux libéraux ont obtenu ensemble environ 200,000 voix de plus que les libéraux et pourtant ils n'ont remporté en tout qu'une vingtaine de sièges.

Ce résultat tient sans doute à notre système de représentation qui se révèle impitoyable pour les tiers partis. Mais on décèle aussi, en analysant les résultats du scrutin, l'influence d'un autre facteur : la dispersion géographique et idéologique des forces d'opposition.

Le parti conservateur a remporté ses gains les plus nombreux dans les régions semi-urbaines, semi-rurales sises dans un rayon d'une cinquantaine de milles de Montréal. Dans les régions rurales qui gravitent autour de la ville de Québec, dans la ville même de Québec, dans Châteauguay et le Lac-St-Jean il s'est fait d'abord le pion, comme principal adversaire du parti libéral, par le groupe de M. Caouette. En tout, le parti conservateur a fini premier dans 9 comtés, solide deuxième dans plus de 26 comtés et bon troisième dans une dizaine d'autres. Dans environ 40 p.c. des circonscriptions, il a donc cessé, pour l'instant, d'être une force.

Le ralliement des créditistes a évidemment perdu beaucoup de terrain mais la population a prouvé hors de tout doute qu'elle préfère de beaucoup les hommes de M. Caouette à ceux qui s'étaient détachés de celui-ci sous la direction du Dr Marcoux. Les Marcoux, les Frenette, les Lessard se sont vus éclipsés de belle manière dans leurs comtés respectifs par des candidats pure laine de M. Caouette. Cela étant dit, il faut constater froidement que le parti de M. Caouette, s'il reste fort au Lac Saint-Jean, dans les Bois-Francs, dans la région de Québec, dans la région de l'Outaouais, dans l'Abitibi, et dans le Bas-du-Fleuve, n'a pas réussi à percer sérieusement les régions de Montréal, du Richelieu et de la Mauricie.

Nous établissons à une vingtaine le nombre de circonscriptions où — bien

que le total des votes ait été sensiblement inférieur à celui de 1963 — le NPD a remporté des gains de plus de 1,000 voix. Dix de ces circonscriptions sont dans la région de Montréal, où le NPD est maintenant bon deuxième dans une dizaine de comtés; la plupart des autres sont dans un rayon d'une soixantaine de milles de Montréal, sauf les comtés de Beauce, Rimouski et Saint-Maurice où, grâce à d'excellents candidats, le NPD a connu des progrès encourageants.

Dans la plupart des comtés, le total combiné des voix accordées aux candidats conservateurs, créditistes et néo-démocrates est supérieur au total des voix remportées par le vainqueur libéral, ou du moins assez proche de ce total. Pour l'ensemble de la province, on a vu que le total des voix remportées par les trois groupes d'opposition est supérieur à celui des libéraux.

Mais ces calculs sur le papier ne changent rien à la dure réalité des faits. La division présente des partis d'opposition, l'absence totale d'entente entre eux, joue à l'avantage du parti libéral d'une manière qui fausse le jeu de la démocratie. Dans la Beauce, par exemple, on peut présumer que le total des votes "protestataires" fut supérieur à celui des votes pro-gouvernementaux; le représentant du statu quo ne s'en est pas moins faufilé entre deux adversaires également forts.

Il sera d'autant plus difficile de remédier à cette situation que, pour l'instant, chacun des groupes d'opposition semble recruter sa clientèle dans un secteur très différencié de la population et se présente à celui-ci avec des idées qui sont souvent carrément opposées à celles des deux autres.

Des trois groupes actuels d'opposition, celui qui possède le moins de chance de survie est celui de M. Caouette : ce parti n'a pas de véritable tradition historique et il repose au surplus sur une idéologie brumeuse et fragile. Le parti conservateur possède une longue tradition historique qui reste vivace dans toutes les parties du pays; malgré ses mésaventures des dernières années et la faiblesse de son leadership, il garde toujours dans Québec des racines vivantes et étendues. Le parti néo-démocrate sera servi ici par les progrès sensibles qu'il accomplit dans le reste du pays et par le fait qu'il s'adresse de plus en plus à une population sans cesse croissante, celle des villes.

Mais la situation de chacun de ces groupes restera conditionnée par le jeu d'un facteur qui n'existe pas dans les autres provinces : le facteur nationaliste. Celui des trois qui saura, en plus d'offrir des politiques dynamiques au point de vue économique et social, se montrer capable de comprendre l'importance du facteur national pour les Québécois, est celui qui aura le plus de chance, demain, de livrer une lutte sérieuse au parti libéral.

Claude RYAN

Pollution de l'air et de l'eau

Un comité consultatif du président des États-Unis sur les questions scientifiques vient de recommander l'imposition d'une taxe à ceux qui participent à la pollution de l'air et de l'eau. Cette formule nouvelle peut jouer un rôle utile, du moins à titre provisoire, mais tout dépendra de la façon dont on l'utilisera, car elle pourrait aussi bien devenir plus nuisible qu'avantageuse dans la lutte contre des abus que les techniques modernes ont aggravés.

Dans le cas de l'air, des progrès ont été accomplis, surtout dans les zones urbaines, par l'élimination des locomotives à vapeur et par le contrôle plus strict d'autres sources de contamination comme les industries, les systèmes de chauffage et les incinérateurs. Il reste toutefois beaucoup de chemin à faire pour assainir l'air urbain; avec l'augmentation du nombre des automobiles, des camions, autobus, les autorités devront éventuellement appliquer des mesures rigoureuses dans les zones centrales des grandes villes.

Pour l'eau, les mesures varient selon l'intensité du mal. Dans une région comme celle de Montréal, on a cru pouvoir, depuis plusieurs décennies, polluer impunément des cours d'eau qui semblaient assez abondants pour résister à tous les assauts. Les villes, en commençant par Montréal, ont donné le mauvais exemple d'une apathie complète devant ce gaspillage d'une ressource essentielle et ce danger pour la santé publique.

Il faudra bien un jour se rendre à l'évidence et admettre que cette incurie est indéfendable. Pour l'Expo 67, on aménagera une usine d'épuration, mais les plans prévus pour mettre fin à la contamination massive de la rivière des Prairies ne se réalisent pas vite. Dans ce cas, l'absence d'une autorité régionale a été invoquée comme une cause de retard; les autorités provinciales doivent faire disparaître cet obstacle en imposant aux villes satellites qui utilisent le système

me d'égouts de la métropole, des contributions équitables. On l'a fait pour le transport en commun, ce n'est pas moins nécessaire pour l'épuration des égouts.

L'ambiguïté d'une taxe

La suggestion formulée à Washington d'imposer une taxe à ceux qui polluent l'eau ou l'air serait plus un facteur d'éducation civique qu'un vrai remède. Dans bien des cas, des déchets nuisibles sont répandus dans l'eau ou dans l'air sous prétexte que les correctifs appropriés sont trop onéreux. Souvent, la loi ne prévoit pas ces abus et n'impose pas de sanctions, de sorte que les autorités sont désarmées. Quand l'opinion publique n'est pas suffisamment alertée, les législateurs n'osent pas imposer des amendes ni exiger des installations coûteuses.

Le comité présidentiel américain a donc suggéré le recours à des taxes comme palliatif à la carence des lois. Ce ne serait pas une méthode acceptable en cas de danger sérieux pour la sécurité publique; de plus les industries ou entreprises ou les individus qui paieraient de telles taxes seraient tentés de croire qu'ils achètent ainsi un droit de gâcher des richesses qui appartiennent à la collectivité, une sorte d'assurance contre les risques résultant de leur négligence.

Si les taxes en question sont assez élevées, elles pourraient favoriser le recours à des remèdes réels; la dépense nécessaire pour enrayer ou réduire

BLOCS NOTES

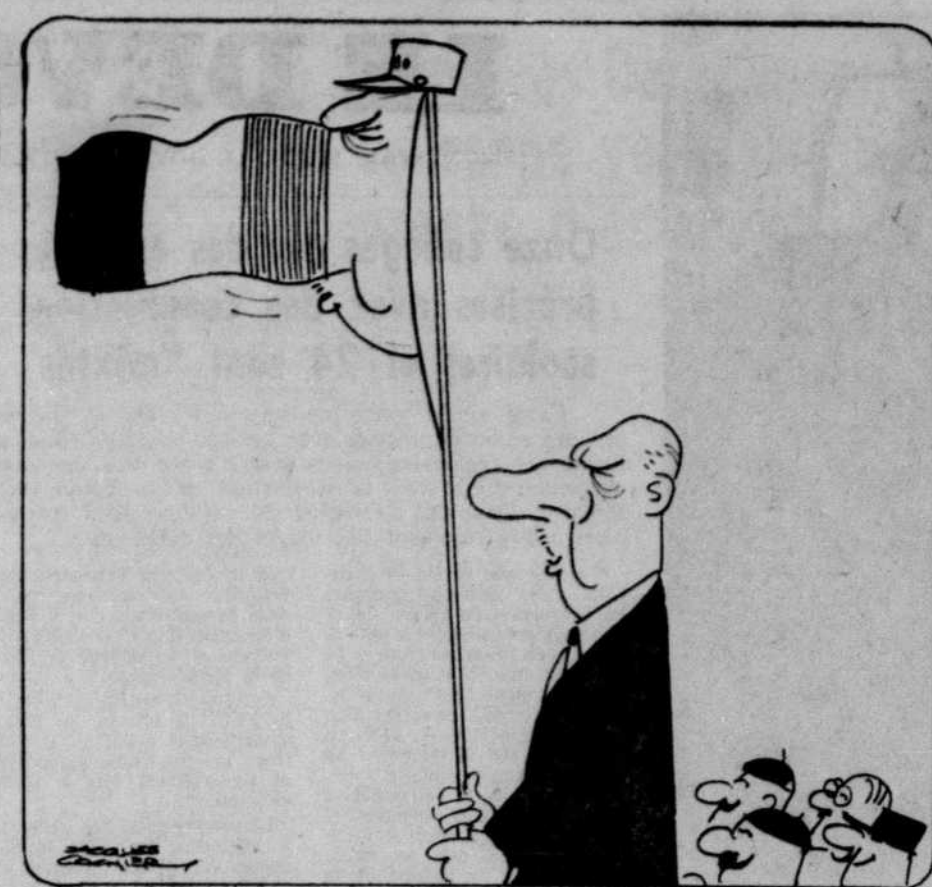
une contamination excessive paraîtra en quelque sorte plus acceptable ou plus rentable si elle est compensée par la suppression de la taxe correspondante. C'est toutefois une méthode à utiliser avec circonspection.

Lors de l'enquête sur l'échec causé par le gaz naturel à ville La Salle, un représentant de la Corporation du gaz naturel du Québec a admis qu'on pourrait augmenter la sécurité en installant des détecteurs pour signaler la présence du gaz dans certains endroits des immeubles, mais que cela serait trop coûteux. On ne saurait évidemment multiplier les moyens de protection onéreux au-delà d'une certaine limite, mais l'argument du coût ne saurait être admis quand il y a de la sécurité des personnes.

Or, la pollution de l'air et de l'eau entraîne des inconvénients plus ou moins graves, non seulement quant à la jouissance normale de ces richesses accessibles à tous, mais aussi pour la santé des gens. Le paiement d'une taxe ne peut être admissible que pour des dommages mineurs; il serait plus normal que les autorités prennent des mesures énergiques pour empêcher les abus sérieux, et qu'une opinion publique mieux informée permette et soutienne une politique d'intervention efficace dans ce domaine.

Rôle de l'état provincial

Durant la récente campagne électorale, M. John L. Turner, député de St-Laurent — St-Georges, a parlé du problème de l'eau au Canada et a suggéré l'intervention du gouver-



LE DÉCRET SUR LA FORMATION SACERDOTALE

Est-ce le départ dans la formation d'un tout nouveau type de prêtres?

par J.-M.-R. TILLARD, o.p.
(collaboration spéciale au DEVOIR)

La discussion, l'an dernier, du schéma sur la formation des prêtres ne nous avait guère enflammé. Aussi, est-ce avec une certaine moue que nous avions, au début de cette quatrième session, parcouru le nouveau projet proposé au vote des Pères. Ne s'agissait-il pas d'un texte destiné à mourir le jour même de sa naissance officielle? Notre première impression était demeurée négative. D'autant plus que nous étions au courant des multiples et étranges intrigues qui s'étaient tissées autour du problème d'une mention explicite de la pensée de saint Thomas au cœur du Décret. Pour écrire cette chronique nous avons dû le relire lentement, en peser tous les mots. Nous sommes devenus plus optimistes; ce décret offre à l'Église quelques jalons pour la formation d'un type de prêtre plus adapté aux nécessités de l'aujourd'hui du Salut. Certes il n'est pas un chef-d'œuvre, il ne brille pas par son audace, et il n'était peut-être pas nécessaire de recourir à un concile oecuménique pour promulguer ses décisions. Pourtant, il est une étape dont on ne peut pas sous-estimer la valeur.

Or notre décret apporte ici le principe fondamental de la solution. Dorenavant les Conférences Episcopales, assistées d'experts et de spécialistes, pourront mettre elles-mêmes sur pied un type de formation sacerdotale adapté aux conditions particulières et aux besoins pastoraux de chaque Église locale. Évidemment la encore il y a des risques, en particulier celui d'un certain opportunisme, déjà perceptible dans les propositions faites, et à la fin diverses personnalités du monde épiscopal pour répondre à des demandes urgentes, on semble parfois tenté d'écarter la dimension proprement théologique absolument requise pour une formation sacerdotale sérieuse. De verser dans une certaine "adaptation" qui nous paraît plus dangereuse que la pire casuistique. La formation monothétique jusqu'ici considérée comme l'idéal, au risque de substituer une formation fragmentaire manquant gravement d'ossature doctrinale. Pourtant les avantages débordent les risques, et il faut faire confiance au charisme des évêques, au respect de la légalité et au dialogue mutuel dont nous avons parlé dans notre dernière chronique. Certes, la réponse du problème de la formation des clercs prendra du temps, exigera des tâtonnements. Mais tous ces inconvénients sont peu comparés au bien qui en résultera pour l'Évangile.

Liberté plus grande dans chaque pays

Un premier point à souligner : la grande marge d'initiative laissée aux Conférences Episcopales dans l'organisation interne des Séminaires et la méthode à employer pour faire des prêtres d'authentiques pasteurs vraiment au service du peuple de Dieu. Qui eût pensé cela il y a dix ans, alors que le courant était à la centralisation à outrance, sous la férule des Congrégations de la Curie romaine? L'Église a évolué sur sa notion de catholicité qu'elle semblait parfois confondre avec l'imposition à tous les peuples et toutes les races non seulement d'une unique Liturgie et d'une unique Théologie mais même d'un unique type de prêtre. Entre un grand séminaire de Paris, de Madrid, de Manille, de Dakar, la similitude était telle que certaines congrégations religieuses pouvaient — sans grand problème d'adaptation intellectuelle et spirituelle — muter de Paris à Dakar un directeur spirituel ou un professeur de théologie morale. Il s'agissait simplement de transposer le plus parfaitement possible le type de formation romaine considéré comme le barème officiel. Nous avons entendu un évêque africain de nos amis, parti de Rome muni de deux brillants doctorats et considéré par ses professeurs comme "l'un de nos meilleurs sujets", nous dire sa déception et son désespoir lorsque, nommé évêque d'une importante paroisse du Cameroun, il se rendit compte qu'il lui fallait recommencer par lui-même sa formation théologique et pastorale. Car des murs de la Gregorienne et de l'Angelicum à la brousse, il y avait un abîme.

La fin du compartimentage? Un second aspect positif appréciable du décret est son insistance sur la jonction essentielle devant exister entre formation spirituelle, formation doctrinale, et formation pastorale des futurs prêtres. Nous souffrons jusqu'ici, même dans les meilleurs séminaires, du péché de compartimentage. Il y a d'un côté la formation spirituelle (confiée au directeur spirituel et au confesseur), de l'autre la formation scientifique (confiée au corps professoral), et pour couronner tout cela, l'année complémentaire de pastorale (arrivant au moment où le jeune prêtre, las de tant d'années d'études, sent le besoin de vivre à fond sa vocation de pasteur). Comment s'étonner que, dans la pratique, le vicarier fraîchement sorti du séminaire ne voie pas très bien la relation entre les cas concrets qui

se posent à lui et les principes théologiques qu'on lui a infusés durant quatre ou cinq ans? Il en résulte d'ordinaire, de sa part, après quelques vertueux efforts de réflexion et de recherche personnelle dans des "revues plus pastorales", un certain mépris pratique pour la réflexion théologique, un humour noir qui se traduit souvent par l'abandon de tout recours à une théologie spéculative. D'autant plus que, au plan de sa vie spirituelle, il ne sait pas en sa propre vie d'union au Seigneur, l'application concrète de toutes ces vérités, abstraitement expliquées, dans l'exercice de sa vie théologique. On lui a donné beaucoup de choses (d'inégale qualité), on a mis entre ses mains la plupart des éléments nécessaires à une vie sacerdotale authentique. Mais on a oublié de lui apprendre à faire l'unité de tout cela. Si bien qu'il demeure comme un chimiste ayant dans ses épreuves les éléments du composé, mais ne possédant pas la formule. Alors, à quoi cela sert-il vraiment? Mieux vaut, se dit-il, laisser tout cela de côté et chercher ailleurs une formule plus simple.

Or notre décret apporte ici le principe fondamental de la solution. Dorenavant les Conférences Episcopales, assistées d'experts et de spécialistes, pourront mettre elles-mêmes sur pied un type de formation sacerdotale adapté aux conditions particulières et aux besoins pastoraux de chaque Église locale. Évidemment la encore il y a des risques, en particulier celui d'un certain opportunisme, déjà perceptible dans les propositions faites, et à la fin diverses personnalités du monde épiscopal pour répondre à des demandes urgentes, on semble parfois tenté d'écarter la dimension proprement théologique absolument requise pour une formation sacerdotale sérieuse. De verser dans une certaine "adaptation" qui nous paraît plus dangereuse que la pire casuistique. La formation monothétique jusqu'ici considérée comme l'idéal, au risque de substituer une formation fragmentaire manquant gravement d'ossature doctrinale. Pourtant les avantages débordent les risques, et il faut faire confiance au charisme des évêques, au respect de la légalité et au dialogue mutuel dont nous avons parlé dans notre dernière chronique. Certes, la réponse du problème de la formation des clercs prendra du temps, exigera des tâtonnements. Mais tous ces inconvénients sont peu comparés au bien qui en résultera pour l'Évangile.

Primauté de la dimension pastorale

Tout cela nous paraît fort grave. C'est pourquoi nous nous réjouissons de voir le décret conciliaire poser, au moins les jalons d'une formation sacerdotale unifiée. Et le point de cette unification est la vocation de "pasteur" à laquelle le Seigneur appelle le séminariste. Il ne faut pas confondre séminaire et université. Ni vouloir imposer à tous les prêtres un type de pensée théologique calqué sur celui de certaines communautés ecclésiastiques (dominiennes, jésuites). Le séminaire — tel que la vocation du Concile de Trente — a pour but de faire du jeune homme qui s'y présente un authentique pasteur. Cela, notre décret le dit fort bien. La formation sacerdotale n'est pas le chapeau venant couronner des études "de type universitaire". Elle est la trame sur laquelle toute la discipline, la prière, l'enseignement, la recherche du séminariste doivent se tisser. L'étude du prêtre doit toujours être pastorale, sinon elle n'est pas sacerdotale; la prière du prêtre aussi doit toujours être pastorale. Le séminaire doit conduire à cette synthèse.

On notera que le texte conciliaire demande que l'on forme des prêtres capables de travailler en dialogue avec les laïcs. Il faut bien comprendre le sens du mot "dialogue" qui revient plusieurs fois dans le décret. Il ne s'agit pas simplement de faire les séminaristes rencontrer les hommes et parler avec eux. Dialogue n'est pas synonyme de bavardage. Il s'agit avant tout de présenter vraiment aux futurs prêtres les VRAIS problèmes des hommes de leur pays et de leur temps (non des problèmes tout faits et écrits par des théologiens en chambre) et de les former à une réponse VRAIE à ces problèmes.

Qui dit "dialogue" dit à la fois écoute de l'autre et réponse à ses interrogations. On n'est pas un séminariste "en état de dialogue" par le seul fait que l'on invite des laïcs à parler aux séminaristes ou même que l'on envoie ceux-ci visiter les hommes. Plusieurs semblent se faire sur ce point des illusions. On est un séminariste "en état de dialogue" lorsque — par la bouche des laïcs et grâce à leur compétence lorsqu'il le faut — les problèmes centraux du monde sont posés à la conscience des futurs prêtres afin d'engager leur esprit évangélique et de nourrir leur recherche théologique. Il s'agit avant tout de croiser dans la vie de ceux-ci une inquiétude et de les former à une méthode de pensée qui les habilite à donner aux hommes le pain de la Parole et de l'Eucharistie qui répondent aux authentiques situations. Or une telle optique nécessite une profonde recherche théologique

La Place d'Armes

Cher monsieur Ryan,

Votre mot du 29 octobre me donne à penser que la cause de la Place d'Armes est moins "désespérée" que je ne le croyais. J'ai été particulièrement heureux d'apprendre que des connaissances et discutait. Personnellement, je me demande si le quartier des affaires n'est pas appelé à perdre son caractère actuel, soit qu'il devienne un "faubourg" du complexe Place de la Bourse (Victoria) — Place Ville-Marie éventuellement haut lieu de la finance, soit qu'il en devienne une partie intégrante sans rôle particulier à jouer. Dans le premier cas, il deviendrait plus ou moins désertique comme le sont déjà certaines de ses rues et conserverait son cachet si non un intérêt historique. Dans le second cas, il serait vraisemblablement rénové, du moins dans sa partie occidentale. Il s'agit là de pures impressions qui valent ce qu'elles valent. Quoi qu'il en soit et à titre d'exemple, je ne serais pas surpris si, le moment venu, la Banque de Montréal présentement sur la Place d'Armes optait carrément pour la Place Victoria ou alors allait rejoindre la Banque de Commerce et la Banque Royale au Carré Dominion — Place Ville-Marie.

C'est dans ce contexte que se plaçait ma suggestion de "fixer" la Place d'Armes dans son aspect actuel et de l'inclore dans un quadrilatère historique englobant également le Château de Ramezay, le Marché Bonsecours et le quartier de la Justice — Hôtel de

Ville. Il importe de conserver dans certains cas non seulement des édifices isolés (Eglise Notre-Dame, Marché Bonsecours, Château de Ramezay), mais aussi l'ensemble dans lequel ils se trouvent et auquel ils donnent le ton. L'Érection du troisième Palais de Justice rend la réalisation de ce projet problématique. Dans un monde comme le nôtre, un quartier "actif" ne peut que perdre son cachet à preuve la forme de gratte-ciel que prend le nouveau palais.

L'idée de conserver le vieux Montréal tel quel s'imposait d'autant plus à mon sens qu'il fallait "remplir" le centre-est de Bleury à De-Lorimier qui présente toujours l'aspect d'un homme malade surtout en regard de l'ouest. Même sans Palais de Justice, il reste amplement de pain sur la planche (nouvelle université, Musée de peinture de l'État, conservatoires de musique et d'art dramatique, Ecoles des beaux-arts et d'architecture, Musée de l'homme, etc.) pour justifier l'idée d'un Grand Dessin plus importante à long terme. J'ai été heureux et flatté d'apprendre de monsieur Alarant, directeur de l'Institut d'urbanisme de l'université de Montréal, que le concept d'un Grand Dessin à l'est avait été choisi comme sujet au cours de travaux pratiques de l'Institut cette année.

Veillez agréer, cher monsieur Ryan, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Roger BERNARD.
Faculté de droit,
Ottawa.

Le Crédit social

Monsieur le directeur,

Il est à la fois triste et surprenant de constater qu'un homme intelligent et prestigieux comme vous puisse faire preuve de parti pris ou d'ignorance impardonnable comme vous l'avez fait dans votre éditorial du 20 octobre dernier au sujet des causes qui ont provoqué la venue du Crédit Social.

Quand vous jugez cette doctrine vous êtes complètement dénué d'esprit de justice qui d'habitude vous anime. Pour une fois, vous vous faites l'avocat du diable; vous préférez le voleur au volé, l'exploiteur à l'exploité, et vous souhaitez que ça dure. La cause profonde qui a provoqué ce changement et la frustration économique très marquée dont vous parlez ne doivent certainement pas venir d'un système sain et celui que vous défendez avec vigueur n'est pas celui dont une analyse préliminaire n'est même pas nécessaire pour s'apercevoir qu'il n'est que l'aveugle qui ne tourne pas rond dans le système actuel. Nos problèmes sont tous d'ordre monétaire et financier. Ce qui ferait dire à notre chansonnier Vigneault: "Mon pays, ce n'est pas mon pays, c'est le financier. Mon gouvernement, ce n'est pas mon député, c'est le banquier." C'est lui qui tire les ficelles derrière nos gouvernements, lui qui s'est donné le droit de créer l'argent du pays à 92%, lui qui en retire

l'intérêt et contrôle selon son bon vouloir le sang économique de la nation. C'est un système diabolique qui crée un État dans l'État, devenu plus puissant que le dernier. Il nous fait pelletter de la terre sur la terre. Il n'y a pas besoin d'avoir la tête à Papineau pour s'apercevoir que ce système est vicieux et qu'il faut le corriger. C'est ce que le peuple a compris, mais ce qu'il ne comprend pas, c'est que vous semblez ignorer cette injustice et que vous lui demandez d'appuyer les vieux partis qui sont de connivence avec les financiers pour le tenir en quarantaine et lui serrer la ceinture.

Et la théorie du dividende du Crédit Social, elle vous serait plus facile à comprendre si l'argent ne coûtait rien à l'État. Elle remplacerait avantageusement toute la gamme des allocations actuelles données sous forme de pittance au peuple en l'endettant.

Et l'inflation, ce trop-plein qui existe actuellement en faveur du l'endettement de tout le monde, pourrait facilement être corrigée sous un système créditiste par l'escompte compensé et l'ajustement des prix. Alors, pourquoi rester prisonniers d'un système qui ne fait que nous embêter. Il est temps que notre classe instruite, notre élite cesse de haïr et se mette dans le vent.

Gaston Bégin

telle que plus que jamais la vie de séminaire sera exigeante. Il ne sera pas facile de dresser dans les séminaires le plan d'ensemble des études. Pourtant le renouvellement de l'Église dépend en grande partie de cette réforme.

Maturité humaine et spirituelle du futur prêtre

Nous voulons souligner un autre point du décret: son insistance sur les qualités humaines du prêtre. Il veut que le prêtre soit un homme mûr, capable de prendre librement ses responsabilités, d'assumer en adulte les exigences souvent terribles de sa vie. Le prêtre ne doit pas passer, face à ceux qui le regardent vivre et qui le jugent, comme un demi-homme, n'ayant mis qu'un pied dans la vie concrète. Il ne faut pas non plus qu'il se révèle comme un être traînant derrière lui comme un poids une vie peut-être choisie sous l'emprise d'embêtements trop adolescents. Car le prêtre a pour charge d'être au sein du Peuple de Dieu celui qui guide, qui conseille, qui donne les biens divins du Salut. Il prend la tête de l'action apostolique. Cela encore nous semble important, en particulier en relation avec ce que le Concile dira du dialogue avec le monde. L'impression que les non-croyants ont de l'Église dépend le plus souvent, nous le savons bien, du visage que leur présente son sacerdoce. Le renouveau des papergesses innombrables que les évêques rapporteront avec eux de ce Concile. Les discussions sur le ministère sacerdotal, par lesquelles se sont closes les journées officielles de débat conciliaire, ont montré que les problèmes qu'il entend résoudre tiennent à cœur aux évêques.

MONTREAL, JEUDI, 11 NOVEMBRE 1965

LE DEVOIR

FONDE PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910
Claude RYAN, Directeur
André LAURENDEAU, Rédacteur en chef
Rédacteur en chef adjoint: Paul SALRIOL
Directeur de l'information: Michel BOY
Trottoir: Arthur LEBEVRE
"Le Devoir" est imprimé au 434 est, rue Notre-Dame, à Montréal, par l'Imprimerie Populaire, compagnie à responsabilité limitée qui en est l'éditrice. Seule la Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans "Le Devoir".
ABONNEMENTS: Édition quotidienne, livraison par porteur, Montréal, Québec, Lévis et banlieues: 12 mois \$25.00, 6 mois \$13.00, 3 mois \$7.00. Autres villes: 12 mois \$20.00, 6 mois \$11.00, 3 mois \$6.00. À l'étranger: 12 mois \$25.00, 6 mois \$13.00, 3 mois \$7.00. Le dimanche: 12 mois \$6.00. Le ministère des postes a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la classe de la présente publication.
TELEPHONE: 844-3361

NIVEAU DE VIE DES FAMILLES ET PRESTATIONS FAMILIALES

II - Il faut reviser entièrement et relever très fortement le taux des allocations

par Jacques HENRIPIN (1)
professeur à l'Université de Montréal

Pour un huitième des familles non agricoles du Québec, le revenu familial est tellement bas que même sans enfant ces familles ne peuvent vivre de façon décente. Pour un autre huitième, qui ont un revenu très faible ou modeste, les charges familiales les jettent dans l'indigence. Bien entendu, pour ce premier quart des familles, la situation est d'autant plus grave que le nombre d'enfants est élevé. Pour les trois quarts des familles qui restent, le niveau de vie varie entre la simple décence et l'aisance. Mais même pour celles-là, les charges familiales réduisent considérablement le niveau de vie: pour un revenu donné, un ménage de 3 enfants doit avoir un niveau de vie à peu près deux fois plus faible que celui du ménage sans enfant.

Je ne pense pas qu'on puisse considérer une pareille situation avec beaucoup de satisfaction. Je ne pense pas qu'une société qui a le souci de la justice sociale puisse estimer béatement que cette situation fait partie de la nature des choses et que ceux qui ont choisi d'avoir des enfants et d'essayer de les élever, n'ont plus qu'à se tirer d'affaire avec les moyens qu'ils ont. Chacun, pourrait-on dire, doit assumer la responsabilité de ses actes et l'on ne voit pas pourquoi la société se verrait dans l'obligation de défrayer systématiquement le coût d'entretien des enfants que des parents téméraires ont décidé d'avoir. Cette attitude, c'est à peu près celle qui correspond aux règles sociales que notre société a adoptées.

Allocations dérisoires

On me dira que nous avons institué un système d'allocations familiales pour venir en aide aux parents. Je répondrai que donner six, huit ou dix dollars par enfant, quand il en coûte au bas mot 25, 30 ou 40, c'est régler d'une façon simpliste une bien petite partie du problème. Je ferai remarquer également que ces allocations familiales étaient comprises dans les revenus dont nous avons tenu compte tout à l'heure. Et le moins qu'on puisse dire, devant le résultat que nous avons constaté, c'est que ce système est loin d'être satisfaisant! Ajoutons enfin que ces allocations se dégradent de plus en plus à mesure que le coût de la vie augmente. Depuis qu'elles ont été instituées, elles ont perdu près de la moitié de leur valeur réelle.

Devoir de la société

Il y a une autre remarque que je voudrais faire en passant. Dire que les parents qui ne peuvent faire face au coût d'entretien de leurs enfants doivent accepter les conséquences du choix qu'ils ont fait d'avoir 3, 5 ou 8 enfants, c'est aussi simplifier un peu les choses. Dans bien des cas, il ne s'agit pas du tout d'un choix. Si tous les parents avaient les connaissances et la liberté nécessaires pour régler le nombre d'enfants qu'ils ont d'après leur choix, on pourrait parler de responsabilité. Mais chacun sait que nous sommes fort loin d'une pareille situation. On y viendra sans doute et peut-être en pratiquant une belle hypocrisie, dont notre code criminel est un témoin magnifique.

Mais, au fond, le problème n'est pas là. Je pense que même si les parents avaient les moyens de n'avoir que les enfants qu'ils veulent, la société devrait les aider. Les propagandistes de la contraception attachent beaucoup d'importance à cette idée que les parents devraient avoir les moyens de ne pas avoir les enfants qu'ils ne désirent pas positivement et ils ont sans doute raison, à condition que les informations nécessaires soient diffusées correctement. Mais il faudrait aussi — et cela me paraît aussi important — que les parents aient les moyens d'élever les enfants qu'ils aimeraient avoir. Il faudrait éviter qu'un couple disposant d'un revenu modeste voie son niveau de vie baisser de moitié, parce qu'il aura décidé d'avoir trois ou quatre enfants au lieu de rester stérile.

Seulement, encore faudrait-il que cela fût possible. Il faut bien avouer qu'une politique de prestations familiales qui se proposerait de compenser entièrement le coût des enfants est probablement impraticable. Mais il y a mieux à

faire que ce que nous faisons maintenant. J'ai déjà tenté de montrer ce que nous pourrions faire, (2) tout en restant modestes, et je ne ferai ici que résumer les éléments essentiels du système qu'on pourrait envisager.

Une autre formule

Mesurons d'abord notre effort: en 1963, le montant global des allocations familiales, au Canada, représentait 1,65% du revenu national. C'est beaucoup moins que ce que nous avons déjà fait, puisqu'en 1947, ce pourcentage était de 2,4. En doublant cet effort, on disposerait, pour le Québec, de \$340 millions au lieu de \$170 millions. Et l'on n'atteindrait pas encore l'effort que fait un pays plus pauvre que le nôtre, la France, qui consacre 4 ou 5% de son revenu national aux diverses prestations familiales qui ont été instituées dans ce pays.

Mais tenons-nous-en à nos \$340 millions. Que peut-on en faire? On pourrait, bien sûr, les distribuer à peu près également à tous les enfants; ils auraient \$14 par mois au lieu de \$7. Je ne pense pas toutefois, que ce soit là la meilleure utilisation qu'on puisse imaginer. Puisqu'on ne peut pas donner à tous les parents une allocation qui corresponde au coût de tous leurs enfants, il faut faire un choix. Et il me semble que dans ces conditions, il faut faire bénéficier les familles qui en ont le plus besoin. Je ne pense pas, ici, à imposer un test d'indigence pour l'attribution des prestations familiales. Il y a un moyen bien plus simple et bien moins odieux de rejoindre les familles qui ont le plus besoin d'être aidées économiquement. Ce moyen consiste à supprimer l'allocation familiale pour le premier enfant ou peut-être même pour les deux premiers. La suppression de l'allocation familiale au deuxième enfant est peut-être difficile à réaliser, politiquement. Aussi bien, je proposerais qu'on supprime l'allocation du premier, qu'on laisse au deuxième l'allocation actuelle et qu'on reporte sur les enfants de rang supérieur à 2, l'économie réalisée sur le premier enfant. Cette économie est considérable, car plus du tiers des enfants sont des premiers enfants. Si l'on appliquait ce système, on pourrait verser, pour chaque enfant de rang 3 et plus, \$340 par année. En d'autres termes, on demanderait aux parents de prendre à leur charge leur premier enfant, on les assisterait quelque peu pour le deuxième et on leur donnerait, pour chacun des autres, un montant qui représenterait une partie importante du coût de leur subsistance.

Mesures complémentaires

Sans doute faudrait-il établir des aménagements un peu moins simples. On pourrait, par exemple, faire varier le montant de l'allocation suivant l'âge et l'habitat. Ce sont là des aspects qui ont leur importance et ils mériteraient d'être étudiés avec soin. Mais l'essentiel, c'est, il me semble, de faire porter l'effort sur les familles dont la charge est la plus lourde. Ceux qu'inquiéterait un tel régime, parce qu'il supprimerait le mérite des parents, peuvent encore être tranquilles. Même si l'on arrivait à compenser à peu près entièrement le coût monétaire des quatre derniers enfants d'une famille qui en compte six, on n'aurait pas pour autant privé ces parents aussi généreux ou aussi téméraires, de tout mérite. Il restera toujours aux parents bien d'autres sortes de coûts que les coûts monétaires et ils auront de toute façon apporté une contribution de grande valeur à la société.

Bien sûr, ce n'est pas une mesure comme celle-là qui réglerait tous les problèmes des familles. Elle ne réglerait pas non plus les seuls problèmes économiques. Je n'ai pas le temps ni la compétence nécessaires pour aborder tous les aspects d'une politique de prestations familiales. Je voudrais cependant mentionner quelques-unes des solutions complémentaires qu'il faudrait envisager. Le système que j'ai proposé comporte d'abord une lacune. Il suppose que les parents ont les moyens nécessaires pour subvenir au coût de deux enfants. Or, il y a des parents qui n'ont pas les moyens de faire cet effort minimum. Pour eux, il faudrait envisager d'autres mesures de sécurité sociale: indemnités de maladie et d'invalidité suffisantes; prestations de chômage accrues dans certains cas; dans d'autres, suppression de l'encouragement à ne pas travailler; ou encore mesures de recyclage professionnel. Il est bien évident qu'on ne règlera pas tous les problèmes économiques des familles par des

prestations en monnaie. Je pense par exemple aux besoins d'aides familiales qui n'impliquent pas que des insuffisances monétaires, chez les familles, mais toute l'organisation des professions domestiques, qui souffrent en ce moment d'un mépris non légitime, d'un manque de préparation et d'une absence d'organisation suffisante. Je mentionnerai enfin, pour mémoire seulement, l'in-

congruité de nos systèmes d'impôt sur le revenu, à l'aide desquels nos États pratiquent une injustice familiale qu'il faut dénoncer avec vigueur.

Des mesures doivent être prises, qui sont à notre portée et qui corrigeraient une bonne partie des anomalies et des injustices, qui sont indignes d'une société qui est, dans son ensemble, relativement riche. Cette société n'a pas encore démontré suffisamment qu'elle avait aussi le souci de donner à chacun de ses membres les moyens de se prévaloir d'un titre qui ne va malheureusement pas à tous, la dignité humaine.

(1) Extrait d'une causerie prononcée devant le congrès de la Fédération des services sociaux pour les familles.
(2) Voir l'ébauche d'un système de prestations familiales, dans "Socialisme '65", printemps 1965, No 6, p. 33-48.

Vatican II au jour le jour

Le patriarche grec Maximos IV s'est élevé contre la "pieuse comptabilité" des indulgences

CITE DU VATICAN — "Il faut bannir toute mathématique dans la remise des péchés", a déclaré en substance le cardinal Maximos, patriarche grec-catholique, au cours d'une intervention qu'il a faite en français au concile sur la question des indulgences.

Le prélat a soutenu qu'il faut remplacer les indulgences par d'autres pratiques de piété, comme des pèlerinages et surtout par un repentir sincère des péchés commis.

La congrégation générale d'hier a été consacrée à de nombreux scrutins ainsi qu'aux déclarations de plusieurs présidents de conférences épiscopales sur le sujet des indulgences.

Mgr Felici, secrétaire général du concile a tenu à rappeler avant ces interventions qu'il ne s'agissait nullement de l'occurrence d'un débat conciliaire, mais de déclarations "extra conciliaires" qui ne figureront pas dans les actes du concile. Ceci semble répondre à une émotion qui se serait manifestée parmi divers évêques, notamment canadiens et allemands, qui auraient préféré que cette discussion n'ait pas lieu actuellement ou qu'elle fasse l'objet d'une étude dogmatique approfondie.

Intervention remarquée du cardinal Maximos

Parmi les présidents de conférences épiscopales qui ont parlé hier matin, l'intervention qui a le plus retenu l'attention est celle du cardinal Maximos, patriarche d'Antioche des Melchites, qui a parlé en français. Il a déclaré qu'il est certain que l'Eglise peut ajouter aux actes des fidèles une valeur de réparation en raison des mérites du Christ et de la communion des saints et que la prière d'intercession de l'Eglise peut obtenir de Dieu la remission des peines. Mais on ne peut établir d'équation entre l'intercession de l'Eglise et la remission par Dieu des peines des pécheurs. Il s'est élevé contre la pieuse comptabilité des indulgences qui oublie le sacré et néglige l'effort personnel des pécheurs.

Il est donc d'accord avec le texte soumis aux conférences épiscopales pour la suppression de toute comptabilité des indulgences, mais demande que soit supprimé également tout rapport mathématique entre les mérites des pécheurs et les remissions de peine accordées par l'Eglise, ainsi que les indulgences plénières, qui assurent la remission totale des peines. Enfin, il voudrait que soit développée une théologie qui mette l'accent sur les actes personnels du fidèle et sur les mérites du Christ. Auparavant, il avait signalé que les églises orientales ignorent la pratique des indulgences, telle qu'elle existe en occident.

Parmi les autres intervenants, le cardinal Sidiarous, patriarche des coptes d'Alexandrie, a déclaré qu'il lui aurait semblé préférable que la question ne soit pas traitée maintenant, mais que les choses en étant ou elles sont, il se ralliait au texte proposé. Le cardinal Cerejeira, patriarche de Lisbonne, tout en acceptant le projet, demande que l'on insiste davantage sur la valeur personnelle de l'acte pénitentiel. Le cardinal Gilroy, archevêque de Sydney, voudrait que les indulgences plénières "in articulo mortis" soient maintenues. Enfin le cardinal Shehan, archevêque de Baltimore, tout en donnant un accord de principe au texte, signale qu'un certain nombre d'évêques américains trouvent le moment mal choisi pour une décision sur ce sujet.

Adoption du schéma sur l'apostolat laïque

Les pères ont d'autre part adopté l'ensemble du schéma sur l'apostolat des laïcs par 2.201 voix contre 2 et 5 bulletins nuls. Ce texte pourra donc être proclamé lors de la séance publique du 18 novembre, en même temps que le schéma sur la révélation. En revanche, ce n'est que le 19 novembre que les pères seront appelés à se prononcer sur les derniers amendements au schéma sur la liberté religieuse, qui ne pourra donc pas être proclamé avant la dernière séance publique du 7 décembre.

D'autre part, les pères ont entendu un rapport du père Schutte, supérieur général des "missionnaires du Verbe divin", sur les amendements du schéma sur les missions. Parmi ceux qui ont été acceptés par la commission, l'un déclare que c'est spécialement aux apôtres et donc aux évêques, leurs successeurs, que s'adressait l'ordre du Christ: "Allez et enseignez toutes les nations", qui est à la base de la mission. Mais, à travers eux, tout le peuple de Dieu reçoit la même tâche.

Un autre rappelle que les églises nouvelles doivent à leur tour avoir l'esprit missionnaire. Un autre enfin insiste sur les bonnes relations qui doivent exister entre les Eglises chrétiennes en pays de mission.

Le premier chapitre de ce schéma a été adopté par 1858 placet contre 7 non placet et 5 bulletins, tandis que 272 Pères déposaient des demandes d'amendements par un vote "placet juxta modum", comme cela est encore possible à cette phase de la discussion.

Le Concile devra siéger tous les jours

Le concile ne dispose plus que de quinze congrégations générales, ou séances de travail, d'ici à la date de clôture fixée par le pape au 8 décembre.

Mgr Pericle Felici, secrétaire général, a annoncé en effet que cette semaine et la semaine prochaine le concile siégerait tous les jours, y compris le samedi, à l'exception du 18, où sera promulgué par le pape, en séance publique, le décret sur la Révélation.

Le concile suspendra ses séances du 20 au 29 pour permettre aux commissions de mettre au point les derniers textes à approuver. Les dernières congrégations générales auront lieu du 29 novembre au 6 décembre.

Le 7 décembre se déroulera la troisième et dernière séance publique, au cours de laquelle le pape promulguera les derniers décrets approuvés. Le lendemain, fête de l'Immaculée-Conception, aura lieu la cérémonie solennelle clôturant "Vatican II".

L'EXPO EN DEVENIR par yves margraff

"Il n'est pas trop tôt", et comment!

Cette réflexion apparaît sur un dépliant que le Bureau d'expansion économique de l'Expo fait tenir aux hommes d'affaires canadiens et étrangers et qui les invite à profiter du grand rendez-vous de 1967 pour étendre leurs relations. Dans l'esprit de tous ceux qui suivent les préparatifs de l'Expo, ce "il n'est pas trop tôt" tombe évidemment sous le sens. D'ailleurs seraient du reste prêts à dire qu'il est presque trop tard!

M. Gerald-Francis-George Hughes, directeur du BEE, a présenté hier ses projets à la presse. Le rôle du Bureau est à la fois fort simple et d'une importance qui n'échappe pas à ceux qui voient dans l'Expo un premier pas vers une future expansion économique de notre pays. Le BEE accueillera, dans un pavillon de cinq à six cent mille dollars financé par l'Association des banques, les hommes d'affaires désireux de se faire de nouvelles relations; il organisera des conférences qui donneront des personnalités canadiennes et étrangères aux visiteurs spécialisés; il facilitera les visites d'industries; il permettra aux banques canadiennes de renseigner les visiteurs étrangers sur les conditions financières du marché canadien. Son rôle n'aura d'autres limites que les légitimes ambitions économiques du Canada.

M. Hughes est bien préparé pour la mission qui lui incombe. Nanti d'une solide formation, ayant acquis une large expérience dans l'industrie canadienne et dans les services commerciaux du Canada outre-frontière, M. Hughes est évidemment au fait de la question. Ces déclarations teintées d'optimisme peint en rose n'ont toutefois pas suffi à quelques chroniqueurs particulièrement intéressés à l'aspect économique de l'exposition universelle de 1967. Les réponses du directeur du BEE auront (par omission, en quelque sorte) attiré l'attention sur une lacune qu'il n'est assurément "pas trop tôt" de combler.

Commencer par le commencement

Le correspondant montréalais de l'agence E.X.A., qui renseigne des publications européennes (dans les pays de la C.E.E. et la Suisse, tout spécialement) s'est notamment enquis des intentions du Bureau d'expansion économique en matière de "facilitation" du mouvement des personnes. Notre confrère J. C. Bourguignon, après avoir fait état de certain "étonnement" manifesté par des hommes d'affaires européens, a demandé à M. Hughes si l'autorité compétente, à Ottawa, avait pris les mesures qui s'imposent pour supprimer, purement et simplement, la formalité du visa que le Canada impose encore. Il ressort de la prudente réaction de M. Hughes à cette question aussi pertinente que constructive que le directeur du BEE est très conscient de cette nécessité et insistera auprès des affaires extérieures et du ministère du commerce pour que le Canada ouvre grande sa porte aux visiteurs qu'ils invitent d'autre part à grands renforts de publicité.

Le même confrère européen, sensible à certaine rumeur voulant qu'éventuellement "on" demande la formation d'une commission d'enquête sur l'administration de l'Expo, sensible surtout à l'effet négatif d'une telle rumeur sur l'opinion étrangère, a aussi demandé si, comme société de la couronne, la compagnie de l'Expo n'avait pas à rendre compte de son administration devant un comité spécial des Communes. Le cas échéant, devait dire, notre confrère Bourguignon, un tel régime rassurerait tout le monde au lieu que les rumeurs de commissions d'enquête en puissance ont automatiquement odeur de scandale ou, au mieux, d'enterrement.

M. Hughes a pris note des questions de notre confrère comme d'autant de suggestions qu'il a qualifiées d'"extrêmement utiles". Le directeur du BEE s'est dit convaincu qu'effectivement il incombe à ses services de s'en préoccuper.



M. Robert Shaw, commissaire général adjoint

On pourrait croire que les conférences de presse quotidiennes sont monotones, que le chroniqueur chargé d'en rendre compte est vite pris de lassitude, voire d'ennui. Ce serait compter sans la diversité de personnalité des hauts fonctionnaires qui répondent aux questions, souvent indiscrètes, des journalistes.

C'est ainsi qu'une rencontre avec le commissaire général adjoint, M. Shaw, prend souvent l'allure d'une discussion, vive parfois. L'adjoint de M. Dupuy, qui ne possède évidemment pas la diplomatie de son illustre patron, semble avoir gardé de son activité dans la grande industrie une méfiance maladroite pour la presse. Et il n'est pas rare de l'entendre répondre en substance à un journaliste qui insiste: "L'estime que c'est bien ainsi... Je continue d'y croire sincèrement..." et autres affirmations tout aussi péremptoires. En sortant de la conférence de presse, on reste sur sa faim, on n'a pas l'impression d'avoir tout appris. Dieu sait pourtant qu'on y aborde de nombreuses questions.

Coca-Cola a perdu tout piteusement

Le commissaire général adjoint a confirmé que la firme Coca-Cola n'a jusqu'ici montré nulle velléité de commanditer l'un ou l'autre des nombreux projets de l'Expo encore à pourvoir. On sait que le grand fabricant d'eaux gazeuses s'est retiré du pavillon de la jeunesse dans lequel il était censé investir \$600.000. Les raisons de ce retrait restent confuses encore que l'on croit savoir qu'elles sont strictement commerciales. "Coke" et l'Expo ne se seraient pas entendus sur les modalités de la vente du produit liquide et pétillant de la

COURS SUPÉRIEUR PRATIQUE d'ORTHOGRAPHE

par correspondance de l'Institut Pratique d'Orthographe de Paris, Agence au Canada — Méthode facile, rapide — Résultat immédiat. Demandez notre PROSPECTUS détaillé contre 25 cents — Envoi discret, sous pli fermé

INSTITUT PRATIQUE D'ORTHOGRAPHE (I.P.O.)
C.P. 938, Station "B", Montréal, P.Q. COUPON

Je désire recevoir, sans aucun engagement de ma part, le PROSPECTUS détaillé — Ci-joint 25c pour frais.

NOM AGE

ADRESSE (Ecrivez très lisiblement s.v.p.)

GAGNEZ UN VOYAGE GRATUIT A LA JAMAÏQUE VIA AIR CANADA ou UN PRIX D'UNE VALEUR DE \$2,500

De l'Acadie près boul. Métropolitain Ville Mont-Royal

Ouvrez le soir Jeudi et vendredi Jusqu'à 9 h. 30

CENTRE D'ACHATS ROCKLAND

Carrefour du bon goût

semaine GO-GO pour la Jamaïque

marque. Pour la jeunesse (62 pour cent de l'humanité, comme l'a souvent dit le commissaire général Dupuy), c'est une mauvaise nouvelle. Quant à la maison Steinberg, qui a offert son aide, elle n'est évidemment pas en mesure de supporter le coût total de l'entreprise. D'ailleurs croient savoir qu'elle serait prête à verser \$100.000 ce qui représente déjà une somme assez coquette. Le don de Steinberg est pourtant lié à d'autres participations.

De Disneyland en Terre des Hommes

La société Walt Disney, a déclaré le commissaire général adjoint, a montré un intérêt enthousiaste pour l'Expo 1967. Les grands spécialistes du "show-exposition" n'ont pas caché que le projet de Montréal les impressionne bien davantage que la Foire de New York.

Ce compliment a tellement plu aux dirigeants de l'Expo, semblait-il, qu'ils envoient en Californie quelques stagiaires triés sur le volet qui iront voir là-bas comment l'on exploite un parc permanent d'exposition.

Nous ne parvenons pas à saisir le bien-fondé de ce stage qui nous apparaît moins essentiel qu'un autre, prévu au Trivoli de Copenhague, pour les futurs administrateurs de la Ronde. Le Trivoli de Copenhague, on le sait, est le "Lunapark" le plus célèbre du monde.

L'Expo ne tient pas à faire un théâtre permanent

M. Shaw a carrément répondu à une question en ce sens qu'il n'était absolument pas question de dépenser un million de plus pour rendre permanent le théâtre qui va se construire sur la jetée Mackay. A une autre question qui cherchait à savoir si la vente du théâtre ne serait pas plus facile, après l'Expo, si la construction était permanente, le commissaire général adjoint a finalement répondu que la chose méritait examen.

On examinera donc (7), au 33ème de la place Ville-Marie, s'il vaut mieux dépenser \$3.500.000 et en récupérer ne serait-ce que la moitié que d'investir \$2.500.000 dans un luxueux hangar dont personne ne voudra ou dont personne ne fera mine de vouloir, à seule fin de l'avoir pour rien!

L'agriculture et les commanditaires

Nous aimerions partager l'optimisme de M. Shaw qui persiste à croire que des industriels canadiens financeront généreusement le secteur agricole qui n'a trouvé jusqu'ici qu'un tiers des fonds nécessaires à sa réalisation.

Le commissaire adjoint a redit que, dès le début, il avait été convaincu que les entreprises commerciales reliées à l'agriculture voudraient être liées au projet. C'est pour cela, a-t-il dit, que le coût du projet n'avait pas été inclus dans les prévisions budgétaires de base, en dépit de l'importance indiscutable de ce secteur dans l'économie canadienne.

Un autre son de cloche

L'Expo accueillera volontiers un projet relatif à l'établissement d'un véritable carillon monté dans un vrai campanile, déclare M. Shaw. Il n'est pourtant pas question, a-t-il ajouté, de déconstruire à la Sun Life de réaliser son projet de carillon électronique.

M. Shaw, qui a un carillonneur dans sa famille (le commissaire général adjoint s'est empressé de dire que son carillonneur de beau-frère n'avait pas été consulté, et pour cause), admet toutefois que les "cloches électroniques", aussi "au point" soient-elles, n'atteignent pas à la qualité artistique des véritables cloches.

M. Shaw, se basant sur les conclusions du comité ad hoc formé par l'Expo pour examiner le projet de la Sun Life, estime que l'établissement d'un carillon véritable et d'une tour adéquate coûterait infiniment plus cher. (On sait que "les amis du Carillon" se sont déjà portés en faux contre cette assertion.) Mais M. Shaw a révélé autre chose qui permet de comprendre, au moins en partie, l'attachement de la Sun Life à son projet "électronique": la compagnie veut transporter l'installation au square Dominion après l'Expo pour y diffuser de la musique à l'époque de Noël.

C'est évidemment une façon... d'assurer son avenir. Mme Lucie de Vienne, présidente du comité des amis du carillon, confiait hier à notre confrère radiophonique "Present" sur les ondes de Radio-Canada, que des pays étrangers ont déjà réagi favorablement à sa proposition relative à l'installation d'un carillon non-électronique, il va sans dire. Mme de Vienne avait en effet proposé que chaque pays participant à l'Expo fasse les frais d'une cloche frappée à ses armes (la variété des dimensions offre des possibilités budgétaires multiples). Des consuls lui ont déjà fait savoir qu'ils étaient favorables à cette idée.

A l'instar de la radiophonie en question, le metteur en ondes eut l'idée, amusante, de faire entendre quelques mesures de musique électronique. Il n'est peut-être pas inutile de préciser (nos distingués spécialistes me contrediront peut-être) qu'un carillon électronique ne fait pas de musique électronique mais reproduit électriquement des sons imitant ceux d'instruments existants, les cloches en l'occurrence. Faire le procès du carillon électronique, qui n'est qu'un ersatz, ne revient pas à condamner la musique électronique qui a inventé un nouvel instrument.

Une visite chez Lucien Saulnier

est un rendez-vous avec l'élégance

D'inspiration européenne nos complets sont façonnés et stylisés entièrement à la main dans notre propre atelier.

Chemises fines et accessoires vestimentaires pour l'homme de goût

credico STATIONNEMENT GRATUIT

Lucien Saulnier

VÊTEMENTS DE CHOIX POUR HOMMES

TAILLEUR et CHEMISIER

PLACE CREMAZIE 387-1511

L'Honorable juge André NADEAU

président de l'Association des Anciens du Collège de Saint-Laurent, est heureux d'inviter tous les Anciens de Saint-Laurent au conventum général annuel,

dimanche prochain, 14 novembre, à 6 h. 30

le bruit de la ville

NOMINATION

La Galerie nationale du Canada vient de nommer M. Jean-René Oustiguy, B.A., de Montréal et d'Ottawa, au poste de Conservateur d'art canadien à la Galerie poste de grande importance pour l'avenir de l'art canadien.

LIVRES

Lundi prochain, aux Éditions du Jour, lancement d'un "Manifeste" de Roussil, avec des commentaires de Claude Jamin; mercredi, aux mêmes éditions, "La Canadienne française et l'Amour", par Pierre Léger. Vendredi, au Club de Réforme de Montréal, lancement par les Éditions Léméac de "Un marquis du Grand Siècle" et de "Intrigues françaises et américaines au Canada 1800-1802".

De leur côté, les Éditions d'Essai ont récemment publié la seconde édition de "Ballades du temps précieux" de Pierre Perreault, avec des illustrations d'Anne Tréze.

horaires des spectacles

THÉÂTRE

PLACE DES ARTS — Le Ballet national — 8.30

COMÉDIE CANADIENNE — Jacques Brel et Danielle Odier — 8h.30

Dim. 7h.30

THÉÂTRE DU GÉNU — "La Locandiera" — 8.30 — Sam. 8.30

Relâche dimanche

THÉÂTRE DE L'ÉGROGORE — "L'Étrange Glapion" — 8.30 — Dim.

8.30, Relâche lundi

THÉÂTRE DE LA PLACE — "Expression 65" (danse, musique et arts plastiques) — 9h.00 — Relâche

lundi

ORPHEUM — W.N. "L'École des femmes" — 8.30 — Dimanche 1.30

Relâche lundi

8.30 — OSM, Matinée pour enfants 3.30

LA FOUDRIÈRE — "Who's afraid of Virginia Wolf" en anglais — 8.00 — Relâche dim.

RIDEAU-VEZ — "Le Tour de cactus" — 8.30 — Dim. 2.30 — 8.30

THÉÂTRE DES SALTIMBANQUES — "Les Nourrices" — Jeu, 8.00, sam. 8.45

MONUMENT NATIONAL — Les Jeunes Comédiens — 8.00

CINÉMA

CINÉMA — "Broken Blossoms" (Griffith, 1919), 6.30 — "La

visage dans la fenêtre" (Kolan, Technicolor, 1963), 9.00

AVENUE — "High Bright Sun" — 1.30 — 8.10 — 8.15

BIJOU — "Les deux violents" — 12.30 — 3.45 — 6.34 — 10.00 — "Pax

de vacances pour les idoles" — 1.00 — 3.05 — 8.27

CANADIEN — "Le Gentleman de Cocody" — 1.20 — 4.20 — 10.20

"Le Jeu de l'assassin" — 12.07 — 1.07 — 6.00 — 8.55

CHAMPLAIN — "Céléphore" — 12.52 — 1.55 — 8.18

CAPITOL — "Once a thief" — 10.15 — 12.10 — 2.45 — 5.00 — 7.30 — 9.50

CINE WEEK-END — "Kwaidan" — Sam. et dim. 8.00

CINÉMA FESTIVAL — "Onibaba" — sam. 7.30 — 8.30; dim. 1.30 — 3.30

5.30 — 7.30 — 9.30

CHATEAU — "L'Éveil de l'amour" — "La

déesse du Rio Beni" — "La femme créa l'amour"

CINÉMA — IMPERIAL — "The Greatest Story Ever Told" — Tous

les soirs, 8.00. Matinées: mer., sam., dim., 2.00 — Dimanche

soir: 7.30

DAUPHIN — "100,000 dollars en sol" — Sam. 7.30 — 9.30 — Dim.

12.35 — 2.50 — 5.10 — 7.30 — 9.50

ELYSEE — "Resnais: Le Bonheur" — Lun. au ven. 7.30 — 9.30

Sam. 1.30 — 3.30 — 5.30 — 7.30 — 9.30 — Éléments: "Thom

mas l'Imposteur" même horaire

EMPIRE — "Le vice et la vertu" — 8.10 — 10.00 — "Le jour et l'heu

re" — 8.10 — 10.00, à partir de 1.00

FRANÇAIS — "L'Éveil de l'amour" — 11.30 — 1.30 — 4.30 — 10.30 — "La

"

LANGUES

M. Chaim Perelman, ancien doyen de la Faculté des lettres et de philosophie à l'Université Libre de Bruxelles, donnera mercredi prochain à l'hôtel Windsor, sous les auspices du Cercle juif de langue française, une conférence intitulée: "Le problème des langues en Belgique".

VERDI-EXPO

Des rumeurs circulent à l'effet que l'opéra de Verdi, *Otello*, sera l'oeuvre choisie pour inaugurer le théâtre de l'Expo. Jo Vickers serait l'interprète principal pour le rôle-titre, avec Louis Quilico dans celui d'Iago. Maureen Forrester serait également de la distribution.

EXPOS

À la Galerie de la Place, exposition jusqu'au 25 novembre de 32 des plus récents tableaux de Léonie Colangelo, 438 Place Jacques-Cartier. À la Galerie Soixante, de mardi prochain au 7 décembre, exposition des huiles nouvelles de Jean Le Febvre, 280 ouest rue Sherbrooke. À Ars Classica, peintures de Denis Allaire et dessins de Pierre Morin. Vernissage mercredi prochain.

Brel: un tour de chant athlétique

par Gilles ROCHETTE

Ce qui frappe le plus dans le tour de chant de Jacques Brel, c'est l'incroyable énergie qu'il y met. Il s'élance sur la scène comme un lutteur dans l'arène. Les chansons nous apparaissent comme autant de "rounds" qu'il remporte l'un après l'autre jusqu'au rideau final.

On connaît depuis longtemps les chansons de Brel. On s'est amusé des "Flamandes" ou on a été touché par sa "Valse à mille temps". Personnellement, j'aime en général ce qu'il fait, qui a au moins le mérite d'être d'un style bien particulier. Il a quelque chose à dire et n'y va pas par quatre chemins.

Cependant sa vigueur, si elle lui permet de prendre son auditoire d'emblée sans jamais

faiblir, finit par nous épuiser. Elle devient presque de l'agressivité. Après un moment, on sent le besoin de reprendre haleine. Les coups de dents aux bigotes, patronnesses et bourgeois nous amusent, mais les oases sentimentales sont trop rares.

Danielle Odier ouvre le spectacle par une douzaine de chansons. Si elle manque encore de métier, cette jeune chanteuse a de belles qualités. Elle vibre et sait transmettre une émotion, mais elle devra se débarrasser d'une certaine timidité dans son comportement en scène pour accrocher vraiment son public. J'ai trouvé que Brel attaquerait peut-être trop la salle comme un adversaire. Danielle Odier, par contre, manque un peu d'audace.

Le Prix du Cercle lundi prochain

C'est lundi prochain 15 novembre qu'aura lieu le grand événement de la saison littéraire à Montréal.

GODBOUT

Mardi prochain, 16 novembre, à 20h.30, l'Office national du film présentera en son auditorium, 3255 Côte de Liesse, quatre courts métrages de Jacques Godbout: "Les Dieux", "Rose et Landry" (avec Jean Rouch), ou les jeunes Africains francophones; "Quelques arpents de neige" (avec Georges Dufaux), première appréhension du Canada par des immigrants; "Paul-Émile Borduas" (avec Georges Dufaux), un portrait du grand peintre canadien.

Tandis que les membres du jury dégusteront un menu gastronomique au restaurant "Chez son père", plus de 500 invités se réuniront au 2ème étage de cet établissement, pour y attendre l'annonce des résultats.

Rappelons qu'il y a 7 manuscrits en finale, ayant pour titres:

"A nous deux", "Ce fameux jardin", "Histoires galantes", "La chèvre d'or", "La patience des justes", "Le passage", "L'itinéraire".

Les sept auteurs, 4 hommes et 3 femmes, se tiendront à proximité, espérant le coup de téléphone annonçant leur victoire.

L'heureux élu se rendra alors "Chez son père" où il sera présenté aux membres du jury, puis, il ira recevoir de la part des microphones et des caméras de télévision, des mains de Monsieur Roger Duhamel, président du jury, le chèque de \$1,000 qui concrétise sa victoire.

Parmi les 7 concurrents, il y en a 4 qui sont déjà connus par la publication de livres ou d'articles, les 3 autres sont inconnus.

Qui sera le vainqueur? C'est ce que nous saurons, lundi 15 novembre vers 14 heures 30.

9e SEMAINE

"La réalisation la plus parfaite que j'aie vue chez eux, jusqu'à ce jour."

LES NOURRICES

de Romain Weingarten
mise en scène
R. Weingarten
LES SALTIMBANQUES
angle Bonsecours et St-Paul
jeu. ven. sam. dim. 8:45 p.m.
Rés. de 4 à 9: 727-4343
Étudiants 1.00 — Adultes 2.00
Samedi 2.00 pour tous

L'ENSEMBLE FOLKLORIQUE NATIONAL CANADIEN

Les Feux-Follets

tendra des auditions pour les danseurs (garçons et filles)
le 14 nov., à 2 h. p.m.
à 2765 rue Desjardins
Pour renseignements: V1. 9-4259

VERDI CINEMA

D'ART ET D'ESSAI
5380, St-Laurent — 277-4800
FESTIVAL DE FILMS RUSSES
8e SEMAINE
Jeudi, 11 novembre
DERNIER SOIR
En couleurs
"AND QUIET FLOWS THE DON"
Love Among the Cossacks
Aussi:
SERYOZHA
(Summer to Remember)
avec Sergi Bondarchuk



EN VEDETTE: Le Café Ritz du Ritz Carlton présente maintenant Vicky Autier dans son sensationnel tour de chant.

4e SEMAINE
BILLET CLASSE 5000
ALÉXANDRE 866-9344

CE SOIR À 8H.15
Parc Richelieu
Venez donc vous amuser à la MECQUE DES PARIEUX! Magnifique "Club House" Service complet. Réservations: 642-7444. Service autobus de la C.T.M. Renseignements: 877-8290.

2e SEMAINE
VADIM & CLEMENT vous invitent!
Première fois avec a-t. anglais
"LE VICE & LA VERTU"
de Roger Vadim
avec Robert Hossein
et Annie Girardot
EN PLUS de René Clément
"LE JOUR & L'HEURE"
avec
Simone Signoret - Stuart Whitman
Le soir à 8h. 10 et 8h. 10
Le dimanche à 1 h. 10

EMPIRE
45, rue Ogilvy, mon. inf. 274-4521

ÉTUDIANTS
Hâtez-vous de réserver!
au Genu
Aujourd'hui: complet
Demain: 7.30 P.M.
Samedi: 8.30 P.M.
"La Locandiera"
de Goldoni
Mise en scène:
Georges Groulx
A. Lachapelle — Guy Provost
F. Roze — J. Lajoussie
C. Boijolot — F. Graton
G. Sanche — R. Roy
RESERVATIONS: 866-5957

CENTRE DRAMATIQUE DU CONSERVATOIRE
au THÉÂTRE NATIONAL
1220 est. rue Ste-Catherine

CHACUN SA VERITE
de Pirandello

Jeudi, 18 novembre
Vendredi, 19 novembre
Samedi, 20 novembre
à 8.30 p.m.

Billets: \$1.50 et \$1.00
au guichet à partir du
15 novembre
521-4751

Un billet gratuit pour chaque
réservation de 10 billets

PLACE DES ARTS
DE RETOUR
A la suite de son retentissant succès de l'an dernier (8 spectacles à guichet fermé)
RÉCITAL LOUIS QUILICO
baryton canadien
de réputation mondiale
OPERA DE PARIS - OPERA DE VIENNE
COVENT GARDEN - BOLCHOI
LE MARDI 23 NOVEMBRE
A 8 H. 30
billets en vente
\$2.00 - 3.00 - 3.50 - 4.00 - 5.00
PLACE DES ARTS
NATURAL 866-9344

"Une éblouissante performance"
A.P. Le Devoir
JEAN-PAUL BELMONDO
dans une film de
Henri Verneuil
3e SEMAINE
CENT MILLE DOLLARS AU SOLEIL
Michel Audiard
Le Doyen
HORAIRE
12.35 - 2.45 - 5.00
7.30 - 9.40
Jeu. sam. dim.
7.30 - 9.30

"BUTTE MONTMARTRE"
Tous les jours, de midi à 2 h. a.m., à la
DE L'ANJOU
la fameuse table d'hôte
comprenant potage, plat garni et dessert
Boudin de la Butte 1.75
Tripes à la mode 1.00
Cul de veau 2.75
Sauté de veau 3.25
Escalopes de veau à l'estragon 3.00
Steak grillé au romarin 3.25
Pilet mijonné grillé 3.25
Bordelaise 3.50
Un cadre original, unique, une excellente cuisine!
L'ANJOU — 1204 DRUMMOND
Soyez prudent, réservez votre table à UN. 6-6668

CCA présente
le réputé pianiste
allemand
wilhelm Kempff
Interprète par excellence du répertoire classique-romantique
LUNDI SOIR,
22 NOV.
Prix (taxe incl.): \$7, \$6, \$5, \$4, \$3, \$2.50
Billets en vente à la Place des Arts: Canadian Concerts, 1822 ouest, Sherbrooke (sous-sol); Ed. Archambault Inc., 500 est. St-Catherine; Jim Charlebois, 2115 est. Jean-Talbot, et 940 St-Denis; Librairie Ducharme, 418 ouest, Notre-Dame, et Renaud-Bray, 5219 Côte-des-Neiges.
Commandes postales: avec enveloppe de retour affranchie à Canadian Concerts & Artists.
Billets d'étudiants (\$1.00) à C.C.A. SEULEMENT.
Réservations par téléphone SEULEMENT à C.C.A. de 7 h. a.m. à 6 h. p.m.
932-2171 — 932-2234

VENDOME PLACE VICTORIA - Tél. 878-1451
1215, 2.45, 5.00, 7.15, 9.30
pas question le samedi
ROBERT KIRSCH
ALEX JOFFE
BILLET ÉTUDIANTS (sauf samedi)
Stella 4664 rue St-Denis
Réservations: 844-1793

tnm L'ECOLE DES FEMMES de Molière
AU THEATRE ORPHEUM — réservations: 845-7149
tous les soirs à 8 h. 30, dimanche à 7 h. 30, relâche le lundi

SAINT-DENIS et Bijou
1906, St-Denis V1. 3-1771
5030, PAPIEREAU 574-1962
Elle l'avait suivi jusqu'au bout de son souffle sur le chemin de la folie
GUY GODIN ANDRÉE LACHAPELLE
JEAN DUCEPPE HENRI NORBERT DENISE PELLETIER JACQUES AUGER
LA CORDE AU COU
Un film de Pierre Patry Scénario et dialogue de Claude Jasmin
2 DERNIERS JOURS
PAS DE VACANCES POUR LES IDOLES
LES DEUX VIOLENTS

le film le plus CASSE COU de JEAN MARAIS
LE GENTILMAN DE COCODY
scénario de CHRISTIAN-JAQUE
NANCY HOLLOWAY
MAGALI NOËL GEORGES RIVIERE - LE JEU DE L'ASSASSIN

CANADIEN PLAZA JEAN-TALON
1204 est. St-Catherine 6505 St-Hubert Jean-Talbot, à l'est de Pie-IX
YOLANDA LISI
Ses chansons — Son trio
ANDRÉ PERRY
Son Trio dansant
BASIL CODOLBAN
Virtuose au Piano
LEURS NOMS VOUS SONT FAMILIERS
VOUS LES AVEZ VUS A LA TELEVISION
OU SONT-ILS MAINTENANT!
630 ouest, Boulevard Dorchester
Stationnement gratuit à l'intérieur
Téléphone 866-9506 Montréal

RADIO-SELECTION

JEUDI — 11 NOVEMBRE

• A 10h.45 du matin, Le Jour du

souvenir.

• A 12h.30, Est-ce ainsi que les

hommes vivent? la guerre.

• A 2h.30, Place aux femmes, In-

vit, Hervé Brousseau.

• A CBF-PM, à 2h.30, Concert

populaire. Au programme, de Rach-

maninov, interprété par Vronsky et

Babin. Thèmes Variations de la

se suite en sol majeur, de Tchaï-

kovsky, dir. Thomas Scherman.

• A 2h.30, Une demi-heure avec

André-Fournier, texte de Marie de

Villiers.

• A CBF-PM, à 4 heures, et à

CBF-AM, à 12 heures, Les Chefs-

d'oeuvre de la musique. Au pro-

gramme, Requiem allemand, G.A-

nerio, avec le Chœur de la Chap-

pelle Sixtine; Exultate jubilate,

de Mozart, avec Elisabeth Schwar-

kopf et l'Orchestre Philharmonique

de Berlin.

• A CBF-PM, à 7 heures, Intégrale

de l'Orchestre de Berlin.

• A 8 heures, Théâtre de poche, A

l'affiche, Le Treizième Arbre, de

Jean Giraudoux.

• A CBF-PM, à 8 heures, Les

Maitres du piano, Arthur Schni-

tz, Jous Haydn et Chopin.

• A CBF-PM, à 9h.30, Concert. Au

programme, Musique de joie et

des Réjouissances d'une noce can-

adienne en France, de Jean Ro-

bert, recital de Lily Louche.

• A CBF-PM, à 10h.30, Atys d'o-

peras interprétés par Nino Vallin.

11 NOVEMBRE
CBFT
9.30 Miro
10.30 Musique
10.45 Le Jour du Souvenir
11.15 Télévision scolaire
11.45 Long métrage
Rafale de la dernière chance
12.30 Téléjournal
1.00 Champs d'automne
1.30 Femmes d'aujourd'hui
1.50 Bobine
2.30 La boîte à surprises
3.00 Les cadets de la forêt
3.30 Les Croquis
4.30 Jeunesse éditée
5.00 Téléjournal
5.30 Nouvelles du sport
6.00 Tous pour un
6.30 Récital
6.50 Téléjournal
7.00 Deux millions de femmes
7.30 Images d'un concours (ONF)
7.45 Téléjournal
8.00 Supplément régional
8.15 Nouvelles du sport
8.30 Dick Powell
CFTM
8.00 Miro - Musique
8.15 Bien l'honneur
8.30 Téléjournal
9.15 Téléjournal
9.30 Téléjournal
10.30 Cinéma
10.45 Miro - Musique
11.15 Téléjournal
11.30 Cinéma
11.45 Miro - Musique
12.30 Cinéma
12.45 Miro - Musique
13.00 Cinéma
13.15 Miro - Musique
13.30 Cinéma
13.45 Miro - Musique
14.00 Cinéma
14.15 Miro - Musique
14.30 Cinéma
14.45 Miro - Musique
15.00 Cinéma
15.15 Miro - Musique
15.30 Cinéma
15.45 Miro - Musique
16.00 Cinéma
16.15 Miro - Musique
16.30 Cinéma
16.45 Miro - Musique
17.00 Cinéma
17.15 Miro - Musique
17.30 Cinéma
17.45 Miro - Musique
18.00 Cinéma
18.15 Miro - Musique
18.30 Cinéma
18.45 Miro - Musique
19.00 Cinéma
19.15 Miro - Musique
19.30 Cinéma
19.45 Miro - Musique
20.00 Cinéma
20.15 Miro - Musique
20.30 Cinéma
20.45 Miro - Musique
21.00 Cinéma
21.15 Miro - Musique
21.30 Cinéma
21.45 Miro - Musique
22.00 Cinéma
22.15 Miro - Musique
22.30 Cinéma
22.45 Miro - Musique
23.00 Cinéma
23.15 Miro - Musique
23.30 Cinéma
23.45 Miro - Musique
24.00 Cinéma
24.15 Miro - Musique
24.30 Cinéma
24.45 Miro - Musique
25.00 Cinéma
25.15 Miro - Musique
25.30 Cinéma
25.45 Miro - Musique
26.00 Cinéma
26.15 Miro - Musique
26.30 Cinéma
26.45 Miro - Musique
27.00 Cinéma
27.15 Miro - Musique
27.30 Cinéma
27.45 Miro - Musique
28.00 Cinéma
28.15 Miro - Musique
28.30 Cinéma
28.45 Miro - Musique
29.00 Cinéma
29.15 Miro - Musique
29.30 Cinéma
29.45 Miro - Musique
30.00 Cinéma
30.15 Miro - Musique
30.30 Cinéma
30.45 Miro - Musique
31.00 Cinéma
31.15 Miro - Musique
31.30 Cinéma
31.45 Miro - Musique
32.00 Cinéma
32.15 Miro - Musique
32.30 Cinéma
32.45 Miro - Musique
33.00 Cinéma
33.15 Miro - Musique
33.30 Cinéma
33.45 Miro - Musique
34.00 Cinéma
34.15 Miro - Musique
34.30 Cinéma
34.45 Miro - Musique
35.00 Cinéma
35.15 Miro - Musique
35.30 Cinéma
35.45 Miro - Musique
36.00 Cinéma
36.15 Miro - Musique
36.30 Cinéma
36.45 Miro - Musique
37.00 Cinéma
37.15 Miro - Musique
37.30 Cinéma
37.45 Miro - Musique
38.00 Cinéma
38.15 Miro - Musique
38.30 Cinéma
38.45 Miro - Musique
39.00 Cinéma
39.15 Miro - Musique
39.30 Cinéma
39.45 Miro - Musique
40.00 Cinéma
40.15 Miro - Musique
40.30 Cinéma
40.45 Miro - Musique
41.00 Cinéma
41.15 Miro - Musique
41.30 Cinéma
41.45 Miro - Musique
42.00 Cinéma
42.15 Miro - Musique
42.30 Cinéma
42.45 Miro - Musique
43.00 Cinéma
43.15 Miro - Musique
43.30 Cinéma
43.45 Miro - Musique
44.00 Cinéma
44.15 Miro - Musique
44.30 Cinéma
44.45 Miro - Musique
45.00 Cinéma
45.15 Miro - Musique
45.30 Cinéma
45.45 Miro - Musique
46.00 Cinéma
46.15 Miro - Musique
46.30 Cinéma
46.45 Miro - Musique
47.00 Cinéma
47.15 Miro - Musique
47.30 Cinéma
47.45 Miro - Musique
48.00 Cinéma
48.15 Miro - Musique
48.30 Cinéma
48.45 Miro - Musique
49.00 Cinéma
49.15 Miro - Musique
49.30 Cinéma
49.45 Miro - Musique
50.00 Cinéma
50.15 Miro - Musique
50.30 Cinéma
50.45 Miro - Musique
51.00 Cinéma
51.15 Miro - Musique
51.30 Cinéma
51.45 Miro - Musique
52.00 Cinéma
52.15 Miro - Musique
52.30 Cinéma
52.45 Miro - Musique
53.00 Cinéma
53.15 Miro - Musique
53.30 Cinéma
53.45 Miro - Musique
54.00 Cinéma
54.15 Miro - Musique
54.30 Cinéma
54.45 Miro - Musique
55.00 Cinéma
55.15 Miro - Musique
55.30 Cinéma
55.45 Miro - Musique
56.00 Cinéma
56.15 Miro - Musique
56.30 Cinéma
56.45 Miro - Musique
57.00 Cinéma
57.15 Miro - Musique
57.30 Cinéma
57.45 Miro - Musique
58.00 Cinéma
58.15 Miro - Musique
58.30 Cinéma
58.45 Miro - Musique
59.00 Cinéma
59.15 Miro - Musique
59.30 Cinéma
59.45 Miro - Musique
60.00 Cinéma
60.15 Miro - Musique
60.30 Cinéma
60.45 Miro - Musique
61.00 Cinéma
61.15 Miro - Musique
61.30 Cinéma
61.45 Miro - Musique
62.00 Cinéma
62.15 Miro - Musique
62.30 Cinéma
62.45 Miro - Musique
63.00 Cinéma
63.15 Miro - Musique
63.30 Cinéma
63.45 Miro - Musique
64.00 Cinéma
64.15 Miro - Musique
64.30 Cinéma
64.45 Miro - Musique
65.00 Cinéma
65.15 Miro - Musique
65.30 Cinéma
65.45 Miro - Musique
66.00 Cinéma
66.15 Miro - Musique
66.30 Cinéma
66.45 Miro - Musique
67.00 Cinéma
67.15 Miro - Musique
67.30 Cinéma
67.45 Miro - Musique
68.00 Cinéma
68.15 Miro - Musique
68.30 Cinéma
68.45 Miro - Musique
69.00 Cinéma
69.15 Miro - Musique
69.30 Cinéma
69.45 Miro - Musique
70.00 Cinéma
70.15

L'univers féminin

La mode israélienne en vogue à Montréal



Le consul et attaché commercial d'Israël, M. Livnat, président hier, à Montréal, le lancement officiel de la Semaine de la mode israélienne qui aura lieu en février prochain à Tel-Aviv, invitant le plus grand nombre possible de Canadiennes à participer à cet événement unique dans le domaine de la mode. Une soixantaine de manufacturiers de tous pays se rencontreront à cette occasion et dévoileront les tendances 1966-67 de la mode automne-hiver. Plusieurs voyages seront organisés à cette occasion, comprenant des séjours de 8 à 15 jours à Tel-Aviv. Notre photo donne un aperçu des modèles créés par les manufacturiers israéliens. On peut obtenir des renseignements supplémentaires à propos de cet événement en s'adressant directement au consulat israélien à Montréal, 1555, rue Mac-Gregor, tél. 837-3837.

As-tu vu mon vieux? Quoi? Notre restaurant français existe encore! Lequel? CHEZ PIERRE. Les travaux de la rue n'ont pas entravé sa renommée. Toujours la même cuisine bourgeoise et même atmosphère.

chez
PIERRE

LICENCE COMPLETE
12h. a.m. à 11h. p.m.
Fermé le dimanche
1263, rue Labelle 842-1590

UN BEAU CADEAU POUR LES FÊTES...

LE LIVRE DE L'AMATEUR DE VINS

par Norbert Got

Très bel ouvrage 6 1/2 x 9 1/2 — Cartes en couleurs
PRIX: Broché \$ 7.75
sous étui toilé \$ 8.25
celle toilée \$ 10.50
supplément de 5% pour frais postaux en dehors de Montréal;
paiement à la commande ou C.O.D.
— Grand Prix 1964 de L'ACADEMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE
et aussi
— Prix du Dr et Mme M. LABBE de L'ACADEMIE DES SCIENCES
DE FRANCE
Deux hautes distinctions qui attestent la valeur de
l'ouvrage de M. Norbert GOT

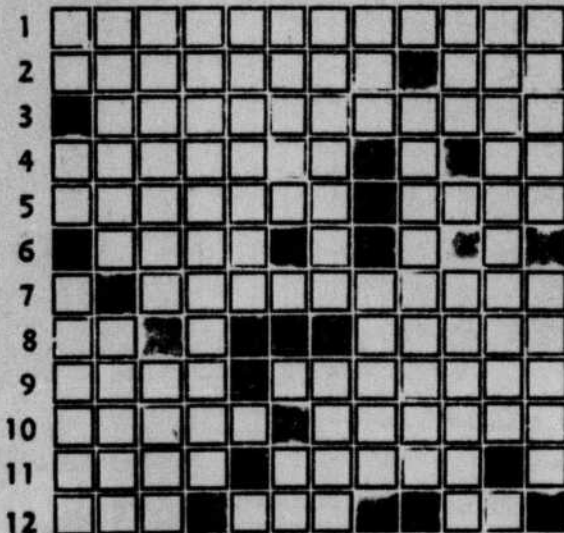
Distributeur exclusif pour le Canada:

AU CEP D'ANJOU

418, Avenue Ogilvy — Montréal 15, P.Q. — Tél.: 278-1324 — 278-1127

Les mots croisés du "DEVOIR"

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



HORizontalement

- 1—Qui contente
- 2—Qui peut arriver — Personnage toujours important pour chacun
- 3—Dernier voyage
- 4—Préfixe médical — Ne s'oxyde pas
- 5—Surpris — Vêtement féminin
- 6—Sans que personne ne sache
- 7—Très vive
- 8—Évite une répétition — Airs
- 9—Endroit où coucher — Faisant une gageure
- 10—Précédemment — Consacrée
- 11—Boisson de base — Manières détournées
- 12—Pluriel verbal — Appel de détresse — Dans

VERTICALEMENT

- 1—Pronom — Voyelles — Chanta tout l'été dans la fable
- 2—Prévenu — Sofa
- 3—Prenons le risque de — Ne dévoile pas
- 4—Avec force
- 5—Os de la poitrine
- 6—Grande colère — Grecque
- 7—Dispersion d'un liquide dans un gaz — Excès

- 8—Sa surface est variable — Dieux anciens chez les Romains
- 9—Remplace le beurre
- 10—Habitant — Sotte
- 11—Malgré
- 12—Amène une hiérarchie — Agir en justice

Solution d'hier

- 1—PROTESTATION
- 2—REMINISCENCE
- 3—EVE — OFFRANT
- 4—DET — NF — EON
- 5—CLE — BEBE
- 6—CORNEE — RV
- 7—EPEE — MATINEE
- 8—SI — GRE — EMU
- 9—SURLIENDEMAIN
- 10—EMOI — TU — OGRE
- 11—ELLE
- 12—RE — EMILIE — UN

- 1—PREDECESEUR
- 2—REVE — OPIUM
- 3—OMETTRE — RO
- 4—TI — NEGLIGE
- 5—NONCE — RE
- 6—EFFLEMENT
- 7—TSF — DUEL
- 8—ACRE — OTEE — LI
- 9—TEA — IMMOLE
- 10—INNEE — NUAGE
- 11—OCTOBRE — IR
- 12—NE — NEVE — NEON



Madame Fernand Bolduc, présidente du comité féminin, à gauche, et Mlle Birdie Wasserman, présidente de la publicité pour le Congrès annuel de la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec qui aura lieu les 12 et 13 novembre à l'hôtel Chantecler, Ste-Adèle, P.Q. Madame Bolduc est à l'emploi des Immeubles Faust et Mlle Wasserman est courtier en immeubles. La Corporation comprend tous les membres des Chambres d'immeuble de la province de Québec.

Le gouvernement français interdit aux femmes de porter des souliers qui abiment les parquets

Le décret du gouvernement français qui interdit aux femmes de porter des souliers à talons stiletto dans les musées et ambassades, afin de protéger les parquets anciens et précieux, s'est révélé puissant comme influence vestimentaire dans le domaine de la chaussure. Actuellement, les souliers à talons bas constituent le dernier cri sur la scène vestimentaire parisienne. Selon les dessinateurs-boutiers de la capitale de la mode, rien ne saurait donner une allure plus désuète à la femme que de porter des talons hauts durant la journée.

Le fait que les Françaises aient consenti à mettre de côté les escarpins à hauts talons est considéré comme une mode révolutionnaire, a déclaré le directeur du salon de la chaussure chez Christian Dior. Selon les normes actuelles, le talon stiletto semble aussi peu approprié pour

accompagner le costume tailleur, qu'une robe du soir portée le matin", a-t-il commenté. Les gros souliers et modèles oxford, actuellement très en demande, étaient autrefois strictement réservés à ux gouvernantes anglaises d'un certain âge. Aucune Française de moins de 70 ans n'aurait songé à se chauffer de la sorte. C'est alors que certains courtiers exerçant une grande influence, comme Balenciaga, Saint-Laurent, les experts de la maison Dior et le botier à la mode Roger Vivier, présentèrent un nouveau concept de la chaussure.

Ils réussirent à convaincre les femmes qu'il est plus élégant de marcher que de se dandiner, et plus prudent, de pouvoir avancer sans trébucher. Les adolescentes ont une prédilection pour l'escarpin "Baby Doll" et "Mary Jane" avec lanières croisées ou courroie à la cheville. Ces modèles sont aussi portés par des femmes qui n'ont plus 20 ans. Le courtier Louis Feraud présente des souliers à talons plats réalisés en cuir verni de teintes spectaculaires, dont le rouge, le jaune, le ton orange. Les souliers blancs, réservés de tradition à la saison d'été, deviennent une nouveauté pour l'hiver. Ils sont présentés comme suite logique aux fameuses bottes blanches, une création André Courrèges.

La couture chez soi



9434

La tunique classique pour votre fille, mais cette fois, pourquoi ne pas la couper en velours chatoyant pour Noël par exemple, ou dans un très joli corduroy que vous accompagnerez d'une blouse de coton, satin ou soie.

Le patron imprimé no 9434 est offert pour les tailles 6, 8, 10, 12 et 14 ans.

La grandeur 10 exige 2 1/2 verges de tissu de 35 pouces de largeur, pour la tunique et 1 1/4 verge de 35 pouces pour la blouse.

Ce patron est en vente au prix de \$1.00 au Service des Patrons, Le Devoir, 434 est, rue Notre-Dame. Les commandes doivent être faites par écrit, très lisiblement, avec mesures et numéro exacts, en ayant soin d'inclure un bon de poste.

CELLIER DE BACCHUS

RAMADA INN

RÉSERVATIONS: 748-7771

6110 Ch. Côte-de-Liesse

Série 21, bout. Métropolitain vers Dorval

dans votre panier à provisions



Les pommes font les manchettes ce mois-ci. On prévoit une récolte d'environ 21.500.000 boisseaux. C'est au Québec que la production a été la plus forte.

Connaissez-vous les différentes variétés de pommes que l'on peut trouver au Canada. Selon la région où vous habitez, certaines variétés vous sont plus familières que d'autres, mais n'ayez crainte d'expérimenter les moins connues: l'Ouest produit la Délicieuse, la Winesap et les Beautés de Rome. L'Est

vous offre la McIntosh, la Cortland, la Spy, la Fameuse et la Gravenstein.

La marque de catégorie est un indice de qualité. Le plus souvent, vous verrez des pommes classées Canada de fantaisie. De temps à autre, vous en remarquerez quelques-unes classées Canada commerciale ou "C".

Au moment de l'achat, examinez les fruits et assurez-vous qu'ils sont fermes, brillants, propres et bien colorés.

Chaque pomme a son usage

Procurez-vous la variété de pommes la plus apte à l'usage que vous voulez en faire. Désirez-vous des pommes que vous dégusterez nature, à l'heure de la collation, au lunch ou comme dessert avec

Parlant devant l'Association des fabricants de produits chimiques, il a noté que ce nouveau produit pourra être traité plus facilement dans les usines d'épuration des eaux-vannes. Le LAS offrira tous les avantages dont bénéficie déjà la ménagère aujourd'hui, mais

un nouveau fer appelé, "la presse à main". Le petit fer électrique se vend environ \$3.30. Il est destiné à presser pantalons et jupes.

A l'europpenne

La section des consommateurs du ministère de l'agriculture vous propose aujourd'hui la tarte aux pommes à l'europpenne, beaucoup plus riche que la nôtre, et différente.

TARTE AUX POMMES À L'EUROPÉENNE

- 1 abaisse de tarte de 9 pouces
- 1/2 tasse de sucre
- 1 c. à table d'amidon de maïs
- 1/2 c. à thé d'épices à pâtisseries ou de cannelle
- 5 tasses de pommes tranchées
- 2 oeufs battus
- 1/2 tasse de crème à fouetter

Garniture

- 1/2 tasse de farine à tout usage tamisée
- 1/4 tasse de cassonade
- 1 c. à thé d'épices à pâtisseries ou de cannelle
- 1 tasse de beurre

Préparer l'abaisse, en fonce l'assiette et faire cuire 10 minutes dans un four chaud de 400° F. Mélanger le sucre, l'amidon de maïs et les épices. Saupoudrer 2 c. à table de ce mélange sur la croûte de tarte partiellement cuite. Ajouter le reste du mélange aux pommes. Disposer les pommes sur la croûte de tarte et verser dessus le mélange d'oeufs et de crème.

Préparer la garniture en mélangeant la farine, la cassonade et les épices. Couper le beurre dans le mélange jusqu'à ce que le tout ressemble à de la chapelure grossière. Saupoudrer sur les pommes et faire cuire dans un four de 350° F. jusqu'à ce que les pommes soient tendres, 35 à 40 minutes. 6 portions.

RENEE R.

une pointe de fromage? La Cortland, la Délicieuse, la Spy, la Fameuse et la McIntosh feront l'affaire.

Vous voulez des pommes pour la cuisson? Elles doivent être fermes, tendres, plumeuses. Choisissez la Winesap, la Beauté de Rome, la Spy, la Gravenstein et la Cortland qui gardent leur forme même sous une longue cuisson. Recherchez-vous la pomme "tout usage", que vous pourrez manger ou cuire? La McIntosh, la Cortland, la Lobo, la Délicieuse et la Spy constituent de bons achats.

95 ans après...

Parlant pommes, Mme Gertrude Givens, 85 ans, d'Orillia, en Ontario, a découvert récemment, dans les racines de sa cave, un pot de conserve de pommes étagées "1870". Sa curiosité et sa gourmandise n'ont pas su résister davantage et elle a ouvert le pot pour se rendre compte que le produit était encore en parfait état. "On savait comment faire des confitures dans le bon vieux temps, dit-elle, et quel sucre!" Pour fêter l'événement, tous les voisins ont été invités à venir goûter aux pommes "une toute petite cuillerée pour chacun". L'étiquette indiquait également que les conserves avaient été faites avec les premières pommes cueillies sur la ferme familiale.

Un produit nouveau

M. John C. Lockwood, président de Lever Brothers, vient d'annoncer que les fabricants canadiens de détergents offriront, vers la fin de l'an prochain, un produit tout à fait nouveau destiné à réduire la pollution des eaux.

EN UN CLIN D'OEIL VOUS SILLONNEZ LES MERS DU SUD!

KON TIKI

LE RESTAURANT POLYNÉSIE

DU

SHERATON MONT-ROYAL

Le décor est tropical à souhait, la cuisine polynésienne est un chef-d'œuvre d'exotisme, une visite au Kon-Tiki, c'est un voyage dans une assiette! Si vous n'êtes pas voyageur, la Broche vous offre un grand choix de plats français. Autres suggestions aventureuses, un repas au Hut Café et des coquelets au Métro Bar. Quel que soit votre désir, le Sheraton Mont-Royal saura le satisfaire — parfaitement.

HÔTEL SHERATON MONT-ROYAL

Pour vos réservations, veuillez appeler: Victor 2-7777

CINZANO

sec-importé de France



doux-importé d'Italie

CINZANO



Madame Raymond Levac, organisatrice du défilé de modes qui sera présenté mardi, le 16 novembre, à 8h.30 p.m., au Club Renaissance. Ce défilé est sous la présidence d'honneur de Mme Daniel Johnson.

Les quintuplés Lawson progressent normalement

AUCKLAND, N.-Z. — Les quintuplés Lawson, les bébés les plus célèbres de Nouvelle-Zélande, sont maintenant bien installés dans une maison offerte spécialement à leur intention. Les parents et un personnel dévoué s'occupent des cinq enfants qui se portent de mieux en mieux.

Dix semaines après leur naissance, à l'hôpital de la maternité d'Auckland, les bébés furent transportés dans leur nouvelle demeure. Mais, durant ces premières semaines, ils sont restés sous les soins d'une équipe de médecins et d'infirmières.

PENSEZ DISTINCTION... DITES "FASCINATION"



Classique: la bague et le jonc Fascination (or 18 carats). Prix courant \$362.00 Prix C.M. \$181.00



Nouveau: Bague Fascination encastrée dans le jonc. L'ensemble: Prix courant \$420.00 Prix C.M. \$210.00



Douceur: la bague Fascination et le jonc (or 18 carats). Prix courant \$362.00 Prix C.M. \$181.00

PARTICIPEZ AU GRAND CONCOURS DE NOËL. Prix spécial de \$1,000.00 en argent réservé aux finisseurs. C.M. LE MAGASIN D'ESCOMPTÉ DE DISTINCTION.

LES IMPORTATIONS C.M. 8225, BOUL. ST-LAURENT MONTRÉAL 11, QUE. TEL: 399-8081 entre les rues Jarry et Guizot. Heures d'ouverture: 9.30 a.m. à 6.00 p.m. jeudi et vendredi ouvert jusqu'à 9.30 p.m.

Lendemain des élections en Ontario

Le N.P.D., parti ouvrier et les Tories, parti rural

de notre correspondant particulier, Mario CARDINAL

TORONTO. — "J'ai été défait par les syndicats. Les votes qui ont été donnés à M. Gilbert ne sont pas des votes de protestation. Le lien étroit qui existe entre les syndicats et le NPD dans Toronto commence à donner des résultats". En s'exprimant ainsi, lundi soir, David Hahn faisait preuve de réalisme. Défait dans Broadview par l'un des quatre nouveaux députés néo-démocrates de Toronto, le libéral David Hahn devançait une évidence à laquelle les analystes des vieux partis devront bien se rendre compte aujourd'hui : le Nouveau parti démocratique est devenu, en Ontario, le parti de la classe ouvrière tout comme le parti conservateur a été confirmé dans son rôle de parti du milieu rural.

Le NPD à Toronto

Le Nouveau parti est devenu le parti de l'opposition à Toronto et dans la région métropolitaine. Il a fait élire quatre députés et ses candidats se sont classés deuxième dans trois autres circonscriptions. En outre, il est apparu comme une puissance politique remarquable dans un certain nombre d'autres comtés à population ouvrière, tels qu'Ontario, où le candidat néo-démocrate Hodges a reçu 18,250 votes contre 19,750 pour le libéral Vipond et 22,700 pour le conservateur Starr.

Pour la première fois de son histoire, le NPD a recueilli plus de votes que les conservateurs dans la région métropolitaine de Toronto, obtenant 29,5 p.c. du vote populaire. Le NPD a reçu 279,450 votes — 61,5-0 de plus qu'en 1963 — contre seulement 261,000 pour le parti conservateur qui n'a pu faire mieux que se classer premier dans un seul comté — Ontario — et deuxième dans 13 des 21 circonscriptions.

Les quatre comtés qui ont élu des candidats néo-démocrates ont une forte population ouvrière. Greenwood, qui a élu Andrew Brewin avec une

majorité accrue (4,717 contre seulement 2,200 en 1963) est situé dans la partie est de la ville de Toronto et touche le port et le lac Ontario. Danforth qui a aussi élu le député néo-démocrate Reid Scott est voisin de Greenwood et s'étend à l'est, sur une distance de quelques milles le long du lac. Jusqu'au comté de York Scarborough qui a donné, pour sa part, 7,000 votes de plus au candidat du NPD Edward Phillips (33,269 en 1965 contre 26,844 en 1963). La majorité de M. Scott dans Danforth a également été augmentée, et de façon considérable : élu par 202 voix de majorité en 1963, M. Scott a obtenu une majorité de 8,593 voix lundi dernier.

La circonscription de Broadview, qui a, lundi, passé de l'allégeance libérale à l'allégeance néo-démocrate, a donné une majorité de 1,443 à M. John Gilbert. Ce dernier a recueilli 8,211 votes, soit près de 3,000 de plus qu'en 1963, alors qu'il s'était classé troisième, derrière M. Hahn et le conservateur Glen Day. La victoire de M. Gilbert est d'autant plus remarquable que Broadview — ancien comté de M. Hees à l'époque où il était ministre

dans le cabinet Diefenbaker — avait voté conservateur depuis la Confédération lorsqu'il a élu M. Hahn en 1963. Broadview est également situé le long du port et voisin de Greenwood, à l'ouest. Sa population est en très grande majorité ouvrière.

Enfin, le comté de York sud, qui a redonné à David Lewis à peu près la même majorité qu'il lui avait accordée en 1962, (3,678 en 1963 et 3,654 lundi) comporte aussi une forte concentration ouvrière dans sa partie sud. M. Lewis est très conscient de l'appui que lui ont donné les ouvriers. Lundi soir, encore tout à la joie de sa victoire, il disait : "Je suis maintenant élu pour la vie. Avec la nouvelle carte électorale, la partie bourgeoise de mon comté sera rattachée à une autre circonscription".

Cette confiance du NPD en l'appui de l'ouvrier s'est aussi manifestée dans la campagne qu'a faite M. Harding Bishop dans Rosedale. Cette circonscription comprend, au nord de la rue Bloor, les éléments les plus aristocratiques de Toronto, et dans sa partie sud, une classe de gens très modeste. Ce qui faisait dire à M. Bishop quand il faisait du porte en porte au sud de la rue Bloor : "Votez pour moi. Car j'aurai bien peu de votes au nord de Bloor". M. Bishop n'a obtenu que 4,500 votes contre 9,700 pour le vainqueur, le libéral MacDonald qui a fait une campagne de "coffee-parties" au nord de Bloor.

Il est remarquable, d'ailleurs, que dans les circonscriptions les plus bourgeoises du Toronto métropolitain, dans Eglinton par exemple, le candidat néo-démocrate s'est classé troisième, loin derrière le libéral et le conservateur.

Le NPD dans la province. Dans l'ensemble de l'Ontario, le NPD a également amélioré ses positions dans les villes cependant que le milieu rural a continué de le boudier. Les trois principaux centres miniers de la province ont élu des députés néo-démocrates.

Dans Timiskaming, où les observateurs considéraient Arnold Peters en danger, le vote néo-démocrate a été plus considérable qu'en 1963. M. Peters a obtenu une majorité de 4,200 voix contre seulement 593 en 1963. Situation identique dans Timmins où Murdoch Martini n'avait obtenu que 860 voix de majorité en 1963. Cette année, malgré une visite de M. Pearson dans le comté, malgré la personnalité de son adversaire libéral Elmer Smith, conseiller municipal et bilingue (il y a beaucoup de Canadiens français dans la région), M. Martini a porté sa majorité à plus de 3,600 voix.

Congrès des courtiers en immeubles

Le sous-ministre du revenu, M. Robert Després, prononcera une conférence sur le régime des rentes au congrès de la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec, samedi à Ste-Adèle. Le congrès commence ce soir. On y traitera de la vente, du financement, des immeubles industriels, de l'évaluation et de la location commerciale. M. Pierre Sévigny, ancien ministre associé de la défense dans le gouvernement conservateur, prononcera lui aussi une conférence sous le titre "un pays, deux cultures".

Dans Nickel Belt, le NPD a réussi à surmonter un déficit de plus de 6,000 voix pour faire élire son candidat avec une majorité de 600 voix. La victoire de Norman Fawcett est d'autant plus impressionnante que l'ex-député libéral Orlan Godin aurait dû avoir la sympathie des Canadiens français et que le comté était demeuré libéral malgré la vague conservatrice de 1958. Dans plusieurs autres centres miniers, les candidats néo-démocrates ont fait belle figure, se classant deuxième, dans bien des cas. Dans Algoma-Ouest, M. Erhart Regier est à quelque 2,300 voix du vainqueur. Dans Sudbury, le néo-démocrate Gurma a coupé la majorité libérale par près de 5,000 voix.

Dans les grandes villes industrielles, le NPD a également renforcé ses positions. Dans Hamilton-Est, par exemple, de troisième qu'il était en 1963, le candidat néo-démocrate s'est avancé au deuxième rang, plus de 1,500 votes devant le conservateur. Dans Hamilton-Sud, le député néo-démocrate William Howe a porté sa majorité de 1,363 votes à 3,120. Dans London, le candidat NPD a recueilli 1,100 voix de plus qu'en 1963, malgré la campagne personnelle qu'a faite le premier ministre Roberts en faveur du député conservateur Irvine.

Les néo-démocrates, il est vrai, ont perdu le comté industriel de Port-Arthur, détenu depuis 1957 par Douglas Fisher, qui avait cultivé le culte de la personnalité au point de l'électeur oubliant presque le parti qu'il représentait. En revanche, le NPD a considérablement amélioré ses chances dans la circonscription voisine de Fort-William où son candidat Charles Grant s'est approché à moins de 3,500 voix du député libéral.

Les conservateurs en perte de vitesse

L'appui populaire accru qu'a obtenu le NPD en Ontario, il l'a surtout arraché au parti conservateur qui en est presqu'au point de chute.

Avant l'élection de lundi, la force des Tories se trouvait dans le sud-ouest, leur cœur électoral dans Toronto. Or, dans la capitale, ils ont été lamentablement, ne sachant que le siège d'Ontario où M. Michael Starr a fait une campagne personnelle (slogan : Starr, a nice guy). Et dans le sud-ouest, où ils détenaient un bloc de 19 sièges se touchant les uns aux autres, ils en ont perdu trois aux libéraux : Middlesex-Est, Waterloo-Nord et Elgin. En perte de vitesse dans les villes, le parti conservateur s'est raffermi dans certaines régions rurales de l'Ontario, dans les comtés du Lac Simcoe et vers le sud-ouest, jusqu'aux trois comtés d'Essex. Les conservateurs ont également amélioré leurs positions dans les riches circonscriptions rurales du sud-est : ils ont accru leur majorité dans Hastings-Frontenac et Prince-Edward-Lennox, l'ont à peu près maintenue dans Grenville-Dundas et Lanark et ont arraché trois comtés aux libéraux : Hastings-Sud et Northumberland dont 20,000 des 25,000 électeurs habitent la campagne.

La situation numérique des partis politiques fédéraux en Ontario a très peu changé : les libéraux ont 51 députés au lieu de 52, les conservateurs, 25 au lieu de 26, et les néo-démocrates, 9 au lieu de 7. Mais onze comtés ont changé d'allégeance : les libéraux ont enlevé Peterborough, Middlesex-Est, Waterloo-Nord et Elgin aux conservateurs et Port-Arthur aux néo-démocrates ; les conservateurs ont conquis Carleton, Hastings-Sud et Northumberland aux dépens des libéraux et le NPD a arraché trois comtés aux libéraux : Broadview, York-Sud et Nickel Belt. A la lumière de ces changements et du partage des votes dans l'ensemble de la province, il est permis de conclure que l'ouvrier ontarien devient de plus en plus socialiste, l'agriculteur, conservateur et le petit bourgeois, libéral jusqu'au conformisme.

Vers une détente Chili-Argentine

SANTIAGO DU CHILI. — La tension provoquée au Chili par l'incident frontalier qui, pour la première fois dans les relations entre le Chili et l'Argentine, a entraîné la mort, samedi dernier, d'un policier chilien et la capture de trois autres par les gendarmes argentins est en voie de se relâcher. Les conversations directes de gouvernement à gouvernement ont été rétablies, le corps du lieutenant tué et deux des trois policiers détenus en Argentine ayant été rendus au Chili. Des instructions sont sur le point d'être données de part et d'autre aux représentants des deux pays à la commission mixte frontalière pour qu'ils se rendent dans la région de la "Laguna du désert" où l'incident s'est produit.

La chancellerie chilienne n'en étudie pas moins l'éventualité de saisir la conférence interaméricaine de Rio qui doit se réunir dans huit jours.

La consignment des troupes chiliennes est effective dans tout le pays, mais, seuls 180 carabiniers de l'école des sous-officiers ont été envoyés sur place. Des forces de police importantes protégeaient hier l'ambassade d'Argentine et les consulats dans les provinces.

Démissions massives au "Quartier Latin" et à l'AGEUM; les "socialistes" reforment leurs rangs dans le journal "Campus libre"

par Réal PELLETIER

Deux démissions à l'exécutif de l'AGEUM, démission en bloc au "Quartier-Latin", fondation d'un deuxième journal étudiant non-âgeumiste voué au socialisme : les étudiants de l'université de Montréal vivent ces jours-ci leur période d'effervescence saisonnière, à la différence cette année qu'on retrouve sur la scène un noyau compact d'étudiants qui se disent volontiers "socialistes révolutionnaires".

Depuis trois jours, il s'est produit sur le campus : 1) la démission du secrétaire général et du vice-président aux affaires publiques de l'AGEUM, MM. Michael McAndrew et Louis Legendre, qui ont accusé le président de l'association, M. Michel Pelletier, de ne pas avoir joué son rôle de chef syndical et de paralyser l'organisme; 2) un vote de "réprobation" — 30 voix contre 10 — en assemblée générale spéciale de l'AGEUM dirigé contre le directeur du "Quartier-Latin", M. Jacques Elliott; vote à l'appui duquel on a invoqué entre autres "l'idéologie unique" du journal, le comportement du journal à l'égard de personnalités comme MM. Wagner et Lesage, l'insistance à traiter de la question du Vietnam, la mise en péril des grands objectifs étudiants comme la gratuité scolaire par la prédication d'une doctrine dont la population — "qui va nous donner la gratuité scolaire" — ne veut pas, l'irréalisme de ses rédacteurs envers les problèmes réels du Québec d'aujourd'hui, la mauvaise qualité de l'information publiée dans le journal;

3) la démission, consécutive à ce vote, du directeur du journal, de ses principaux adjoints, et de toute l'équipe; 4) l'arrêt provisoire de la publication du "Quartier-Latin" et la parution, ce matin, d'un numéro-pilote de "Campus libre", journal socialiste d'inspiration marxiste auquel collaboreront entre autres les deux démissionnaires de l'exécutif de l'AGEUM, plusieurs démissionnaires du "Quartier-Latin", et quelques autres étudiants dont M. Richard Guay, ancien vice-président de l'Union générale des étudiants du Québec.

La réunion spéciale du conseil d'administration de l'AGEUM mardi soir a été la plaque tournante de cette nouvelle orientation des événements sur le campus.

Quinze jours après l'autodafé du "Quartier-Latin" par des étudiants de Polytechnique, les représentants officiels de ces derniers ont soumis à l'assemblée une résolution qui se lit comme suit :

"Attendu que Monsieur le directeur du "Quartier-Latin" a manqué à ses devoirs de journaliste étudiant :

1) en faisant de l'ensemble du journal des étudiants de l'université de Montréal le porte-parole d'un seul mouvement idéologique, au lieu de laisser cette action à la page éditoriale; 2) en compromettant l'efficacité de la collectivité étudiante dans ses grands combats sociaux en se rabaisissant à des conflits de personnalité plutôt qu'en dénonçant les gestes eux-mêmes; 3) en affichant une attitude négative et irréaliste en face des problèmes sérieux que doit affronter le Québec d'aujourd'hui au lieu de reconnaître que même dans les structures de la société actuelle il peut parfois s'y faire quelque chose de bien.

Il est proposé par M. Goulet (Poly) et secondé par M. Jean Legault que le conseil d'administration de l'AGEUM réprovoque ledit directeur du "Quartier-Latin".

Ont voté contre la résolution, dans l'ordre des résultats enregistrés, le président de l'AGEUM, les deux représentants de psychologie, un représentant de sciences sociales, les trois représentants de lettres, et trois autres membres de l'exécutif de l'AGEUM.

Ont appuyé la résolution les deux délégués d'architecture, deux de sciences religieuses, quatre de sciences, cinq de polytechnique, trois de médecine, quatre des Hautes études commerciales, un de droit, trois de lettres, un de philosophie, un de pharmacie, un de chirurgie dentaire, un de philosophie, ainsi que les trois délégués de droit. En médecine, les représentants avaient pris soin de faire un référendum auprès des étudiants de la faculté avant d'appuyer la motion. Plusieurs autres partisans, dans d'autres facultés, ont dit avoir été mandatés par leur comité de régie pour voter comme ils l'ont fait.

Il était clair, dès les premières minutes du débat qui a duré environ trois heures, que les jeux étaient faits en faveur de la résolution. Mais les "procureurs de la Couronne" — Polytechnique, HEC et droit en particulier — n'ont pas manifesté l'agressivité à laquelle s'attendait la foule nombreuse venue assister à la réunion, au centre social des étudiants.

Plusieurs — les délégués de droit en particulier — ont même souhaité que la résolution ne soit pas interprétée par l'assemblée comme un ordre de démissionner au directeur du journal, mais plutôt comme un "avertissement", comme une invitation à "mener les combats prioritaires", — gratuité scolaire, campagne de sang de la Croix-Rouge et Prêt d'honneur — devant reprendre le délégué des HEC.

Mais cet effort a fait long feu. Il était clair dans la majorité des esprits — à commencer par le directeur du QL, ainsi que pour plusieurs délégués, des membres de l'exécutif et l'ancien président de l'AGEUM, M. Michel Vaillancourt — que la résolution ne laissait pas le choix à l'équipe.

La thèse de l'accusation en fait exprimait davantage le refus de l'esprit général du journal plutôt que des griefs précis,

La 9e conférence sur les affaires internationales s'ouvre à McGill

La neuvième conférence annuelle sur les affaires internationales, organisée par l'Association des étudiants de l'université McGill, s'est ouverte hier soir en présence de quelque 200 participants, étudiants et professeurs d'une quarantaine d'universités canadiennes et américaines.

La conférence qui se poursuivra jusqu'à samedi soir, porte sur les "nouvelles dimensions de la guerre et de la paix sur la scène afro-asiatique". On y examinera les implications domestiques et internationales des conflits internes qui bouleversent présentement les pays d'Asie et d'Afrique.

Ce thème central a été divisé en cinq sous-thèmes, chacun comportant un exposé principal suivi d'un travail en commissions.

Les participants ont entendu hier soir, à la séance inaugurale, une conférence du Dr Lucian W. Pye, du Massachusetts Institute of Technology. Professeur de sciences politiques comparées et auteur de plusieurs ouvrages sur les problèmes du Sud-Est asiatique, M. Pye a consacré son exposé aux "sources de l'instabilité politique dans les pays du bloc afro-asiatique".

Ce thème sera repris cet avant-midi au cours de séances de discussion qui se tiendront dans un hôtel de la métropole.

La conférence des étudiants de McGill abordera cet après-midi le problème de la "violence politique" et changements sociaux". C'est un autre professeur américain qui a été chargé de présenter le sujet. Il s'agit de M. Samuel P. Huntington, professeur à l'université Harvard.

En soirée, on s'interrogera sur "les visées soviétiques et chinoises sur les pays du tiers monde". Les conférenciers seront MM. William E. Griffith et John H. Kautsky, tous deux attachés de recherches au centre d'études internationales de M.I.T.

Vendredi, une table ronde, réunira MM. Rupert Emerson, de l'université Harvard, Charles Burton Marshall, du département de politique étrangère à l'université Johns Hopkins, et James M. Mimif, com-

mentateur radiophonique canadien. Il sera question de "l'Occident devant les révolutions afro-asiatiques".

La dernière partie de la conférence portera sur les "perspectives du maintien de la paix dans le monde", sujet que présentera le professeur Lincoln Bloomfield, également du M.I.T.

Au banquet de clôture, samedi soir, M. John W. Homes, directeur de l'Institut canadien des affaires internationales, parlera du "Canada face au pays du tiers monde".

Fondée en 1957, la conférence annuelle des affaires internationales de McGill vise à promouvoir une meilleure compréhension des événements contemporains sur la scène mondiale, notamment par le moyen d'échanges et de discussions entre étudiants et professeurs universitaires.

L'an dernier, la conférence avait porté sur la paix mondiale et le désarmement.

La VOIX DES FEMMES réclame l'admission de la Chine à l'ONU

L'Organisation des Nations unies devant se prononcer prochainement sur l'admission de la Chine populaire aux Nations unies, la VOIX DES FEMMES du Canada a fait tenir hier au représentant du Canada, M. Paul Martin, le télégramme suivant :

"Une fois de plus la VOIX DES FEMMES du Canada demande avec instance que le Canada vote en faveur de l'admission de la Chine populaire aux Nations unies".

Le télégramme est signé des membres suivants :

Kathleen MacPherson
Thérèse Casgrain
Guylaine Laurendeau
Jeanne Duval
Anne Gertler
Maggie Searns
Nancy Pocock
Ella Manuel
Ursula Franklin
Corinne Hagon
Marcelle Vanasse.

mais un refus qui, si on en juge par l'assemblée, semblait largement partagé. Les quelques références précises apportées à la facture du journal se sont souvent perdues dans le détail, quand ce n'était pas le ridicule.

On en a eu l'exemple lorsque le délégué de Poly a parlé des titres en lettres "rouges" du journal. "Honte !", a rétorqué l'assemblée avec amusement.

Une déléguée de droit pour sa part a peut-être exprimé le sentiment le plus général des étudiants en soulignant qu'on pouvait déceler dans l'ensemble du "Quartier-Latin" une tendance indécidable qui "conduisait à prendre les armes, aller dans la rue et descendre les gens".

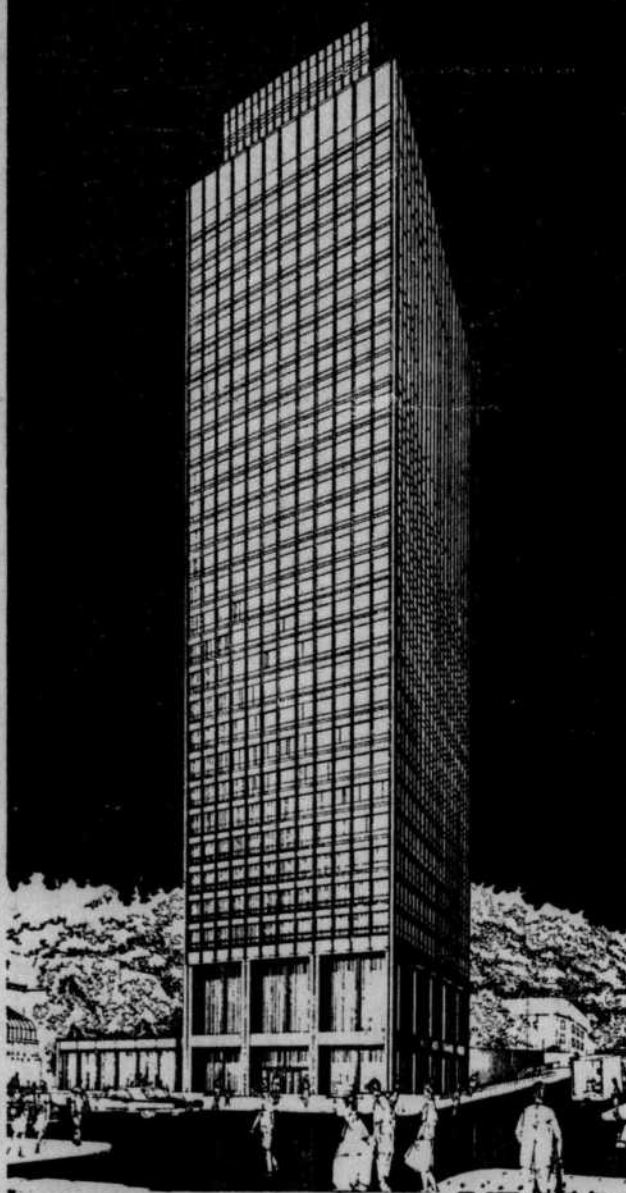
Prendant la parole tout à la fin des débats, le directeur du "Quartier-Latin" a rappelé en quelques mots que c'est "un tenant compte du contexte québécois" qu'il a sollicité — et obtenu — du conseil général de l'AGEUM l'an dernier le mandat de faire du "Quartier-Latin" un journal de combat en faveur du socialisme et de l'indépendance du Québec cette année. En cours de route, a continué M. Jacques Elliott, nous nous sommes heurtés à "l'ordre établi".

Le directeur du journal a signalé que le "Quartier-Latin" avait donné aux étudiants cette année plus d'informations sur le monde étudiant que tous les "Quartier-Latin" des années antérieures. Il a terminé sur la note dramatique : "Il n'est pas question, dit-il, d'accepter un avertissement. Et je dirai même que si la résolution est battue, nous serons forcés, à cause des circonstances, d'être plus radical encore dans les jours à venir".

Cette déclaration énigmatique a eu l'effet d'un coup de fouet. L'atmosphère de compromission est disparu d'un coup. On invitait le directeur du QL à plier, il s'y est refusé : on l'a cassé.

Invité à préciser après la rencontre le sens qu'il avait donné à "à cause des circonstances", M. Elliott a rappelé que le jour Dorion l'a invité le ministre de la justice, M. Claude Wagner, à poursuivre le Quartier-Latin.

UNE
ADRESSE
prestigieuse
le
CARTIER
SHERBROOKE
ET PEEL



Le Cartier... nouveaux appartements de distinction au croisement de deux des plus élégantes artères au Canada. Le Cartier offre le summum de luxe et d'agrément à ceux qui exigent ce qu'il y a de mieux.

LE CARTIER

Une réalisation de ACI Property Corporation Development
Montreal Trust — Tél. : 845-0422



Une banque ouverte tous les soirs?

OUI!

LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL

67 succursales ouvertes tous les soirs de 7 h. à 8 h. du lundi au vendredi



Les grosses journées des employés de bureau, les grosses semaines des voyageurs, les gros contrats des vendeurs, les gros services des professionnels... renforcent l'économie québécoise. Par ce message, l'équipe totalement canadienne-française des Distilleries Marchand conseille à tous les hommes à la "valise", la persévérance dans l'effort. La valeur de votre apport à la prospérité du Québec est à la mesure du plaisir qui vous attend en savourant un Gros Gin Marchand.

LES DISTILLERIES MARCHAND LIMITÉE véritablement canadiennes-françaises



10 oz (no 1600 de la Régie) \$2.10
35 oz (no 1600 de la Régie) \$4.80
40 oz (no 1600 de la Régie) \$7.30

B. & B.: Me Lacoste serait le successeur de Marchand

Me Paul Lacoste, qui est présentement l'un des secrétaires conjoints de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, serait nommé commissaire pour succéder à M. Jean Marchand qui a été élu député libéral de Québec-ouest.

Une rumeur émanant d'Ottawa, circulant hier à Montréal, veut que Me Lacoste soit bien nommé par le gouvernement Pearson à la Commission Laurendeau-Dunton pour y rétablir l'équilibre de la représentation.

La Commission doit compter autre ses deux présidents conjoints M. André Laurendeau, rédacteur en chef au "Devoir", et M. Davidson Dunton, président de l'université de Carleton, un nommé égal de commissaires de langue française et de langue anglaise en vertu de l'arrêté ministériel qui l'a créée.

Au moment où la rumeur de la nomination de M. Lacoste circulait, la Commission rendait public à Ottawa le calendrier de ses six dernières

audiences publiques, qui avait été interrompu à cause des élections fédérales. Le calendrier se lit comme suit:

— 29 novembre au 1er décembre, à l'Hôtel Windsor à Montréal;
— 30 novembre au 3 décembre, à Toronto;
— 6 décembre, à Regina;
— 6 et 7 décembre, Edmonton;
— 9 et 10 décembre, Winnipeg;

— 13 au 16 décembre, Château Laurier à Ottawa.

La Commission doit se diviser en deux équipes pour ses audiences.

Un premier groupe de commissaires, dirigé par M. Laurendeau, siègera aux audiences de Montréal et d'Edmonton. Le second groupe, avec M. M. Dunton, siègera à Toronto et à Regina. Toutefois, ni l'un ni l'autre des présidents conjoints ne pourra se rendre à Winnipeg, à cause d'engagements ultérieurs. Enfin à Ottawa la commission doit se retrouver au grand complet pour ses audiences finales.

Les réactions de la presse de G.-B. à l'élection canadienne

LONDRES — Plusieurs journaux britanniques consacraient hier matin des éditoriaux aux élections générales qui viennent de se dérouler au Canada.

"Une élection vaine", écrit le "Times" (libéral) qui poursuit: "Le gouvernement libéral n'est maintenu en place mais n'a toujours pas la majorité parlementaire. M. Lester Pearson s'est donc mis dans une situation peu enviable d'avoir imposé une consultation dont le pays ne voulait pas pour un objectif qui n'a pas été atteint. Son prestige et son autorité en souffriront ainsi que son parti et le gouvernement en sortira certainement beaucoup affaibli. Cet échec compte plus que la continuation d'un gouvernement de minorité car les Canadiens y sont habitués depuis plusieurs années". Ce même journal, évoquant le durcissement des oppositions régionales, notamment entre Canada français et anglais, poursuit: "Cet échec demeure le problème le plus exclusif du Canada contemporain et c'est une bonne chose que le parti majoritaire au Québec soit de nouveau appelé à former le gouvernement fédéral. M. Pearson a déployé des efforts appréciables en vue d'établir des rapports plus confiants avec le Québec par une attitude plus diplomatique et par la délégation des pouvoirs. Il ne fait pas de doute que cette politique sera poursuivie".

Le Daily Telegraph (conservateur) explique ainsi l'échec relatif de M. Pearson: "Ses efforts louables pour définir et résoudre le problème des Canadiens français n'ont pas reçu un appui suffisant et, dans certaines régions, a éveillé la méfiance des Canadiens anglais. Au même temps, il n'a pas été assez loin pour satisfaire beaucoup de Canadiens français, ne reculant pas ainsi à lui-même la tâche de compenser les pertes ou du moins le manque de gains ailleurs. Dans une mer encore plus agitée, il devra maintenant manœuvrer avec plus d'attention encore entre la satisfaction des aspirations légitimes des Canadiens français et le risque de s'exposer aux accusations de pratique d'une politique d'apaisement sans énergie. Parallèlement, M. Lesage, le premier ministre libéral du Québec, devra maintenant exercer le contrôle sur ses éléments extrémistes sans permettre à sa "révolution tranquille" de dépasser les limites de la loyauté à l'égard de la Confédération".

Pour le "Guardian" (libéral) le résultat de la consultation semble indiquer que le séparatisme n'est pas en réalité un problème aussi important qu'il apparaît quelquefois aux gens de l'extérieur, soit que les mesures déjà prises par le précédent régime libéral pour y remédier ont été acceptées comme satisfaisantes. La vérité, probablement, se trouve quelque part entre les deux".

D'UN OCEAN A L'AUTRE

Nominations de deux nouveaux ambassadeurs

OTTAWA — Le ministre canadien des affaires étrangères, M. Paul Martin, a annoncé hier la nomination de deux nouveaux ambassadeurs. Il s'agit de M. Michel Gauvin, 46 ans, qui représentera le Canada en Ethiopie, et de M. J. C. Gordon Brown, 43 ans, qui a été nommé ambassadeur au Congo-Léopoldville. M. Gauvin, qui est né à Québec, avait déjà été chargé de missions délicates au Congo en 1964 et en République Dominicaine les printemps derniers. Il devient le premier ambassadeur du Canada en Ethiopie.

Un autre satellite ira rejoindre l'Alouette I

OTTAWA — Un second satellite canadien, l'Alouette II, pesant 320 livres, sera mis en orbite à la fin de ce mois, a annoncé hier le conseil de la recherche au ministère de la défense nationale. Il sera lancé dans l'espace par une fusée Thor-Agena de l'agence américaine de l'aéronautique et de l'espace. Le lancement se fera à partir d'une base située en Californie. L'Alouette I, en orbite à quelque 625 milles au-dessus des régions polaires depuis septembre 1962, continue d'émettre des signaux. Le nouveau satellite, également placé au-dessus du pôle, suivra cependant une orbite elliptique à des altitudes variant de 270 à 1.620 milles.

Vaste programme de rénovation urbaine

EASTVIEW — Le conseil municipal a donné mardi son accord de principe à un rapport préconisant un programme de rénovation urbaine dont le coût total s'élèvera à plu-

sieurs millions. Le maire d'Eastview, M. Gérard Grand-maitre, a déclaré que les recommandations de cette étude, préparée par un urbaniste de Toronto, seront réalisées à 99.9 p.c. Le rapport décrit en termes peu flatteurs cette municipalité de 26,000 habitants, qui forme un îlot à l'intérieur de la ville d'Ottawa, et propose des mesures radicales pour corriger la situation actuelle.

Remise des trophées du conseil judéo-chrétien

TORONTO — Les premiers ministres de l'Ontario et du Québec, ainsi que le secrétaire provincial du Manitoba, étaient au nombre des 1,200 hommes politiques et dirigeants municipaux à chanter sous la direction du chef d'orchestre Mitch Miller, lors de la remise annuelle des trophées du Conseil canadien des chrétiens et des juifs. Mitch Miller est lui-même président de ce conseil aux Etats-Unis. Les trois ministres ont reçu une plaque soulignant les efforts qu'ils ont accomplis pour l'amélioration des relations entre les divers groupes ethniques.

Réfection de quais

OTTAWA — Le ministère des travaux publics a accordé un contrat de \$174,490 à la Gulf Maritime Construction Ltd. pour la réfection des quais à Mont-Louis dans la péninsule gaspésienne.

Mission au Portugal

LISBONNE — Venant d'Espagne et d'Italie, une mission d'experts et d'hommes d'affaires canadiens séjournera présentement au Portugal. Les cinq membres de cette mission ont déjà visité un chantier naval et de nombreuses industries de conserves ainsi que des entreprises de pêche à la morue.

Démarches en faveur d'un couple d'Haïtiens menacés de déportation par Ottawa

Le Comité pour la défense des droits de l'homme a entrepris des démarches auprès du ministère de la citoyenneté et de l'immigration pour que ne soit pas renvoyé dans son pays un couple d'Haïtiens, M. et Mme Guy Lominy, récemment arrivés au Canada.

Ayant de bonnes raisons de se croire en danger d'être persécutés, voire même exécutés par le régime Duvalier, les Lominy s'étaient réfugiés à l'am-

bassade du Brésil à Port-au-Prince où ils obtinrent leurs visas de touristes pour le Canada.

Des leur arrivée à Montréal, ils furent interrogés par un enquêteur spécial du ministère de l'Immigration qui, dans son rapport, recommanda la déportation du couple, apparemment pour la simple raison que les Lominy auraient dit qu'ils allaient habiter le Canada et parce qu'ils n'avaient pas demandé de visas d'immigrants.

La question est actuellement à l'étude par la Commission d'appel du ministère de l'Immigration.

Les gains du NPD réjouissent M. Louis Laberge

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec, M. Louis Laberge, affirme qu'en dépit du fait que le NPD n'a pas réussi à faire élire un seul candidat au Québec, les résultats autorisent les plus grands espoirs.

M. Laberge justifie son optimisme par le fait que le NPD a récolté 16 p.c. des suffrages dans l'ensemble de la province et 19.3 p.c. à Montréal, comparativement à 13 p.c. en 1963. "Si l'on songe, dit-il, que le NPD vient à peine de passer sous la direction de Me Robert Cléche, du statut de société d'étude et de conférences à celui de véritable parti politique, on peut dire qu'il s'agit là d'un excellent départ".

Le porte-parole de la FTQ estime en effet que l'aspect le plus encourageant de la campagne, pour les travailleurs syndiqués, c'est le fait que le NPD commence sérieusement, au Québec, à s'intéresser aux problèmes d'organisation. A mon avis, dit-il, c'est surtout là ce qui va inciter les délégués à réaffirmer fermement leur appui au NPD fédéral à notre congrès de décembre. Les travailleurs, dit-il, ont le culte de l'efficacité, et ils l'exigent tout autant d'un parti politique que de leur syndicat.

A cet égard, M. Laberge regrette vivement la défaite du leader québécois, M. Cléche, dans son comté de la Beauce. Sa campagne, dit-il, a émerveillé les membres de la FTQ.

Pour ce qui est des milieux urbains, dont Montréal, où le NPD rejoint déjà près de 20 pour cent de l'électorat, M. Laberge estime qu'il incombe partiellement au mouvement syndical d'y installer solidement le NPD, surtout à la faveur du prochain remaniement de la carte électorale.

Cependant, le leader syndical déplore les conséquences de la désunion des forces ouvrières ne manque pas d'avoir à cet égard. Il exprime l'espoir que, d'ici les prochaines élections fédérales, tous les travailleurs du Québec se seront donnés la main sur le plan politique, par-dessus leurs allégeances syndicales, et qu'ils s'acquitteront mieux de leur devoir, qui est, à son avis, de porter au pouvoir un parti populaire consacré à la défense des gains-petit. M. Laberge admet que le NPD aura accompli des progrès plus spectaculaires si son propre mouvement avait consenti un plus grand effort dans la campagne électorale.

Le porte-parole de la FTQ se réjouit du fait qu'en dépit de leur campagne démagogique, les libéraux n'ont pas réussi à obtenir une majorité parlementaire.

Amélioration de la situation de l'embauche

OTTAWA — Si la situation de l'embauche à la mi-octobre s'est améliorée dans la plupart des régions du Canada, un ralentissement sensible se manifestait au Québec où le nombre des chômeurs atteignait 75,000.

A la mi-septembre le nombre des travailleurs sans emploi dans cette province était de 69,000.

Des chiffres publiés conjointement hier par le bureau fédéral de la statistique et le ministère du travail révèlent qu'à la mi-octobre le Canada comptait 171,000 chômeurs, soit un peu moins qu'à la mi-septembre. Il s'agit d'une amélioration d'environ un tiers par rapport à la situation qui prévalait à la même date l'année dernière.

Le rapport attribue à des recollectes tardives dans l'Ouest du pays le fait que le fléchissement de l'embauche ne s'était pas en-

core fait sentir dans la main-d'œuvre agricole. En outre il y a eu la création de 18,000 nouveaux emplois dans les autres industries.

De septembre à octobre le nombre des personnes ayant un emploi a augmenté de 25,000 pour atteindre le total de 7,008,000. La diminution du chômage a été sensible chez les travailleurs de tous les âges.

Quant à la main-d'œuvre totale, elle était de 7,179,000 au milieu du mois, soit une augmentation de 204,000 ou de 3% sur l'année précédente. Le nombre des travailleurs a augmenté de 115,000 chez les hommes et de 89,000 chez les femmes.

Le rapport précise qu'en octobre l'embauche a été plus considérable qu'un an auparavant dans toutes les régions du pays. Les provinces maritimes ont réalisé le gain le plus fort avec une augmentation de 7.1 pour cent.

Quant à la durée du chômage, le rapport fédéral indique qu'environ 129,999 des 171,000 citoyens sans emploi en octobre se trouvaient dans cette situation depuis trois mois ou moins;

environ 42,000 se cherchant un emploi depuis quatre mois, et 20,000 autres sont en chômage depuis sept mois et plus. L'an dernier à la même date ce dernier nombre était de 34,000.

M. Yvon DeGuisse à l'Hydro-Québec

Le gouvernement annonce la nomination de M. Yvon DeGuisse au poste de commissaire de l'Hydro-Québec.

M. DeGuisse est né à Verdun. Diplôme de Polytechnique en 1937, il a complété ses études à Peterborough et à Toronto.

En 1945, M. DeGuisse est entré au service de l'Hydro-Québec. D'abord attaché au bureau de l'ingénieur en chef de l'Hydraulique et des centrales, il a été promu ingénieur d'exploitation à la centrale Beauharnois (1947-51)

puis successivement ingénieur surintendant de l'exploitation des centrales (1951-54), ingénieur adjoint à la Division régionale de l'exploitation (1954-62), directeur général d'exploitation et ventes (1962), directeur général de production et transport (1962-64), et depuis mai 64 commissaire suppléant.

De 1943 à 1965, M. DeGuisse a été titulaire du cours d'hydrologie et d'aménagements hydro-électriques des étudiants de cinquième année à Polytechnique.

Pour votre maison ou votre chalet, assurez-vous du MODELE, du CONFORT, de la DUREE et de la SOLIDITE avec une

PRIME DE \$500.

Oui, les constructions Pan-Abode sont éligibles pour la prime de \$500 Prime d'offrir.

CONSTRUCTION PRÉFABRIQUÉE

EN BILLOTS DE CÈDRE ROUGE DE L'OUEST

REDUCTION SPECIALE

Sur constructions commandées dès maintenant pour livraison au printemps. (Cette offre est valable pour un temps limité seulement.)

PAN-ABODE

Brevet canadien no 491373 et autres en instance

- Construction solide, durable.
- Style traditionnel.
- Direction facile.
- A prix raisonnable.
- Finance de banque.
- Modèle hors série si désiré.
- Habitable à l'année comme chalet, d'été, cabine, résidence au motel, etc.
- Evitez tout désappointement! Préparez-vous dès maintenant.



IMPORTANT

Nos habitations sont exclusives. Avant d'acheter, ne manquez pas de venir voir nos maisons si vous ne voulez pas être déçu. Visitez nos modèles à Chomedey. Ouverts chaque jour excepté le dimanche. Ceci ne vous engage aucunement mais pourrait vous être utile.

MODELE DE CONSTRUCTION — Dans la construction Pan-Abode ce sont les murs qui supportent le tout. Ils sont en madriers emboutés de 3" ou 4" placés horizontalement. Les billets Pan-Abode sont machinés avec précision à tolérance sévère afin de s'emboîter parfaitement et sont maintenus ensemble par un joint solide.

Pour autres renseignements et pour recevoir notre brochure gratuite sans aucune obligation de votre part, expédiez ce coupon à

PAN-ABODE

(Québec Sales Limited)

2595, boul. Labelle, Chomedey

Téléphone: 688-4460

Ces habitations sont fabriquées par

PAN-ABODE BUILDING LTD.

8585, rue Fraser, Vancouver, C.B.

Demandez la brochure GRATUITE

PAN-ABODE (QUEBEC SALES) LTD.

2595, boul. Labelle, Chomedey

NOM

ADRESSE

VILLE

LA CINQUIÈME DES 10 PONTIAC 1966 GAGNÉE AU DOMINION!



Un autre heureux gagnant d'une magnifique nouvelle Pontiac 1966 "Strato Chief" dans le populaire concours "Nommez le Héros" dans tous les magasins Dominion à travers la Province de Québec, Mme J.M. Houle, 245 rue Lomas, Sherbrooke, Qué. Mme Houle, qu'on voit ici en compagnie de son époux, reçoit les clefs de M. M.D. Labrèche, surintendant dans le District de Québec, des magasins Dominion. A sa droite, M. Marc Pépin, gérant du magasin Dominion à Sherbrooke.

Toutes les autos décernées dans ce merveilleux concours, sont parmi les premières à être fabriquées par General Motors, dans la Province de Québec, à leur nouvelle usine à Ste-Thérèse. Durant ce concours, 10 Pontiac seront décernées par Dominion.

Ajoutez à une chaleur accrue une économie de chauffage...

FENETRES-TEMPETE EN METAL

Disponibles en durable émail cuit aux couleurs variées.

Le meilleur achat possible en aluminium pour portes, fenêtres, auvents et revêtements, fabriqués par...

FILTER LITE

Appelez dès aujourd'hui 489-8421

- Qualité
- Satisfaction
- Service après vente

FILTER LITE ALUMINUM PRODUCTS Ltd. 5854 ouest, rue Sherbrooke, Montréal

Ce Noël: L'Optimisme à votre Table



MAHLER-BESSE & C^e LE VIEUX MOULIN

APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE IMPORTÉ DE FRANCE

East Sullivan Mines a eu un bénéfice net de \$4,405,926 vs \$2,975,000

potins financiers

Vu le manque d'électricité dans l'est des États-Unis et du Canada, depuis 2 jours, les marchés des denrées à New York n'ont pas ouvert leurs portes hier et, ceci explique que nous n'ayons pas publié hier, les tableaux de N. Y., Montréal et Toronto, — incident, ces derniers nous parviennent de la Presse Canadienne et s'il s'y glisse, quelque fois des erreurs, ce n'est pas notre faute... et, d'ailleurs, nous en relevons, aussi souvent, dans les autres journaux... on ne peut s'attendre à ce que les téléscripteurs et les typographes soient infallibles... O.

La Bourse de N. Y. a ouvert avec 65 minutes de retard hier, vu le manque d'électricité, d'où un volume restreint de transactions et une baisse de 0.50 point dans l'indice des

industriels de DJ, à 951.22. Comme il touchait un sommet de 957.34, il est évident que les réalisations étaient nombreuses. O.

La physionomie de la Bourse de Montréal était peu intéressante, hier, sauf pour les banques. Les dernières se parviennent de la Presse Canadienne et s'il s'y glisse, quelque fois des erreurs, ce n'est pas notre faute... et, d'ailleurs, nous en relevons, aussi souvent, dans les autres journaux... on ne peut s'attendre à ce que les téléscripteurs et les typographes soient infallibles... O.

Sur la Bourse de Toronto, seuls les métaux usuels étaient résistants. Ce marché ainsi que le nôtre observent 2 minutes de silence à 11 heures, ce matin, en respect pour nos soldats morts au champ d'honneur. O.

Espérons que ce ne sera que patie remise, en ce qui concerne l'emprunt de \$50,000,000 par l'Hydro-Québec...

commentaires sur L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Bon rapport de Patino Mining Corporation

The Patino Mining Corporation a fait parvenir son rapport à ses actionnaires. Son président M. R.E. Carter leur dit ce qui suit (les chiffres comparatifs de 1964 sont entre parenthèses): Le profit net s'est élevé à \$1,558,751 (\$1,372,517) pour les premiers neuf mois de 1965. Le profit par action, calculé sur les 3,861,000 actions actuellement en circulation, a été de 40.37c (35.55c). Les recettes de l'exploitation, jusqu'à date, déduction faite des dépenses et additions au capital de roulement et des dépenses de développement différé, se sont chiffrées à \$2,123,045 (\$1,664,010). Au 30 septembre 1965, les investissements dans les filiales non consolidées figuraient dans les livres à une valeur comptable de \$11,469,578. Les investissements dans les sociétés associées et autres, qui figuraient dans les livres à une valeur comptable de \$14,632,360, avaient une valeur au marché ou une valeur estimée de \$29,790,781. La valeur des investissements, à l'exclusion de la Copper Rand Mines mais comprenant les investissements dans les filiales non consolidées figurant dans les livres à leur valeur comptable, était de \$10.69 par action, calculée sur le nombre d'actions actuellement en circulation. Un dividende de 12½c par action a été déclaré et il sera payé le 17 décembre 1965 aux actionnaires inscrits aux livres le 26 novembre 1965. Le total des paiements de dividendes pour l'année 1965 sera de 25c par action en comparaison de 20c par action en 1964.

Copper Rand Mines

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 1965, 160,555 tonnes de minerai furent traitées, soit une moyenne de 1,745 tonnes par jour. Au cours du troisième semestre de 1964, la moyenne avait été de 1,770 tonnes par jour. Le minerai traité a été d'une teneur moyenne de 2.22% de cuivre et de 0.046 once d'or. La production de concentrés s'est élevée à 13,888 tonnes d'une teneur moyenne de 24.07% de cuivre et de 0.424 once d'or. La récupération du cuivre a été de 95.72% en moyenne, et la récupération d'or, de 81.2%. Un groupe d'exploration, comprenant The Southern Maryland Agricultural Association of Prince George's County, Maryland, Inc. (société affiliée à votre Société), Terra Nova Exploration Ltd. et Hudson Bay Exploration and Development Company Limited, a découvert une très intéressante minéralisation cuprifère dans les concessions jalonnées par le groupe au mois de novembre 1963 dans le parc de la Gaspésie, au Québec, et dans les concessions adjacentes prises sous option de Sullico Mines Ltd.

Commonwealth International Corp. vient de payer son 127e dividende trimestriel consécutif

Le président de Commonwealth International Corporation Limited déclara en partie ce qui suit dans le message qu'il vient de transmettre à ses actionnaires dans le rapport rendu public ces jours derniers: Nos administrateurs sont heureux d'annoncer que le 127e dividende trimestriel consécutif a été déclaré, au taux de 9c l'action était payé le 25 octobre 1965 aux actionnaires inscrits le 30 septembre 1965. Les actionnaires qui réinvestissent leurs dividendes (jusqu'ici, cette année, 92% d'entre eux l'ont fait) recevront un état indiquant le nombre de nouvelles actions achetées, avec leurs dividendes, de l'agent-payeur du Fonds, la Compagnie Trust Royal, le ou avant le 5 novembre 1965. Vos administrateurs étudieront en ce moment un rapport sur les négociations en cours entre J.C. Penney Company Inc., une importante série de grands magasins des États-Unis, et Canadian Channing Corporation Ltd., les conseillers en placements et distributeurs exclusifs du Fonds. L'économie canadienne demeure vigoureuse, bien que les Bourses du Canada ne se ressentent pas toujours de cette fermeté. Voici les résultats de votre Fonds pour le troisième trimestre de 1965 et la période correspondante de 1964.

	1965	1964	Augmentation sur 1964
Actif net total	\$83,110,143	\$86,093,862	\$10,016,281 11.4%
Actif net par action	\$10.70	\$10.61	\$0.09 0.8%
Total des dividendes payés, y compris ceux du 3e trimestre	\$2,417,564	\$1,952,628	\$464,936 23.8%
Actions en cours	2,163,671	2,302,775	\$663,104 10.4%
Dividendes réinvestis au 31 juillet 1965	\$2,126,430	\$1,703,113	\$423,316 24.9%

96 cts l'action, gagné par The Ogilvie Flour Mills vs 93 cts précédemment

The Ogilvie Flour Mills Co. Ltd vient de publier en français et en anglais, son rapport annuel couvrant l'exercice clos le 31 août 1965. Il est fort bien rédigé, bien image et le lecteur voit se dérouler sous ses yeux ses excellents produits. Dans son message aux actionnaires, son président M. Arthur Atkins, leur déclare en partie ce qui suit: Quelques changements ont été faits pour pouvoir présenter des états complètement consolidés. Il a été décidé en immobilisations \$1,587,000. Nous nous efforçons d'obtenir une marge de profit satisfaisante pour les produits vendus. Nos exportations continueront à diminuer, mais nos expéditions de farine seront considérables, vu le contrat récent avec l'URSS. Le bénéfice net consolidé, à l'exclusion du profit réalisé sur les ventes de placements et d'immobilisations, s'est chiffré à \$3,016,000 ou 96c l'action ordinaire, en comparaison de \$2,925,000 ou 93c l'action ordinaire l'an dernier. Le profit réalisé sur les ventes de placements \$891,000 et d'immobilisations (\$197,000) se chiffre à \$1,088,000. La baisse marquée des ventes à l'URSS, qui est la principale raison pour la diminution substantielle du volume des ventes, a donné des bénéfices légèrement diminués dans la farine en comparaison de l'an dernier. Les ventes de farine au pays pendant l'année sont demeurées plus ou moins les mêmes. Le volume des ventes sur nos marchés d'exportations habituels a diminué légèrement. La division d'Amidon et de Produits Chimiques a donné des bénéfices plus élevés et l'usine d'amidon à Fort William a opéré à un rendement maximum. La capacité de cette usine a été augmentée pendant l'année et nous projetons d'augmenter cette capacité par encore 25% pendant l'exercice en cours. Nous avons fait des démarches pour acquérir 50% des actions émises d'une petite usine d'amidon et de gluten au Venezuela. Nous comptons sur un bon rendement de ce placement. Le nouveau laboratoire de recherches à Montréal nous a permis d'augmenter notre personnel dans le domaine des recherches, et de diversifier leurs projets.

Le ft.-col. Sarto Marchand fait ressortir à l'assemblée annuelle tenue hier, le dividende supplémentaire de 20 cts l'action

Il y avait 120,625 actions, représentées en personnes ou par procuration à la 37e assemblée annuelle, tenue hier pour la 1ère fois à l'hôtel Windsor par les Distilleries Melchers Ltée. Cette réunion fut présidée par le ft.-col. Sarto Marchand qui présenta aux actionnaires le rapport annuel, qui fut adopté à l'unanimité, vu son excellence et aussi vu l'annonce récente d'un dividende trimestriel de 15 cts l'action ordinaire, payable le 30 novembre aux détenteurs d'actions ordinaires inscrits le 22 courant et aussi d'un dividende supplémentaire de 20 cts par action de la même catégorie en cours à cette date, payable le 31 décembre aux actionnaires enregistrés le 20 décembre. Dividendes dont nous avons déjà parlé le 29 octobre. Rien donc d'étonnant que les détenteurs d'actions ordinaires — les privilégiés seront rachetés le 30 courant, d'où il est encore temps de profiter de l'offre d'échange pour des actions ordinaires,

NOMINATION AUX PLACEMENTS COLLECTIFS INC.



J. Paul Bertrand

Monsieur J. Paul Bertrand dont la nomination comme gérant de la division de la Mauricie de Placements Collectifs Inc. est annoncée par Monsieur Gustave Boulanger, président de la compagnie. Monsieur Bertrand apporte à ses nouvelles fonctions l'expérience d'une brillante carrière dans l'administration des ventes et une vaste connaissance des affaires. Il assume la direction de toutes les activités de la compagnie dans la région de la Mauricie. Ses bureaux sont situés à 552, Place Bonaventure, suite 202, à Trois-Rivières. L'ouverture de ces nouveaux bureaux de même que cette nomination constituent un jalonnement important du vaste programme d'expansion de Placements Collectifs Inc., administrateurs et distributeurs des Fonds Collectifs "A", "B" et "C". Au 30 septembre dernier, l'actif net combiné des Fonds Collectifs s'établissait à plus de \$50 millions.

Bourse de Montréal

Les banques fermées aujourd'hui

Alors que les banques ont progressé, la plupart des autres compartiments ont cédé du terrain au milieu d'une activité modérée hier en place locale.

Le volume des transactions industrielles a été de 166,600 actions et celui des mines et des pétroles de 1,151,100 actions.

L'indice composé a cédé 0.58 à 159.4.

Aux Industriels, Canada Cement a cédé 7.8, Imperial Tobacco 1.8, et CIL ainsi que Dominion Textile 1.4.

Aux services publics, CPR a cédé 7.8 et Trans Mountain Pipe Line 3.4. Québec Natural Gas cédait 1.4.

Aux banques, qui ont progressé de 0.47 à 120.73, Nova Scotia a gagné 3.4, et Montréal, Provinciale et Royale 1.2.

Aux papeteries, Great Lakes a cédé 3.8 et Consolidated 1.4. Aux alimentaires, Molson a cédé un point.

Aux machines, Canadian Aviation Electronics a cédé 1.4 et Hawker Siddeley 1.8.

Les commerciales et financières ont progressé. Steinberg gagnant 3.4 et Dominion Store 1.4.

Brinco a été la plus active parmi les industrielles, progressant de 1.4 à 6.78 sur un volume de 24,525 actions.

Les pétroles seniors ont été stables.

Les mines et les pétroles spéculatifs ont accusé une baisse fractionnelle. New Imperial Mines a cédé silencieusement à \$1.42 et Northern Explorations quatre cents à 93 cents.

Bourse de Toronto

Le marché minier s'effritait hier

TORONTO — A l'exception des métaux de base, les valeurs ont fait plutôt piètre contenance au milieu d'une activité modérée hier à la Bourse de Toronto.

Aux métaux de base, en progression de .36 à 86.23, Falconbridge a gagné 1.2, Hudson Bay 1.1 et Inco 1.8.

Aux industrielles, CPR a cédé 7.8, Simpson 5.8 et MacMillan, Bloedel 3.3. Greater Winnipeg 1.2, Union Carbide 1.4 et Stelco 1.8.

Peu de changements aux banques, où Toronto — Dominion a cédé 5.8 et Royal 1.4 alors que Imperial Commerce, Montréal et Nova Scotia demeurent inchangés.

Aux pétroles de l'Ouest, en légère régression dans l'ensemble, Place a cédé 13 cents et Dynamic 10 cents.

Dans les valeurs spéculatives, où l'activité a été grande, Ches. Kirk a gagné un cent à 15 cents sur un volume de 400,000 actions.

afin d'être inscrits le 22 courant ou le 30 du mois prochain. A l'issue de l'assemblée précitée, les actionnaires ont réélu les mêmes administrateurs pour le nouvel exercice qui se terminera le 31 août 1966, soit M. le ft.-col. Sarto Marchand, E.D., A.D.C., Maurice Marchand, René Marchand, le col. Maurice Forget, E.D., M. C. Antoine Geoffroy, C.R., Marc Carrière, Henry J. Senk, Otto R. Burger et J.A. Tremblay. Comme nous avons fait ressortir les principaux points du rapport annuel de Melchers le 2 novembre, nous nous gardons donc d'en dire davantage, mais avant de terminer, nous tenons à faire remarquer à nos lecteurs que le Dr J.A. Dufrénoy a fait la direction actuelle pour l'excellence des résultats obtenus \$4,405,926 de ventes pour la 1ère fois et un record de \$252,200 pour les bénéfices nets — et les frères Marchand, pour l'habileté avec laquelle ils perpétuent l'œuvre de leur regretté père, l'hon. Victor Marchand.

Marcel CLEMENT

1964-65

East Sullivan Mines Limited vient de faire parvenir à ses actionnaires son rapport annuel. M. Pierre Beauchemin, président, leur déclare en partie ce qui suit: Vous trouverez, ci-dessous, des renseignements couvrant les huit périodes fiscales, sur une base d'action unitaire.

8 mois	1964-65	1963-64	1962-63	1961-62	1960-61	1959-60	1958-59
Profit net	\$6,52	0.33	0.22	0.33	0.16	0.15	0.11 (0.86)
Profit net ajusté	\$1.04	0.70	0.33	0.45	0.17	0.15	0.13 (0.87)
Avoir aux livres à la fin de chaque période*	\$5.69	5.30	3.77	3.77	3.88	3.19	3.09
Dividendes payés**	\$0.45	0.29	0.15	0.10	0.10		

*Grève de cinq mois à la Solbec, limitant les profits du groupe. **L'ajout aux livres est équivalent à l'ajout des actionnaires: voir bilan.

**Le total des dividendes déclarés par action depuis 1950 se chiffre à \$5.48.

Le profit net ajusté apparaissant ci-dessus tient compte de la part totale de votre compagnie dans le total des profits nets gagnés par le groupe des compagnies affiliées. Quoique non encaissé en entier par votre compagnie, ce montant fut entièrement gagné pour elle.

L'ajout des actionnaires indiqué ci-haut, ne correspond pas à l'ajout total réel puisque la valeur des réserves de minerai n'est pas comptabilisée et que plus particulièrement les placements dans la Société Minière Cupra Ltée et dans Nigadoo River Mines Limited ne sont capitalisés qu'au coût seulement.

Les bons résultats enregistrés au cours du terme fiscal terminé le 31 août 1965, témoignent de la vitalité et du potentiel de croissance de votre compagnie. Jouant un rôle prépondérant au sein du "groupe Sullivan" votre compagnie se manifeste avantageusement dans un vaste champ d'action qui consiste à administrer et à financer la recherche, le développement et la mise en valeur de nouvelles mines. Il en résulte que votre compagnie n'est pas à la merci de l'équipement fatal d'un unique dépôt de minerai.

Etant donné l'importance des intérêts de votre compagnie dans le groupe Sullivan, il est opportun de souligner que les profits nets générés par le "groupe Sullivan" au cours du dernier exercice fiscal ont totalisé \$7,674,445, comparativement à \$4,764,117, le terme précédent.

La part de votre compagnie dans ses bénéfices nets fut de \$4,405,926, comparativement à \$2,975,000, le terme précédent. Au cours des prochains termes l'incidence des opérations minières de "Solbec" dans les profits nets du groupe sera réduite; de plus, l'équipement fatal de votre mine "Sullico" est prévu au cours des prochains douze mois. En contre-partie, la Société Minière Cupra Ltée est en opération depuis la mi-septembre et donne déjà d'excellents résultats.

Ainsi, les bénéfices nets générés par le groupe seront maintenant à un niveau élevé. Grâce à un intérêt direct de 60% et surtout d'un intérêt net effectif de 80% dans cette filiale, (résultant de l'imbriication des compagnies du groupe) vos administrateurs prévoient que la part de votre compagnie dans les bénéfices nets du groupe augmentera.

Le profit net encaissé par votre compagnie s'est établi à \$2,212,527, comparativement à \$1,407,483, durant le terme précédent.

Les dividendes sont payés semi-annuellement. Votre compagnie a distribué un dividende total de \$0.45 pour l'exercice fiscal écoulé, en regard de \$0.29 l'exercice précédent.

NIGADOO RIVER MINES LIMITED

Au cours du terme écoulé, \$656,000, ont été investis par votre compagnie dans cette filiale du Nouveau-Brunswick, effectivement pour défrayer les coûts d'approfondissement du puits, des constructions diverses et des achats d'équipement. Durant cette période d'approfondissement du puits trop peu d'exploration et de travaux de développement ont été effectués pour justifier la réévaluation des réserves et du grade de minerai établi. Quelque 3400 acres de terrain ont été jalonnés pour agrandir la propriété de Nigadoo. Plusieurs anomalies de même caractère que celles obtenues pour le dépôt principal ont été localisées et feront l'objet d'autres explorations. L'existence de zones de minerai parallèles à celle du dépôt principal ont été révélées par quelques forages et restent à être plus profondément explorées. Les quelques travaux d'exploration exécutés ont toutefois été des plus favorables et confirment l'optimisme de vos administrateurs. Cette propriété est sujette à opérer au début de 1967.

CONCESSION DE LA GASPÉSIE

Une toute nouvelle découverte de cuivre qui pourrait bien s'avérer des plus importantes a récemment été faite dans le Canton Lessor du Parc Provincial de la Gaspésie. Elle est située à quelque 20 milles de l'important dépôt de cuivre de Gaspé Copper. Cette découverte a été effectuée sur et adjacent à un claim optionné par le Groupe Sullivan à Terra Nova Explorations Ltd. Le Groupe Sullivan détient directement 3400 acres adjacents à cette découverte en plus des 1980 acres optionnées à Terra Nova Explorations Ltd. sur lesquels le Groupe Sullivan retient un intérêt de 21% net. Votre compagnie participe directement pour 60% dans les intérêts du Groupe Sullivan, dans ce canton. Des travaux d'exploration très intensifs en cet endroit s'effectueront prochainement. Vos administrateurs fondent de grands espoirs sur cette nouvelle découverte qui pourrait avoir de profondes répercussions sur l'avenir de votre compagnie.

Votre compagnie poursuit de façon agressive la recherche de nouveaux dépôts de minerai, gage du succès futur de votre compagnie.

L'assemblée annuelle des actionnaires sera tenue à l'Hôtel Windsor, le 26 novembre.

BOURSE CANADIENNE

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Valeurs	Ventes	Hautes	Bas	Per.	Com.
Alcan	1500	10 1/8	10 1/8	1/8	1/8
American	1000	4	4	1/4	1/4
Augustus	4500	5 1/2	5 1/2	1/4	1/4
Banc. Can.	1000	15 1/2	15 1/2	1/4	1/4
Baleman	3000	5 1/2	5 1/2	1/4	1/4
Bell	1000	15 1/2	15 1/2	1/4	1/4
Black Hawk	4875	320	320	3/4	3/4
Black River	45300	26	26 1/2	1/2	1/2
Brinco	500	325	325	1/4	1/4
Bornite	4000	8	7 1/2	1/4	1/4
Burnt Pre	3750	24	23	1/2	1/2
Canada	1000	15 1/2	15 1/2	1/4	1/4
Can. Pac.	5500	29	28	1/2	1/2
Casidore	1000	600	600	1/4	1/4
Can. Nat.	500	80	80	1/4	1/4
C. Magpie	500	280	280	1/4	1/4
Chlor	300	10	10	1/4	1/4
arbec	3000	10	10	1/4	1/4
Cessford	4000	825	815	1/4	1/4
Chemical	10760	147	140	1/2	1/2
Ches. Kirk	9000	14 1/4	14 1/4	1/4	1/4
Chimney	29000	10	11	1/4	1/4
Chlor	1835	145	135	1/4	1/4
Costal	13400	31	28	1/2	1/2
C. Mogador	16000	34	30	1/2	1/2
C. New	16200	32	31	1/2	1/2
Can. Nat.	5000	40	37	1/2	1/2
Copitron	2000	12	12	1/4	1/4
C. Bridge	9000	15	15	1/4	1/4
C. Que. Smit	1600	103	100	1/4	1/4
Commodore	400	140	140	1/4	1/4
Dolan	74700	75	75	1/4	1/4
D. Lease	6500	17 1/2	17 1/2	1/4	1/4
D. Lease	485	52 1/2	52 1/2	1/4	1/4
Dumont	19300	42	37	1/2	1/2
E. Ventures	1000	24	24	1/4	1/4

Transaction financière

TORONTO — Wellington Financial Corporation a présenté, lundi, une offre d'acquisition des 14,848 actions d'International Savings and Loan Corporation, de Winnipeg.

Le président de Wellington Financial, M. Sinclair M. Stevens, a déclaré que tous les administrateurs d'International Savings ont approuvé l'offre; il a ajouté que la réalisation de ce projet permettra d'étendre les opérations d'International au Manitoba et dans les autres régions du pays.

VIREMENT TOTAL: 1,151,100

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

Indice de l'ensemble: 159.4

NOMINATION A LA BANQUE ROYALE

La Banque Royale du Canada annonce la nomination de M. H. L. McKee, autrefois Surintendant adjoint, au poste de Surintendant des Succursales - Division de l'Ouest, Québec, Nouveau-Brunswick et Région de l'est de l'Ontario; il aura ses bureaux à Montréal. Au cours des dernières années, M. McKee a rempli divers postes de gestion pour la Banque dans l'est du Canada.



H. L. McKee

La Banque Royale du Canada annonce la nomination de M. H. L. McKee, autrefois Surintendant adjoint, au poste de Surintendant des Succursales - Division de l'Ouest, Québec, Nouveau-Brunswick et Région de l'est de l'Ontario; il aura ses bureaux à Montréal. Au cours des dernières années, M. McKee a rempli divers postes de gestion pour la Banque dans l'est du Canada.

Bourse de New York

Le marché ouvre 65 minutes en retard par suite du manque d'électricité

NEW YORK — L'ouverture de la Bourse de New York a été retardée d'une heure et 5 minutes jusqu'à midi à cause de la confusion dans les communications et des nombreux retards des membres du personnel de la Bourse et des maisons de placements par suite de la panne d'électricité.

Le début de la séance a été actif.

A midi, 1,780 actions avaient déjà été transigées. On croit cependant que le volume sera restreint pour l'ensemble de la journée en raison de la désorganisation générale dans le monde des affaires à la suite de la panne d'électricité dans l'est des États-Unis.

Eastern Airlines qui a annoncé son intention de vendre 375,000 actions ordinaires pour financer l'achat de nouveaux avions, a ouvert avec une baisse de 4.18 à 79.34.

L'indice que la Presse Associée établit pour 60 valeurs était à midi en baisse de .1 à 353.4. L'indice Dow Jones pour les industriels a par contre augmenté de 0.28 à 852.01.

Dans les sidérurgiques, Bethlehem a perdu un demi-point et U.S. Steel a augmenté d'une fraction.

General Motors a progressé d'un point tandis que Ford a subi une petite perte.

Fonds mutuels

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Cours, cours par fraction, pour le 630, cours de la CSE, cours de la Dre, cours de la		Offres Dem.	
Adanac	200	3.20	3.20
Andrew Equities	200	9.70	9.70
All Canadian Corp.	200	9.70	9.70
Amalgamated	200	6.25	6.25
American Growth Fund	200	5.93	5.93
Associated Investors	200	5.93	5.93
Avon	41	4.41	4.41
Canada Growth Fund	200	6.27	6.27
Canada Security Fund	200	6.93	6.93
Canadian Income Fund	200	6.27	6.27
Canadian Investment Fund	200	4.58	4.58
Canadian Trust Ltd. Inc.	200	5.93	5.93
Champion Mutual Fd of Cda	200	57.23	56.42
Champion Mutual Fd of Cda	200	57.23	56.42
Commonwealth Invest.	200	10.88	11.08
C.I. Leverage	200	11.01	11.08
Commerce	200	4.41	4.41
Diversified Inv. Sh. & A	200	6.04	6.04
Diversified Inv. Sh. & A	200	6.04	6.04
Diversified Inv. Sh. & A	200	4.41	4.41
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp. Fd (N-R)	200	13.12	13.12
Dominion Comp			

BOURSE DE TORONTO

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

[illegible]

UNE VALEUR GENERAL MOTORS

Coupé de Ville

Un succès universel!

élégantes et originales, ses brillantes performances, ses luxueux aménagements

lui valent un succès universel.

Sans aucun doute, la Cadillac n'a jamais été aussi réussie. L'accueil fait aux modèles 66 par les acheteurs aussi bien que par les simples amateurs de belles voitures laisse présager une autre année triomphale. Les lignes gracieuses et raffinées de la carrosserie font deviner au premier coup d'oeil la magnificence de l'intérieur de la "reine des voitures". Ceux qui ont conduit cette Cadillac ne peuvent trouver les mots pour décrire

son confort, sa douceur et son silence de marche. La nouvelle direction à rapport variable a été accueillie très favorablement par les usagers, pour sa rapidité de réaction, si appréciable dans la circulation, et pour sa douceur dans les manoeuvres de stationnement. Ceux qui aiment avoir une voiture au cachet vraiment personnel seront comblés par la Cadillac 66. Ne se présente-t-elle pas en douze brillants modèles, et avec

des centaines de nouvelles combinaisons de couleurs et de tissus de garnitures? Naturellement, la Cadillac est dotée de nombreux dispositifs de sécurité: la sensation de sûreté qu'on éprouve à son volant est plus grande que jamais. Essayez bientôt une Cadillac 66. La mieux réussie de toutes les Cadillac attend que vous veniez l'apprécier chez le concessionnaire Cadillac.

La Cadillac! Nouvelle élégance, nouvelle excellence, nouvelle splendeur!

ALLEZ VOIR ET ESSAYER LA MAGNIFIQUE CADILLAC 66 EXPOSEE EN CE MOMENT CHEZ LES CONCESSIONNAIRES CADILLAC

MID-TOWN MOTORS LIMITEE

1395 ouest, boul. Dorchester — 866-9961

SANGUINET AUTOMOBILE LTEE

1965, rue Lafontaine — 524-3761

Ligue Nationale

Shack a retrouvé son "punch"

	J	G	P	N	PP	PC	Pts
Chicago	7	6	0	1	37	11	13
Canadiens	9	5	2	2	36	24	12
New York	7	3	2	2	25	18	8
Toronto	9	2	5	2	16	35	6
Detroit	8	2	5	1	22	28	5
Boston	8	1	5	2	15	34	4

Les Hawks s'installent seuls en tête avec un gain sur Detroit 5 à 2

CHICAGO — Les Black Hawks de Chicago ont porté à sept leur nombre de victoires consécutives remportées cette saison en triomphant 5 à 2, hier soir des Red Wings de Detroit. Par la même occasion, ils ont repris seuls la

première place au classement de la ligue Nationale, les Canadiens n'ayant pu faire mieux qu'un match nul, hier soir également mais à Toronto.

Stan Mikita a marqué deux buts au cours de ce match tandis que Phil Esposito, Lenn Lund et Bill Hay ont complété la fiche des vainqueurs. Dans le camp des Wings, Billy Harris avait ouvert le pointage à la première période, onnant ainsi une avance d'un but à zéro aux Red Wings. Plus tard, Gordie Howe a marqué le dernier but des Wings. C'était le 598e but de sa carrière.

Résultats au Richelieu

PREMIERE COURSE

Luxmille 6.30 4.10 3.00
Tessa Star 4.80
Taylor Song 4.30
Temps 2:11

DEUXIEME COURSE

Mr Grace 9.70 3.80 3.80
Direct Bud 3.10 2.80
Cometoga, Pilsa 5.80
Temps 2:11

TROISIEME COURSE

Parl double: 63.70
Midas Hanover 3.40 2.50 3.50
Penny Clap 5.80 3.70
Northwood Butch 3.30
Temps 2:12

QUATRIEME COURSE

Trader Jet 8.00 5.10 3.60
Notation 6.50 5.80
Buckeye Jake 7.30
Temps 2:12

CINQUIEME COURSE

Indian Volo 9.10 4.50 4.00
Mills Equine 6.80 5.80
Rit Hal 3.50
Temps 2:08

SIXIEME COURSE

Melody Smoky 22.80 4.80 4.80
Diamond Way 10.40 4.30
Largo Hanover 4.80
Temps 2:02

SEPTIEME COURSE

Honnet Pete 5.10 4.10 3.60
Leonard Abbey 5.30 3.30
Brandon Hanover 3.30
Temps 2:02

HUITIEME COURSE

Easy Abe 11.20 4.30 3.00
Rere's How 3.40 2.50
Sunny Western 3.80
Temps 2:07

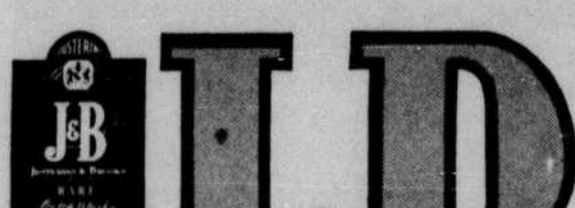
NEUVIEME COURSE

Uncle Duck 17.10 4.40 5.10
Active Bud 5.00 3.00
Admiral Herbert 4.30
Temps 2:07

DIXIEME COURSE

Kay Harmony 5.60 2.80 2.40
Bill Johnston 3.40 3.30
Exat Time 4.30
Temps 2:03

Exacta: \$60.80

JUSTERINI & BROOKS
SYNONYME DE QUALITÉ

RARE SCOTCH WHISKY

reconnu pour sa saveur inégalée.



COMPTABLES AGRÉÉS

BELZILE, HEBERT CARDINAL & CIE
Comptables agréés
2345 est, Bélanger
Montréal — 729-3226

Lucien Dahmé, C.A.
Comptable agréé
276 ouest, rue St-Jacques
Suite 110 — 845-4194

PROVOST & PROVOST

Comptables agréés
ROGER PROVOST, C.A.
Sindicat Licencé
ROLAND PROVOST, C.A.
928 est, boul. St-Joseph
526-1661

VIAU & ROBIN

Comptables agréés
LUCIEN D. VIAU, C.A.
H. LIONEL ROBIN, C.A.
JACQUES R. CHADLON, C.A.
ARMAND H. VIAU, C.A.
L. SERGE GERVAIS, C.A.
PO. 9-3871

Samson, Bélair, Côté, Lacroix et Associés

Comptables agréés
E. H. Knight & Co.
Comptables agréés
Maurice Samson, O.B.E. C.A.
Lucien P. Bélair, C.A.
E.H. Knight, C.A.
Leon Côté, C.A.
Raymond Fortin, C.A.
Henri Lacroix, C.A.
Clement Primeau, C.A.
Percy Auger, C.A.
Renald Sylvestre, C.A.
Dennis Bell, C.A.
Gilles Trépan, C.A.
Pierre Barry, C.A.
Marcel Ducharme, C.A.
Jean-Paul Boyer, C.A.
Robert Garbay, C.A.
Emile Lefebvre, C.A.
Jean-P. Barbeau, C.A.
Roland Truchon, C.A.
Denis Schmutz, C.A.
Emilien Gauthier, C.A.
Jean-Yves Dault, C.A.
Jean-François, C.A.
Paul-É. Bonnier, C.A.
André Lesage, C.A.
Conseils M. Chartré, C.A.
A.E. Beaulieu, D.S.C. C.A.
G. Marceau, C.A.

MONTRÉAL QUEBEC RIMOUSKI

360 RUE SAINT-JACQUES, MONTRÉAL 842-4691

Deux punitions coûteuses forcent le Tricolore à faire match nul, 3-3

TORONTO — Bien qu'ayant la victoire dans leur poche au terme de la seconde période, hier soir contre les Maple Leafs de Toronto, dans la ville-roi, les Canadiens n'ont pu faire mieux qu'un match nul 3 à 3 contre les protégés de Punch Imlach, après avoir écopé de deux punitions coûteuses au cours du troisième tiers-temps. Ils ont aussi quelque peu ralenti dans leurs échanges.

Lorne Worsley et Johnny Bower se sont livrés un magnifique duel, au cours du match. Le Canadien a dirigé 37 lancers contre Bower alors que les Leafs lançaient en 20 occasions contre Worsley. Jean-Claude Tremblay a porté un casque protecteur au cours de ce match. On sait qu'il fut blessé au visage au cours d'un récent match.

Eddie Shack qui en était à sa première visite à Toronto depuis son retour de Rochester, a excellé quoiqu'il eût copé de la plupart des punitions des Leafs. Il a aussi livré un court combat de boxe à John Ferguson.

Les dix premières minutes de jeu dans la période initiale furent assez ternes mais par la suite le jeu s'est animé. C'est alors que Baskstrom, évoluant au centre, Gilles Tremblay et Claude Provost ont donné l'avance au tricolore en ouvrant le pointage. Peu après, Johnny Bower a dû intervenir devant Claude Provost et c'est avec son visage qu'il devait bloquer un lancer de revers de Provost. Les Leafs n'ont eu qu'une excellente occasion de compter dans cette période mais Lorne Worsley les a empêchés de niveler le compte. Britt Selby est venu près de le

déjouer en complétant une magnifique échappée de Dave Keon.

Au début de la seconde période, les échanges furent très rapides entre les deux équipes. Une magnifique pièce de jeu exécutée par Claude Larose a rapporté des fruits peu avant la cinquième minute de jeu. Larose, effectivement, s'est emparé du disque au centre, acontourné le filet de Johnny Bower et a relayé la rondelle à John Ferguson qui a lancé dans le filet, pour le second but du Tricolore. La riposte des Leafs ne s'est pas faite attendre cependant. Armstrong a réussi à faire sortir Worsley de son filet au terme d'une belle montée pour ensuite relayer le disque à Dave Keon. Ce dernier a réussi à ouvrir le pointage pour les Leafs. Moins de deux minutes après ces échanges, Robert Rousseau a porté le disque à la porte des buts de Bower, depuis la mise au jeu dans la zone du Tricolore et, là, a complété une belle passe à Dick Duff qui a ajouté au pointage, donnant aux Canadiens l'avantage de deux buts. Shack a ensuite été puni mais le Tricolore n'a pu mettre cette punition à profit. Au sortir du banc des punitions, Shack s'est emparé d'une rondelle demeurée libre à la ligne bleue du Canadien et il a tenté de prendre Worsley en défaut. Ce dernier a soulevé l'assistance à sa première visite au Maple Leaf Garden depuis son retour de Rochester, par ses moindres échauffements. Mais au cours des deux premières périodes, il s'est retrouvé au frigoire en trois occasions.

En troisième période, les Canadiens ont ralenti au cours

des dix premières minutes de jeu et ils ont écopé de deux punitions coûteuses, l'une sur l'autre. Opportunistes, les Leafs en ont profité pour ajouter au pointage. C'est Ron Ellis qui a marqué les deux filets des siens, portant le compte égal 3 à 3. Avec moins de dix minutes à faire dans le match les deux équipes ont ouvert les échanges dans le but d'encaisser une victoire. Mais rien n'y fit.

SOMMAIRE	
PREMIERE PERIODE	
1-Montréal: Backstrom (3)	11:30
Punitions: Ferguson 0:30, Larose 6:31	
DEUXIEME PERIODE	
2-Montréal: Ferguson (3)	4:43
(Berenon, Larose)	
3-Toronto: Keon (2)	6:29
(Armstrong)	
4-Montréal: Duff (2)	6:47
(Rousseau)	
Punitions: Ferguson 0:30, Shack 18:34	
5-Toronto: Ellis (2)	8:56
(Mahovich, Armstrong)	
6-Toronto: Kurtenbach (2)	9:07
Punitions: Ferguson (2 min.) 3:07, Shack 3:07, Harris 4:43, Ellis 9:18	
LANCERS PAR:	
MONTRÉAL	15 12 9-36
TORONTO	9 9 11-29

NORMANDIE CABLE T.V. LTD.

AVIS

Avais est par les présentes donné que NORMANDIE CABLE T.V. LTD., une corporation constituée sous la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adresse au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi de 1965.

Dated at Montréal, P.Q., Canada, ce 9e jour de novembre 1965

Donald James Johnston, Secrétaire

ALPHA FUR COMPANY LIMITED

AVIS

Avais est donné par les présentes que la Compagnie Alpha Fur Company Limited, une corporation en vertu de la "Loi des Compagnies de Québec" et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adresse au Secrétaire de la province de Québec, pour la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des Compagnies de Québec.

Dated at Montréal, ce 10e jour d'août, 1965.

PAUL MARGARITIS, Secrétaire

Alpha Fur Company Limited, 1255 rue Université, Suite 400, Montréal, Qué.

Procureurs de la compagnie Alpha Fur Company Limited.

AVIS LÉGAL

LACHINE BUILDING LTD.

Avais est donné par les présentes que la Compagnie Lachine Building Ltd., une corporation en vertu de la "Loi des Compagnies de Québec" et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, Québec, s'adresse au Secrétaire de la province de Québec, pour la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des Compagnies de Québec.

Dated at Montréal, ce 1er jour de novembre, 1965.

ESTHER BRANDEIS, Secrétaire

LACHINE BUILDING LTD., 1255 rue Université, Suite 401, Montréal 2, Qué.

Procureur de la compagnie LACHINE BUILDING LTD.

CANADA

Province de Québec

District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 688-299

REAL MENARD, électricien, de la Cité de St-Hubert, district de Montréal;

Demandeur

vs

LUDOVIC GOSSELIN, gentilhomme, domicilié au numéro civique 978 rue St-Timothé, en les Cité et District de Montréal;

Défendeur

PAR ORDRE DE LA COUR:

Il est ordonné au défendeur LUDOVIC GOSSELIN, de comparaître dans le mois.

Montréal, 8ième jour de novembre 1965.

NORMAND DESROCHES, Député-protonotaire

Me Gaetan E. LAGARDE, 4189 rue St-Hubert, Montréal, P.Q.

CANADA

Province de Québec

District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 694899

DAME NANCY COLEMAN, psychopathe, épouse séparée de biens de Karl Porter, domiciliée et résidant à 4685 Eamcliffe Avenue, dans les Cité et District de Montréal;

Demanderesse

vs

KARL PORTER, musicien, domicilié dans les Cité et District de Montréal, mais absent de la province;

Défendeur

PAR ORDRE DE LA COUR:

Il est ordonné au défendeur KARL PORTER de comparaître dans le mois.

Montréal, le 4e jour de novembre 1965.

MAURICE CARON, Député-Protonotaire

Geoffroy et Prud'homme, 612 ouest rue St-Jacques, Montréal

Procureurs de la demanderesse

Avais est donné qu'un nantissement et transfert de toutes dettes présentes et futures de Asheta Canada Ltd. à Affiliated-Business Factors Corporation et exécuté le 1er novembre 1965, a été enregistré au Bureau d'enregistrement de Montréal le 9 novembre sous le numéro 187021.

TELE-RECEPTION INC.

AVIS

Avais est par les présentes donné que TELE-RECEPTION INC., une corporation constituée sous la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adresse au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des Compagnies.

Dated at Montréal, P.Q., Canada, ce 9e jour de novembre 1965

Donald James Johnston, Secrétaire

CANADA

Province de Québec

District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 657-156

DAME MARIA GRANATA, veuve, remariée de J. GRANATA, des Cité et District de Montréal;

demanderesse,

vs

RAYMOND PELLERIN, camionneur des Cité et District de Montréal, 7040 rue Bordeaux, n. 1, Montréal;

Défendeur.

PAR ORDRE DE LA COUR:

Il est ordonné au défendeur RAYMOND PELLERIN, personnellement, ou par un avocat, de comparaître d'ici un mois.

Montréal le 5ième jour de novembre 1965.

RAOUL CREVIER, Député-protonotaire,

Mes MALO F. PATERAS et MACEROLA, Avocats,

7200 rue Hutchison, Montréal, 15, P.Q.

Procureurs de la demanderesse

CANADA

DISTRICT DE MONTREAL

COUR SUPÉRIEURE

No. 697370

SPIRO THOMAS PAPAYANATOS, gérant de restaurant, des ville et district de Montréal;

Demandeur

vs

MARIANTHI DEMBONERA, ménagère, épouse légalement séparée de biens de Spiros Thomas Papayanatos, des ville et district de Montréal;

Défenderesse

PAR ORDRE DE LA COUR:

Il est ordonné à la défenderesse MARIANTHI DEMBONERA de comparaître d'ici un mois.

Montréal, 10ième jour de novembre 1965.

NORMAND DESROCHES, Député-protonotaire

YVES LAURIER, C.R., Avocat,

152 est, Notre-Dame, suite 14, Montréal.

Procureur du demandeur

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES A-719

pour 10h.30 a.m. (h.n.e.) le lundi 29 novembre 1965

FOURNITURE "D'ACIER D'ARMATURE"

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document A-719 lequel est disponible pour examen et peut être obtenu gratuitement, du lundi au vendredi inclusivement, 8h.30 a.m. à 5h. p.m. au:

Service des achats

HYDRO-QUEBEC, 75 ouest, boul. Dorchester, Montréal 1, P.Q.

Un dépôt de trente mille dollars (\$30,000), chèque visé payable à l'Hydro-Québec et remboursable sous condition doit accompagner la soumission.

Seuls sont admis à soumissionner ceux qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'Hydro-Québec.

L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Les co-secrétaires,

B. LACASSE - W.E. JOHNSON, Montréal, le 8 novembre 1965

CANADA

Province de Québec

District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 10,925 ex parte

L'Église roumaine orthodoxe de Montréal, corps public et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la Cité de Montréal, district de Montréal;

Requérante

vs

Rév. P. Constantin, Iuga, A. Boicu, A. Tanasa, C. Casvanean, D. Stanuta, S. Lazarevici, N. Veronca, G. Uricu, I. Blahovici, S. Strugari, A. Gramada, E. Gafencu, H. Polocoseru, A. Humigari, O. Litvichevici, G. Nicutari, A. Nestor, V. Stavarachi, G. Casvanean, Constantin Lazarek, H. Rahamici, Litvichevici, V. Farnich, George Garea, S. Saghin, H. Ardelean, Alex Timofieci, Savata Rofari, Anna Grossu, Iftimi Caturari, Ion Corneliu, Nicolai Spatar, A. Barsan, V. Bilan, P. Milhauc, C. Postecura, N. Caciuc, S. Cabihi, Cost. Doroftei, Lazar Tampuscul, George Jureschi, Lazar Sava, George Salari, V. Hancu, M. Pucal, Nicolai Caba, Nichifor Curteanu, Ion Frenet, W. Geminari, George Coco, Mrs Anna Butac, Theofil Cacu, Donald Cucu, George Pacurari, T. Blahovici, Autroli résidents de la Cité et District de Montréal.

Intimes

et

LE REGISTREUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE MONTRÉAL

Mis-en-cause

PAR ORDRE DE LA COUR:

Il est ordonné aux Intimes de comparaître dans les trente (30) jours, du dernier avis.

Montréal, le 8 novembre 1965.

DEPUTÉ-PROTONOTAIRE

Mes Danseanu et Tomescu, 507 place d'Armes, Montréal,

Avocats de la requérante

CALUMET ENTERPRISES INC.

AVIS

Avais est par les présentes donné que CALUMET ENTERPRISES INC., une corporation constituée sous la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adresse au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des Compagnies.

Dated at Montréal, P.Q., Canada, ce 9e jour de novembre 1965

Donald James Johnston, Secrétaire

CANADA

Province de Québec

District de Montréal

COUR SUPÉRIEURE

No 693193

MARCEL DUROCHER, domicilié et résidant au 258 rue Maine, Richmond, district de St-François;

Demandeur

vs

LUDOVIC GOSSELIN, gentilhomme domicilié et résidant au 978 rue St-Timothé, ville et district de Montréal;

Défendeur

Cavalcade SPORTIVE

par
Gérard "Gerry"
Gosselin

M. le juge Jacques Trahan a tenu récemment des propos rafraîchissants et pratiques à la fois au sujet du comportement des jeunes, des délinquants qui deviennent vite des habitués de la cour de police et des autres qui s'y acheminent, parce que comme les premiers, ils ont tendance à ne pas respecter l'autorité. Qu'il s'agisse de jeunes sans instruction, — ce n'est pas toujours leur faute, — ou d'intellectuels en herbe, la pratique des sports, même violents et rudes, leur apporterait un débouché à ce surplus de vitalité qui cherche à s'extérioriser et qu'il faut canaliser de façon à ne nuire à personne, encore moins aux victimes de cette étrange maladie actuelle : l'indiscipline.

Selon le juge Trahan qui, on le sait, a pratiqué beaucoup de sports, — ce qui n'a pas nui à son avancement social et à l'épanouissement de sa personnalité intellectuelle, — les exercices physiques virils et le sport sont des préventifs contre la criminalité juvénile, contre les assauts échelonnés d'une certaine adolescence contre les forces de l'ordre. Les jeunes, — et c'est légitime, — veulent participer de plus en plus à la vie de leur pays, de leur nation. Mais s'ils n'ont pas l'esprit de discipline qui enseigne à obéir avant de commander, le sens de la hiérarchie des valeurs et surtout le respect de l'expérience, les jeunes sont inéluctablement voués à poser des gestes qu'ils seraient les premiers à regretter s'ils avaient un peu plus de maturité.

Le long de la route, dans la formation des jeunes, quel'un manque à son devoir, quand on néglige un aspect aussi important que l'équilibre chez ceux qui demain sont appelés à prendre la relève. Nos autorités sont probablement l'erreur de trop intensifier le savoir des candidats à la maturité et de négliger l'aspect purement physique d'un enfant qui se transforme en adolescent et d'un adolescent qui va devenir un homme. C'est une question de santé. Et la santé d'un individu, au plan moral et intellectuel, ne saurait s'accommoder d'un corps anémié ou vieillissant trop vite. C'est l'esprit qui mène le monde, mais si l'on veut éviter la "constipation intellectuelle" dont je parlais il y a quelque temps, il faudra composer et ne pas oublier qu'en un siècle aussi effréné que le nôtre, la matière grise du cerveau manque d'aération et de renouvellement précisément parce qu'on n'établit pas la personnalité de l'individu sur la base indispensable de la santé physique.

Les jeunes ont, à leur décharge, le mauvais exemple souvent des gens en autorité. Comment peuvent-ils respecter des maîtres qui mènent une double vie : la vie publique où ils enseignent des principes que dans leur vie privée, ils sont les premiers à violer. Sans instruction, sans milieu favorable, une certaine jeunesse se sent trahie, racée, insatisfaite, incomprise. Par un violent sursaut de déception, elle veut se faire justice et cherche à tout casser, les fausses idoles, les faux précepteurs, les vedettes hypocrites. Il faut s'occuper de cette classe de citoyens dont la force serait mieux canalisée, si elle était mieux comprise. Le sport, l'éducation physique, l'athlétisme distraient ces jeunes des sombres projets qu'ils nourrissent dans l'oisiveté et la carence de débouchés sains.

Il y a aussi l'autre jeunesse, celle qui étudie, qui s'inscrit et qui ne fait que cela. Elle sort des cours d'université pour tomber dans des décades de cogitation intense, des séminaires bien intentionnés, des enquêtes sur ci et sur ça. Même les loisirs sont occupés à organiser des tables rondes, des symposiums, des délibérations inquiètes sur tous les sujets. Pendant ce temps, le corps s'étiole. Les énergies viriles qui assureraient un équilibre s'épuisent, passent ailleurs et à force d'autosuggestion et de rancœurs, des heures précieuses sont consacrées à démolir, à critiquer, à anéantir ce qui ne plaît pas, tandis qu'une sage dose d'épanouissement physique apporterait pondération, mesure et discipline. Là aussi, comme le suggère le juge Trahan, un peu de sport, un peu d'athlétisme serait bienvenu pour désintoxiquer des cerveaux trop appliqués à des considérations d'un autre âge.

Inscrits au Richelieu

PREMIERE COURSE

Trot (A réclamer: \$2,000-\$2,500)

1. Proper Way G. Lachance 5-2
2. Gus The Great G. Lachance 4-1
3. Benlen Hanover Pritchard 4-1
4. The Capon G. Baillargeon 6-1
5. Poplar Park Y. Pelchat 6-1
6. Marty's Last B. P. Caldwell 8-1
7. Bonnie Jo Express Lachance 8-1
8. Sergeant Raim A. Bedard 10-1
Aussi éligible: Kim D. Gratton C. Pelletier

DEUXIEME COURSE — Amble

(A réclamer: \$1,500-\$2,000)

Bourse: \$500

1. Irish Mike A. Degulie 3-1
2. Count Pick N. Bardier 4-1
3. Hellyer P. Caldwell 9-2
4. Phil Butler Y. Pelchat 6-1
5. Marquise Richelieu Bedard 6-1
6. Lisa Queen G. Lachance 8-1
7. Nancy Scott M. Bergeron 8-1
8. Shadow Gld C. Dupont 10-1
Aussi éligibles: Express Belle G. Desrochers, Hillyer P. Caldwell

TROISIEME COURSE — Amble

(Conditions) — Bourse: \$1,000

1. Chocolate Champ M. Jodoin 3-1

2. Chief Abbe C. Savinac 7-2

3. Don Dhu G. Lachance 4-1

4. Ted Woodley C. Pelletier 6-1

5. Honey Rainbow pas cholest 6-1

6. Sharp Gain C. Belanger 8-1

7. Nettle Hawk J. J. Marchand 8-1

8. Fedora Boy M. Bergeron 10-1
Aussi éligibles: Y. Pelchat, Sho Boy C. Pelletier

QUATRIEME COURSE — Amble

(A réclamer: \$2,000-\$2,500)

Bourse: \$1,000

1. Dale Lind P. Grenier 3-1

2. Brick A. Hanna 4-1

3. C.B. Sal R. Coutu 9-2

4. Joey Johnston Bouthillier 6-1

5. Bordervoe Sally S. Grise 6-1

6. Golden Spark Grandmason 6-1

7. Ganderette K. Pritchard 8-1

8. Meadow Frisco Laframboise 10-1
CINQUIEME COURSE — Trot

(Conditions) — Bourse: \$1,500

1. Ambro Earl L. Bourgon 3-1

2. Butch Hanna 4-1

3. Joppa's Surprise Caldwell 4-1

4. Lee Ezra P. Caldwell 6-1

5. Pinky Amble J. Hanna 8-1

6. Argo Bay C. Poulin 8-1

7. Fluffy Freight N. Bardier 8-1

8. Lucky Dams L. Bourgon 10-1
SIXIEME COURSE — Amble

(Conditions) — Bourse: \$1,000

1. On Shaw J.L. Vilander 3-1

2. Lady Buchanan Hanna 4-1

3. Desmond's Son C. Dupont 9-2

4. Honeyville Miss M. Grange 6-1

5. Solitude R. Belanger 8-1

6. Mik Slater R. Belanger 8-1

7. High Limer W. Poirade 8-1

8. Mistleman M. Bergeron 10-1
Aussi éligibles: Miffin Hanover St-Jacques, Meadow Andy R. Bardier

SEPTIEME COURSE — Trot

(Conditions) — Bourse: \$1,000

1. Archie Mon A. Hanna 3-1

2. Mr. Tyson G. Lachance 4-1

3. Root Charm W. Bourgon 9-2

4. Sue Express J. Hebert 6-1

5. Carlys Allen pas cholest 6-1

6. Lord Chase A. Bedard 8-1

7. Czar Vonian R. Bouthillier 8-1

8. Privilou Eds A. Degulie 10-1
Aussi éligible: Dusty Dean Grandmason

HUITIEME COURSE — Amble

(Conditions) — Bourse: \$1,000

1. Brave Will G. Lachance 3-1

2. Speedy Sam Y. Pelchat 7-2

3. Kiss Sherry St-Jacques 4-1

4. Maple Pointer Vanderpeit 6-1

5. Phantom Hanover Ponton 6-1

6. Good Scot D. White 8-1

7. Silver's Gold M. Turville 8-1

8. Prince Fiver G. Baillargeon 10-1
NEUVIEME COURSE — Trot

(Conditions) — Bourse: \$1,000

1. Scotty Dear L. Bourgon 5-2

2. Gloria Elkington P. Alin 4-1

3. H. J. Levesque C. St-Jacques 4-1

4. Hardy's Prince C. Dupré 5-1

5. Queen's Impel D. Lachelle 6-1

6. Sunny Bomb A. Degulie 8-1

7. Miss Alma Mir J. Hebert 8-1

8. Hoota Hanover P. Dussault 10-1
DIXIEME COURSE — Amble

(A réclamer: \$15,000-\$20,000)

1. Douglas Brooke A. Hanna 3-1

2. Indiana Chief pas cholest 4-1

3. Cuckoo Hawk N. Ha 9-2

4. Lamart Jr G. Beauvais 5-1

5. The Saint R. Bouthillier 6-1

6. Nocturnal Beauty L. Bourgon 8-1

7. Homestretch Tres Bourgon 8-1

8. King Shadow C. Dupont 10-1

Le président Campbell explique les rapports entre le hockey professionnel et amateur

TORONTO — Le président Clarence Campbell a témoigné, hier, devant un comité de la Législature ontarienne s'occupant des problèmes de la jeunesse, pour dissiper ce qu'il a appelé le "malen-

tendu considérable" qui existe sur les rapports entre le hockey professionnel et les amateurs. Le président de la ligue Nationale a présenté un long mémoire pour défendre les trois façons dont le

cartel de la Nationale enrégimente les amateurs : le parrainage, la liste de négociation et le repêchage.

En faisant la description de ces trois sources d'approvisionnement en joueurs, il a dit que leur but était de prévenir la surenchère entre les clubs de la ligue Nationale au sujet de joueurs aussi jeunes que 14 ans, au "talent non établi", dit-il.

Selon M. Campbell, le parrainage autorise les clubs majeurs à supporter deux clubs amateurs et les 18 joueurs qui les composent, et forme le moyen le plus efficace de développer des joueurs.

La liste de négociations, selon laquelle un club de la L.H.N. reçoit les droits exclusifs de négociation avec quatre joueurs pour au moins un an, est une vraie sauvegarde, parce qu'elle a empêché les guerres et rivalités de surenchères et les gros bonis.

Suivant le système du repêchage, un club de la L.H.N. peut réclamer jusqu'à quatre joueurs de 17 ans par année, — cet âge a été porté à 18 ans en 1965, — pour \$2,000.

M. Campbell a déclaré que les joueurs repêchés ou placés sur une liste de négociation ne sont pas obligés de

jouer du hockey professionnel. Cependant, s'ils décident de le faire, ils ne peuvent jouer pour le club qui a des droits acquis de cette façon.

Selon M. Campbell, les jeunes ne souffrent aucun préjudice. "D'ordinaire ils s'entendent avec les clubs auxquels ils appartiennent, sinon, ils peuvent indiquer dans quelle organisation ils aimeraient jouer et alors, une transaction est normalement conclue, ce qui permet au jeune de jouer où il veut."

Les joueurs de clubs fermes ne sont pas non plus obligés de devenir professionnels, personne ne les y force, mais comme ils ont parfois été payés jusqu'à \$65 par semaine dans le club ferme, il existe une certaine obligation morale le envers le club qui a aidé à défrayer l'éducation de ces jeunes ou à compenser pour les petits salaires qu'ils gagnent autrement.

"En payant les jeunes pour jouer du hockey amateur, dit M. Campbell, la ligue dément les critiques de ceux qui soutiennent que le hockey nuit aux études."

M. Campbell termine en soulignant que, pour développer encore mieux l'attitude des jeunes en société, l'on puisse augmenter l'accessibilité du hockey aux adolescents.



Des cours d'initiation au ski et des cours de perfectionnement sont au programme pour les jeunes de 18 ans et moins sur les pentes du service des parcs pour la prochaine saison du ski.

Tous les samedis matins, des moniteurs spécialisés de la division de la récréation initieront les enfants à ce magnifique sport et prodigueront des conseils pratiques à tous ceux qui connaissent les notions du ski, de 9 heures à midi.

Les cours débuteront le 13 janvier aux cinq endroits suivants :

Paré Ahuntsic; Lajeunesse et Prieur; Des Hirondelles; Iberville et Fleury; Ignace Bourget; Jolies et Newman; Maisonneuve; Viau et Sherbrooke; Mont-Royal; Lac aux Castors.

Le coût est de cinq dollars (\$5.00) par enfant, payable par chèque à la Ville de Montréal. On pourra obtenir une formule après le 13 novembre en téléphonant à 872.2593 ou 872.2630.

L'ambleur Jackie Wayne appartient maintenant au groupe des vedettes

Devant les récents succès de l'ambleur Jackie Wayne, à Charles Poulain, le secrétaire de courses Mike MacCormac n'avait pas d'autre alternative que de le faire passer au groupe sélect des vedettes. C'est ainsi que demain soir, dans la course principale, Jackie Wayne prendra part à la course de \$3,000, un amble qui constituera la course principale au programme.

Précisons d'abord que même si c'est aujourd'hui jeudi, il y a des courses, ce soir, au Parc Richelieu. On sait que lundi soir dernier, le programme régulier avait été remis à cause de la tenue des élections fédérales. Il y aura donc des courses ce soir par exception, au Bout-de-l'Île.

Jackie Wayne a été acheté par Gérard Ouellet, de Davyville, au montant de \$5,000. C'est Albert Hanna qui avait ramené Jackie Wayne à Montréal, à la suite d'un de ses voyages aux États-Unis.

Il a fallu un certain temps à Poulain avant de faire de Jackie Wayne le marchand de vitesse qu'il est aujourd'hui. En 20 courses, cet ambleur n'en a pas moins gagné 8 fois, dont cinq fois de suite, à ses cinq derniers départs; son mille le plus rapide a été de 2:04.1, soit trois cinquièmes de seconde de mieux que son meilleur mille réussi l'an passé à la piste Northfield, dans l'Ohio. Jackie Wayne a gagné \$6,757.

Les compleurs de l'Américaine

	B	A	P
Rochefort, Québec	9	10	19
Labossière, Québec	9	8	17
Huot, Québec	5	12	17
Sutherland, Québec	8	6	15
Morton, Québec	7	8	15
Blackburn, Québec	7	8	15
Hicks, Québec	4	12	15
Gendron, Québec	7	12	14
Hilman, Rochester	1	12	13
Edman, Rochester	7	4	11
Hall, Pittsburgh	6	5	11
Hilman, Baltimore	1	12	13
Cullen, Baltimore	5	6	11
LaForge, Pittsburgh	6	4	10
Beaudin, Pittsburgh	6	4	10
Spencer, Pittsburgh	3	5	10
Johns, Québec	2	8	10

ICE CAPADES

Frais comme le printemps, envoûtant comme l'automne

Le spectacle des Ice Capades est comme le printemps et l'automne. C'est toujours la même chose, mais c'est toujours beau. On ne se lasse pas d'admirer la royale splendeur des arbres dont les feuilles saignent dans les premiers matins froids; on ne se lasse pas d'assister à la résurrection d'avril ou mai dans les parterres ou les bois. Il en est de même du spectacle qui est à l'affiche du Forum actuellement.

Les Ice Capades ont le mérite de présenter une féerie pour les yeux, pour l'oreille, mais je ne puis oublier que contrairement aux grands corps de ballets ou aux concerts symphoniques, ici, tout se fait sur patins. C'est pour cela que cette immense production, mélange de grâce, d'harmonie, de couleurs affrénées, sous des musiques tantôt gaies tantôt romantiques, est avant tout un spectacle qui n'existerait pas sans la virtuosité de ses figurants.

qui doivent, en premier lieu, maîtriser un sport très sain et exigeant : le patinage. Qu'il s'agisse de solos ou de chorégraphies, d'ensembles, on croit reconnaître une espèce de sélection de ce qui s'est fait de meilleur par cette troupe depuis 25 ans.

Le but est d'enchanter le public et tout le public: les fervents d'acrobatie, les amateurs de grande musique, les fervents de la chorégraphie, ceux qui préfèrent la musique légère, les chercheurs de nouveautés et... les enfants.

En grande forme, les grandes vedettes de la troupe: Otto et Maria Jelinek, Ann-Margret Frel, Lynn Finnegan, Tommy Litz et le duo Romayne et Steele, sans oublier les facettes de Labrecque et Bussey.

Numéros particulièrement appréciés. Allée au pays des merveilles, avec Lewis Carroll; Evening at the Met; l'Adagio de Phil Romayne et Cathy Steele et les étourderies de Spanky, le chimpanzé. G G

BALLON-PANIER

Réorganisation et expansion de la ligue St-Laurent-Richelieu

Pour la sixième année consécutive M. Bernard Miron a été réélu président de la ligue de ballon-panier St-Laurent-Richelieu. Lors de cette assemblée tenue à Longueuil le 7 octobre, M. Robert Deschamps, directeur du programme d'éducation physique pour la Commission Scolaire Honoré-Mercier a été élu arbitre en chef. M. Serge Poulin, professeur en éducation physique de l'école Gérard-Fillon a été élu publiciste de la ligue.

Depuis sa formation, il y a six ans, par l'actuel président de la ligue, la ligue de ballon-panier St-Laurent-Richelieu n'a connu que des succès grandissants. La ligue comprenait jusqu'à l'an dernier trois sections: le Bantam, le Midjet et le Juvenile et groupait les localités suivantes: St-Bruno, Varennes, Belloil, St-Lambert, Longueuil et St-Jean.

Cette année les dirigeants de ce circuit, conscients de

promouvoir le ballon-panier chez les plus jeunes, ont mis sur pied une nouvelle section: le Pee-Wee. L'école Gérard-Fillon de Ville Jacques-Cartier présentera une équipe dans cette nouvelle section.

Voici les noms des équipes faisant partie du circuit de ballon-panier St-Laurent-Richelieu pour l'année 1965-66.

Section PEE-WEE
1) St-Jean, 2) Longueuil 3) Ecole Gérard-Fillon.

Section BANTAM
1) St-Jean, 2) Longueuil, 3) St-Bruno.

Section MIDJET
1) Ecole Beaulieu, 2) Longueuil 1, 3) Longueuil 11, 4) Marieville, 5) St-Jean, 6) St-Patrick.

Section JUVENILE
1) Longueuil, 2) Ecole Crivier (Marieville), 3) Externat de Longueuil, 4) Belloil, 5) St-Jean.

LOUEZ une auto!

Connaissez-vous les avantages à louer une automobile?

GOVETTE INC.

Contrat de 12 ou 24 mois

Téléphone: 658-8723 — 861-0181

Distributeur de: Pontiac, Buick, Acadian, Beaumont, Camions G.M.C.

O.F.C.

UN WHISKY CANADIEN

Un des 3 Grands Whiskys Canadiens

EXPORTES AVEC FIERTE VERS PLUS DE 50 PAYS

DISTRI. WHISKY ET EMBOTTILLAGE A GUELPHFORD PAR CANADIAN SCHEMATIC DISTILLERIES LTD.

CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

AVOCATS

JEAN-PAUL PARENT

avocat

4 est. rue Notre-Dame

Chambre 605

Tél.: 878-9494

Rés.: 274-1359

BREVETS D'INVENTION

Brevets d'invention

MARQUES DE COMMERCE

MARION, ROBIC & ROBIC

ci-devant

Marion & Marion

2100, rue DRUMMOND

MONTREAL, 25 - 288-2152

DACTYLOGRAPHES

ATTENTION

Nos bureaux, magasins, ateliers et salles de montage sont aménagés à 14 ST-ALEXANDRE, PRES CRAIG. Vous y trouverez dactylographes, machines à calculer, à photocopier, à additionner, à dicter, duplicateurs, horloges de temps, salles de montage, spécimens de modèles de bureau, etc., etc., en somme

TOUT POUR LE BUREAU

CANADA DACTYLOGRAPHIE INC.

STATIONNEMENT

Nos nouveaux téléphones

861-5771

ELECTRICIEN

Entrepreneur-électricien

Jean K. Malouf Inc.

Entretien — Réparations

RA. 1-9630

6305, 25e ave Rosemont

ASSURANCES

ERNATIONAUX

HORIZONS INTERNATIONAUX

HORIZONS INTERNATIONAUX

HORIZONS INTERNATIONAUX

HORIZONS INT

Erhard demande une "co-responsabilité" nucléaire et la réunification allemande

BONN — Réaffirmation de l'alliance américaine, "fondement de la politique extérieure et militaire allemande", respect des traités européens, rappel de la nécessité de la réunification, avec une allusion à des "garanties de sécurité".

Telles sont les idées essentielles exposées hier par le chancelier Erhard dans sa déclaration gouvernementale devant le Bundestag. Son programme de politique étrangère se différencie à peine de celui qu'il avait présenté en 1963, qui lui-même se rattachait aux concepts exposés en 1961 par le Dr Adenauer. On relève cependant que les relations franco-allemandes, dont le caractère amical était largement souligné jusqu'à présent, sont surtout évoquées dans l'ensemble des rapports avec les trois grands alliés de la République fédérale. Quant au traité de coopération franco-allemand, il est mentionné en une simple phrase.

Mais l'impression générale qui se dégage du programme du chancelier est qu'il évite soigneusement de prendre des positions définitives sur des problèmes qui vont incessamment faire l'objet de négociations délicates.

M. Erhard est favorable à une réforme de l'OTAN qui

faciliterait l'accession des Etats membres à la "co-responsabilité atomique", mais il n'insiste pas sur le projet américain de "MLF" et se borne à parler d'une "organisation nucléaire". Il sait que la question ne saurait être résolue — si elle l'est — avant les entretiens qu'il aura les 6, 7 et 8 décembre avec le président Johnson.

Sur l'Europe, la position du chef du gouvernement fédéral est défensive. Il veut maintenir l'acquis des communautés et veiller à ce que les fondements des traités ne soient pas remis en cause. Il reste disposé à des conversations pour sortir de la crise du Marché commun, mais n'avance aucune proposition. Il désire manifestement laisser se développer les prises de contact entre les "Cinq" et la France et ne pas hypothéquer les conversations que son ministre des affaires étrangères aura le 12 novembre à Paris.

Dans le domaine économique aussi, M. Erhard qui sent naître dans la coalition des résistances à sa politique d'assainissement des finances publiques, se montre prudent. Il ne se raidit que pour inviter les Allemands à travailler plus longtemps et pour repousser l'extension du principe de la cogestion ouvrière aux industries autres que la sidérurgie et les charbonnages où il fut mis en vigueur en 1951.

Mais sur la nécessité de la réunification, le chancelier fait preuve de plus de fermeté. Il place les anciens vainqueurs devant leurs responsabilités — ce passage est très applaudi — et condamne toute idée de concession politique à Berlin-Est. Il réaffirme à l'intention des pays de l'Est — et également à celle du tiers monde — le droit de la République fédérale à représenter exclusivement le peuple allemand. Il évoque cependant brièvement la possibilité de "Garanties de sécurité" pour le jour où un gouvernement librement élu de l'Allemagne tout entière sera appelé à signer un traité de paix. En attendant, il maintient l'Allemagne dans les frontières de 1937, c'est-à-dire d'avant l'"Anschluss" de l'Autriche. Il y a ici indubitablement une altération du ton plus souple adopté ces dernières années sous l'influence des libéraux. M. Erhard a dû conserver malgré lui M. Erich Mende, président du parti libéral, au poste de ministre des affaires allemandes. Il pose cependant des barrières à son action.

Dans sa conclusion, M. Erhard a placé une formule qui a soulevé de vifs applaudissements. "L'époque de l'après-guerre est finie" a-t-il dit. On peut comprendre cette remarque comme l'affirmation que la République fédérale a pris conscience d'elle-même et ne se veut plus sujette à aucune "discrimination".

La rencontre Johnson-Erhard aura lieu au début décembre

AUSTIN — Le chancelier fédéral Ludwig Erhard d'Allemagne de l'Ouest rencontrera le président Johnson entre le 6 et le 8 décembre, a annoncé hier le porte-parole de la Maison-Blanche à Austin, Texas.

"Le président rencontrera le chancelier Erhard les 6, 7 et 8 décembre. L'heure et le lieu précis des différentes entrevues seront déterminés plus tard", indique une déclaration écrite lue à la presse par M. Joseph Laitin, porte-parole adjoint de la Maison-Blanche.

M. Laitin n'a pas voulu préciser si la rencontre du président et du chancelier allemand aurait lieu en Europe, à Washington, ou au ranch du Texas de M. Johnson, mais il semble bien qu'elle aura lieu aux Etats-Unis.

MM. Erhard et Johnson se sont déjà rencontrés au "LBJ Ranch", près d'Austin, en décembre 1963 un mois après l'entrée en fonction du président Johnson.

Net accroissement des pertes américaines au Sud-Vietnam

SAIGON — Soixante-dix soldats américains ont été tués et 237 blessés la semaine dernière, la plus meurtrière pour les forces armées des Etats-Unis au Sud-Vietnam. La plu-

part de ces pertes ont été es-

suivées lors des combats qui se sont déroulés le 6 novembre à huit milles à l'ouest de Plei Me, sur les Hauts-Plateaux.

Un calcul officieux chiffre les pertes américaines à 933 depuis le début du conflit au Vietnam. Un total de 4.801 soldats américains ont été blessés et 92 manquent à l'appel. Quelque 20 Américains sont retenus prisonniers par le Vietcong.

Les pertes vietnamiennes se chiffrent à 144 depuis le début de novembre, soit deux fois plus de victimes que chez les Américains.

Il faut cependant s'attendre à ce que ces totaux soient dépassés au cours de cette semaine à la suite des durs combats qui se sont déroulés mardi et avant-hier dans la zone "D".

Le combat

La puissance de feu dont dispose un seul bataillon américain au cours d'une opération de moins de 24 heures vient par ailleurs d'être illustrée pour la première fois au Vietnam lors des combats qui ont mis aux prises trois compagnies de la 173e brigade aéroportée à deux et probablement trois bataillons réguliers Vietcong dans cette zone.

Selon les soldats et officiers américains qui ont pris part aux combats, les cadavres de quatre cent trois Vietcong ont été dénombrés. De nombreuses armes ont été trouvées mais détruites sur place, le terrain ne permettant pas leur évacuation.

Le Vietcong semblait pourtant composé de troupes d'élite dotées d'armes automatiques chinoises ou soviétiques à grande puissance de feu. Presque tous les soldats Vietcong portaient des casques d'acier, certains d'un type nouveau. Ils se

battaient sur un terrain de végétation dense qui leur était familier.

Les troupes américaines étaient handicapées par cette même végétation qui les cachait à leurs observateurs aériens et rendait difficile l'approvisionnement en munitions et nourriture. Elles ont cependant bénéficié de l'appui de 117 sorties

de chasseurs bombardiers qui ont versé plus de 175 tonnes de bombes, roquettes et obus. L'artillerie a tiré 5.300 obus soit 160 tonnes, les soldats ont dépensé jusqu'à trois fois leur approvisionnement normal en combat, utilisant leurs mitrailleuses de 30, leurs mortiers et surtout leurs fusils automatiques individuels M-16.

Réponses aux critiques des Etats-Unis contre la France

PARIS. — Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, une voix française autorisée s'adressant à un auditoire essentiellement américain entreprend de justifier l'attitude de la France ouvertement critiquée par les Etats-Unis. M. Roger Frey, hôte de la Chambre de commerce américaine en France, a fait état des "noirs desseins" que l'on prête à la

France, de l'accusation d'"ingratitude" qu'on lui porte et du caractère "impossible" des Français. Le ministre de l'intérieur affirme pourtant que la France ne demande rien à personne, ne convoite rien et ne se berce d'aucun rêve de grandeur. Elle n'a fait que redevenir elle-même, "c'est-à-dire un facteur d'équilibre et de mesure".

De son côté, jeudi dernier, M. Charles Lucet, nouvel ambassadeur de France à Washington, déclarait à l'American Club qu'on lui promettait à Washington "un hiver glacial", que l'on "chuchotait derrière les portes" que les Français sont "impossibles" et que l'on va s'organiser sans eux.

Les propos de MM. Frey et Lucet estiment-ils à Paris participent sans doute de la même volonté, approuvée en haut lieu, de ne pas laisser sans réponse une campagne qui s'est développée il y a quelques semaines dans la presse américaine et par certaines déclarations faites aux Etats-Unis. Elle tend à présenter la politique française comme étant de nature à nuire aux intérêts du monde occidental par une hostilité débridée à l'égard des E.U.

Les arguments développés par MM. Frey et Lucet ont pour but de montrer que la France poursuit une action qui, même si elle diverge de celle des E.U., est conforme à la paix et à une amélioration des relations internationales. Tous deux se rejoignent pour dire que la couleur des rapports entre la France et les E.U. n'est pas aussi noire qu'on voudrait le croire, mais "pourrait être un gris léger et déjà nuancé d'une teinte rose que l'on appelle aurore".

Kubitschek repart en exil

NEW YORK. — M. Juscelino Kubitschek, ancien président du Brésil, est arrivé à New York hier après-midi, par avion, venant de Rio, après une courte escale à Miami (Floride).

L'ancien président, accompagné de son épouse, a déclaré que ses projets étaient "indéfinis" et qu'il pourrait rester "un an, un mois ou un jour" lorsque les journalistes lui ont demandé le but de son voyage aux Etats-Unis. Il a ajouté : "J'ai quitté mon pays parce que je voulais m'en aller. Je n'ai pas de projets précis et mon séjour à New York est d'une durée indéterminée".

M. Kubitschek dont les droits civils ont été révoqués, ce qui l'a empêché de se présenter à la présidence, a répondu à une question des journalistes en ces termes : "Ma santé est très bonne mais politiquement je ne me sens pas très bien". Les journalistes lui demandant son opinion sur l'administration de M. Goulart, l'ancien président a répondu qu'il y avait des choses au Brésil "qui sont beaucoup plus importantes".

Plusieurs dizaines de maisons et de véhicules ont été incendiés et plusieurs centaines de personnes ont été blessées.

Vague de violence au Nigeria

LAGOS. — Quatre-vingt-dix personnes ont été tuées dans diverses régions du Nigeria au cours de la nouvelle vague de violence qui a déferlé sur le pays la semaine dernière, annonce-t-on à Lagos de source officielle.

Plusieurs dizaines de maisons et de véhicules ont été incendiés et plusieurs centaines de personnes ont été blessées.

Roger Laporte est mort de ses brûlures

NEW YORK — Roger Laporte, pacifiste de 22 ans, qui avait mis le feu à ses vêtements devant l'immeuble des Nations unies, mardi matin, dans un geste de protestation contre la guerre au Vietnam, est mort hier après-midi à l'hôpital où il avait été transporté.

Des gardes de l'O.N.U. qui l'avaient aperçu accomplissant son geste de protestation contre la guerre s'étaient précipités pour l'envelopper de couvertures et éteindre les flammes, mais les médecins, à son arrivée à l'hôpital avaient constaté que 9 pour cent de sa peau était atteinte par des brûlures.

Roger Laporte, qui était catholique, avait reçu l'extrême-onction peu après son entrée à l'hôpital et il devait déclarer aux psychiatres qui l'interrogeaient qu'il tenait à la vie.

PARIS — Un étudiant de 20 ans, François Decoccola, a tenté hier matin de se donner également la mort en mettant le feu à ses vêtements, en pleine rue, à Rosny-sous-Bois, localité de la banlieue parisienne, où il demeure.

Très grièvement brûlé, il a été transporté immédiatement à l'hôpital où son état inspire de vives inquiétudes.

Nouveau message de Wilson à Ian Smith

LONDRES — Après de nouvelles consultations gouvernementales, M. Harold Wilson a résolu hier de recourir à la diplomatie secrète afin d'éviter de sortir de l'impasse où se trouve l'affaire rhodésienne.

Le premier ministre britannique a adressé un nouveau message à M. Ian Smith, mais cette fois le contenu n'en sera pas publié comme le furent ceux de toutes les missives précédentes.

Il est possible, croit-on dans les milieux politiques, que M. Wilson lui demande maintenant de répondre clairement à cette invitation, le but tactique des deux hommes étant d'essayer de rejeter sur l'autre la responsabilité de la rupture finale.

SALISBURY — Après avoir pris connaissance du message "confidentiel" de M. Harold Wilson, M. Ian Smith, premier ministre de Rhodésie, a déclaré : "C'est un de ces messages que l'on peut interpréter comme on le souhaite".

Comme on lui demandait s'il avait l'intention de répondre au premier ministre britannique, M. Smith a répondu "nous verrons bien".

Enfin, Sir Hugh Beadle, juge suprême de la Rhodésie, a quitté Londres hier soir pour regagner Salisbury.

Sir Hugh s'est refusé à toute déclaration sur les entretiens qu'il a eus dans la capitale britannique avec le premier ministre, M. Harold Wilson, et avec le ministre des relations avec le Commonwealth M. Arthur Bottomley.

do Roxas, parti libéral, obtenu 1.885.913 voix et le sénateur Fernando Lopez, parti nationaliste, 1.884.201 voix.

En ce qui concerne les élections des 104 représentants à la chambre basse, selon des résultats non officiels, les nationalistes mènent dans 44 districts, le libéraux 33 et les indépendants dans 11.

Enfin, pour les huit sièges sénatoriaux, les nationalistes mènent dans 6 circonscriptions, et les libéraux dans deux.

Philippines: victoire probable de M. Marcos

MANILLE — Le sénateur Ferdinand Marcos, candidat de l'opposition aux élections présidentielles philippines, a encore augmenté son avance sur le président sortant, M. Diosdado Macapagal.

Hier soir, selon les résultats non officiels, M. Ferdinand Marcos, parti nationaliste, avait obtenu 2.086.749 voix et M. Diosdado Macapagal, parti libéral, 1.711.934 voix.

Dans les élections à la vice-présidence, le sénateur Gerar-

do Roxas, parti libéral, obtenu 1.885.913 voix et le sénateur Fernando Lopez, parti nationaliste, 1.884.201 voix.

En ce qui concerne les élections des 104 représentants à la chambre basse, selon des résultats non officiels, les nationalistes mènent dans 44 districts, le libéraux 33 et les indépendants dans 11.

Enfin, pour les huit sièges sénatoriaux, les nationalistes mènent dans 6 circonscriptions, et les libéraux dans deux.



DUPUIS

Le grand magasin canadien à l'accent français

Le temps exige pareils vêtements

"Canadienne"

PRIX CHOC DUPUIS

1999

Le "Banlieue" en daim

Prix courant 65.00
PRIX CHOC DUPUIS

47.00

Paletots tout laine

Ordinairement 65.00 et 75.00
PRIX CHOC DUPUIS

52.00

Paletot sport en doux molleton laineux beige - gris. Devant à glissière dissimulée, boutons d'attache forme baril. Epaisse doublure matelassée, capuchon amovible. Longueur 38 pouces. Tailles : 36 à 44.

En véritable peau de daim (suède) nuance moka ou brun foncé. Entièrement doublé de "fourrure" Orlon. Col de similifourrure. S'attache de 3 boutons de cuir — 2 poches à rabat. Longueur 36 po., 36 à 46.

Haute confection au fini main dans ces paletots d'hiver en laine au toucher velours. Gris moyen, gris foncé, bleu, brun, noir. Motifs diagonaux, chevrons, effet tweed aussi étoffe unie. Epaulés tailleurs ou mi-raglan. Col ordinaire, 3 boutons d'attache et poches à rabat. Doublure pleine longueur. Tailles : 33 à 46. Statues courtes — ordinaires — élançées dans la plupart des tailles.

COMPOSEZ 842-6171
DUPUIS — REZ-DE-CHAUSSEE, RAYON 610

DUPUIS

865 EST, RUE SAINTE-CATHERINE, MONTRÉAL • COMMANDES TELEPHONIQUES : 842-6171